



**PRÉFET
DE LA MEUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Plan **L**ocal d'**U**rbanisme Commune de **PAGNY-LA- BLANCHE-CÔTE**

1. ÉLÉMENTS DE PORTÉE JURIDIQUE et INFORMATIONS UTILES



PORTER A CONNAISSANCE DE L'ÉTAT du 06/11/2023
Élaboration prescrite par délibération du conseil municipal le 25/07/2023

Direction Départementale des Territoires de la Meuse
14 Rue Antoine Durenne – C.S. 10501 – 55012 Bar le Duc Cedex
SERVICE URBANISME HABITAT / UNITE PLANIFICATION

TABLE DES MATIÈRES

CONTENU, OBJECTIFS ET OBLIGATIONS DU PLU.....	4
1. Le porter à connaissance.....	4
2. Principes fondamentaux de l'urbanisme.....	8
3. Le PLU.....	8
4. Procédure d'élaboration du PLU.....	9
5. Numérisation du PLU.....	10
6. Contenu du PLU.....	11
6.1 - Le rapport de présentation.....	11
6.2 - L'évaluation environnementale.....	13
6.3 - Le Projet d'aménagement et de développement durables (PADD).....	14
6.4 - Les Orientations d'aménagement et de programmation (OAP).....	15
6.5 - Le règlement.....	16
6.6 - Les annexes.....	17
7. Méthodologie souhaitée d'élaboration du PLU.....	17
8. Application du Règlement national d'urbanisme (RNU).....	19
DOCUMENTS S'IMPOSANT AU PLU.....	20
1. Le PLU doit être compatible avec :.....	21
2. Le PLU doit prendre en compte :.....	24
3. Documents de références :.....	24
PRINCIPALES POLITIQUES DE L'ÉTAT À INTÉGRER DANS LE PLU.....	26
1. Protéger les milieux ouverts, forestiers, humides et aquatiques et la biodiversité.....	27
1.1 - L'état initial de l'environnement et les impacts du projet sur celui-ci.....	28
1.2 - Les continuités écologiques.....	29
1.3 - Milieux ouverts.....	31
1.4 - Milieux forestiers.....	33
1.5 - Milieux aquatiques.....	37
1.6 - Milieux humides.....	38
1.7 - Les périmètres de protection.....	41
1.8 - Les zonages d'inventaires.....	42
1.9 - Évaluation environnementale des documents d'urbanisme.....	44
2. Limiter l'exposition des biens et personnes face aux risques et aux nuisances.....	48
2.1 - Le Dossier départemental des risques majeurs (DDRM).....	48
2.2 - Le risque inondation.....	49
2.3 - Les mouvements de terrains.....	53
2.4 - Les cavités souterraines.....	53
2.5 - Le retrait gonflement des sols argileux.....	54
2.6 - Le risque incendie.....	54
2.7 - Le risque sismique.....	54
2.8 - Les Transports de Matières Dangereuses (TMD).....	55
2.9 - Le risque industriel.....	55
2.10 - Les sites et les sols pollués.....	56

2.11 - Les nuisances sonores.....	58
2.12 - Les périmètres de réciprocité vis-à-vis des exploitations agricoles.....	59
2.13 - Les carrières.....	60
2.14 - L'habitat indigne.....	61
2.15 - La qualité de l'air.....	62
2.16 - Risque allergène et espèces nuisibles.....	63
2.17 - Champs électromagnétiques.....	63
2.18 - Les déchets.....	64
3. Protéger et gérer la ressource en eau.....	66
3.1 - Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE).....	66
3.2 - Disposer d'une ressource en eau potable de qualité et suffisante.....	67
3.3 - Planifier le développement en cohérence avec la capacité du système d'assainissement.....	70
3.4 - La gestion des eaux pluviales.....	73
4. Identifier et apporter une réponse adaptée aux besoins en logements.....	78
4.1 - Une commune sous l'influence de l'attractivité de Nancy.....	79
4.2 - Typologie de la population.....	79
4.3 - Typologie de logement.....	84
5. Préserver et mettre en valeur les paysages et le patrimoine.....	90
5.1 - Les entrées de ville.....	90
5.2 - Voirie.....	91
5.3 - Le paysage et le patrimoine bâti.....	91
5.4 - Le patrimoine archéologique.....	93
5.5 - Publicité et enseignes.....	94
6. Favoriser une mobilité durable.....	97
6.1 - Promouvoir la mixité fonctionnelle en développant et renforçant le commerce.....	98
6.2 - Planifier la mobilité.....	99
6.3 - Promouvoir le développement des modes de déplacement alternatifs.....	99
6.4 - Développer les communications numériques.....	103
7. Adopter une stratégie de développement économe en foncier.....	105
7.1 - Un cadre réglementaire strict à respecter.....	106
7.2 - Les attendus dans le PLU.....	111
7.3 - Mise en place d'une démarche éviter-réduire-compenser.....	111
8. Lutter contre le changement climatique et s'y adapter.....	115
8.1 - Contexte climatique.....	115
8.2 - Contexte réglementaire.....	123
8.3 - Favoriser le développement des énergies renouvelables et de récupération.....	126
8.4 - Contribuer à réduire la consommation énergétique du territoire.....	132
8.5 - Réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES).....	134
SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE.....	139
ASSOCIATION.....	140
ANNEXES.....	141
1. Servitudes d'utilité publique.....	141

2. Annexes fournies au format papier et PDF.....	141
LEXIQUE.....	142

Ce document se présente ainsi :

- Éléments réglementaires,

- | |
|---|
| · Données propres à la Commune de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE |
|---|

- | |
|---|
| · Règles ou objectifs du SRADDET en lien avec les différentes thématiques |
|---|

- | |
|---|
| · Éléments propres à la Commune de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE,
à prendre en compte dans le PLU, |
|---|

- | |
|--|
| · Synthèse des enjeux concernant chaque politique publique sur le territoire communal de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE .
(à retrouver à la fin de chaque chapitre) |
|--|

CONTENU, OBJECTIFS ET OBLIGATIONS DU PLU

1. LE PORTER À CONNAISSANCE

En application des articles L.132-1 à L.132-3 du code de l'urbanisme (CU), le Préfet porte à la connaissance de l'EPCI compétent le cadre législatif et réglementaire à respecter, ainsi que les projets des collectivités territoriales et de l'État en cours d'élaboration ou existants.

L'article R.132-1 du CU précise que le PAC inclut les éléments à portée juridique tels que les directives territoriales d'aménagement et de développement durables, les dispositions relatives aux zones de montagne et au littoral, les servitudes d'utilité publique, le schéma régional de cohérence écologique, le plan régional de l'agriculture durable, le plan pluriannuel régional de développement forestier, les dispositions du plan de gestion du ou des biens inscrits au patrimoine mondial, les projets d'intérêt général et les opérations d'intérêt national.

Le PAC comprend par ailleurs les études techniques dont dispose l'État et qui sont nécessaires à l'exercice par les collectivités territoriales de leur compétence en matière d'urbanisme. Il s'agit notamment des études en matière de prévention des risques et de protection de l'environnement.

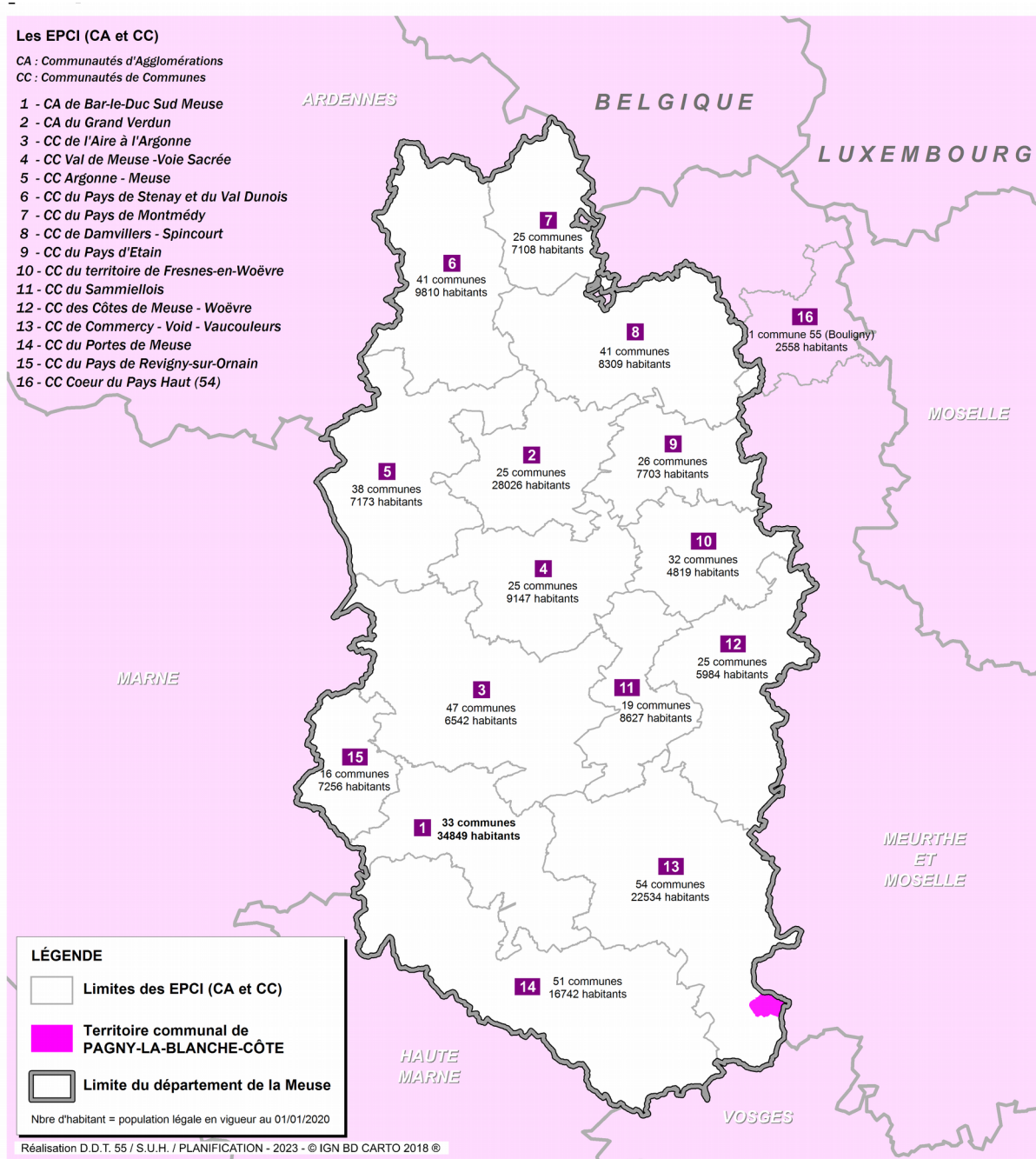
Le PAC est tenu à la disposition du public : tout ou partie de ses pièces peut être annexé au dossier d'enquête publique.

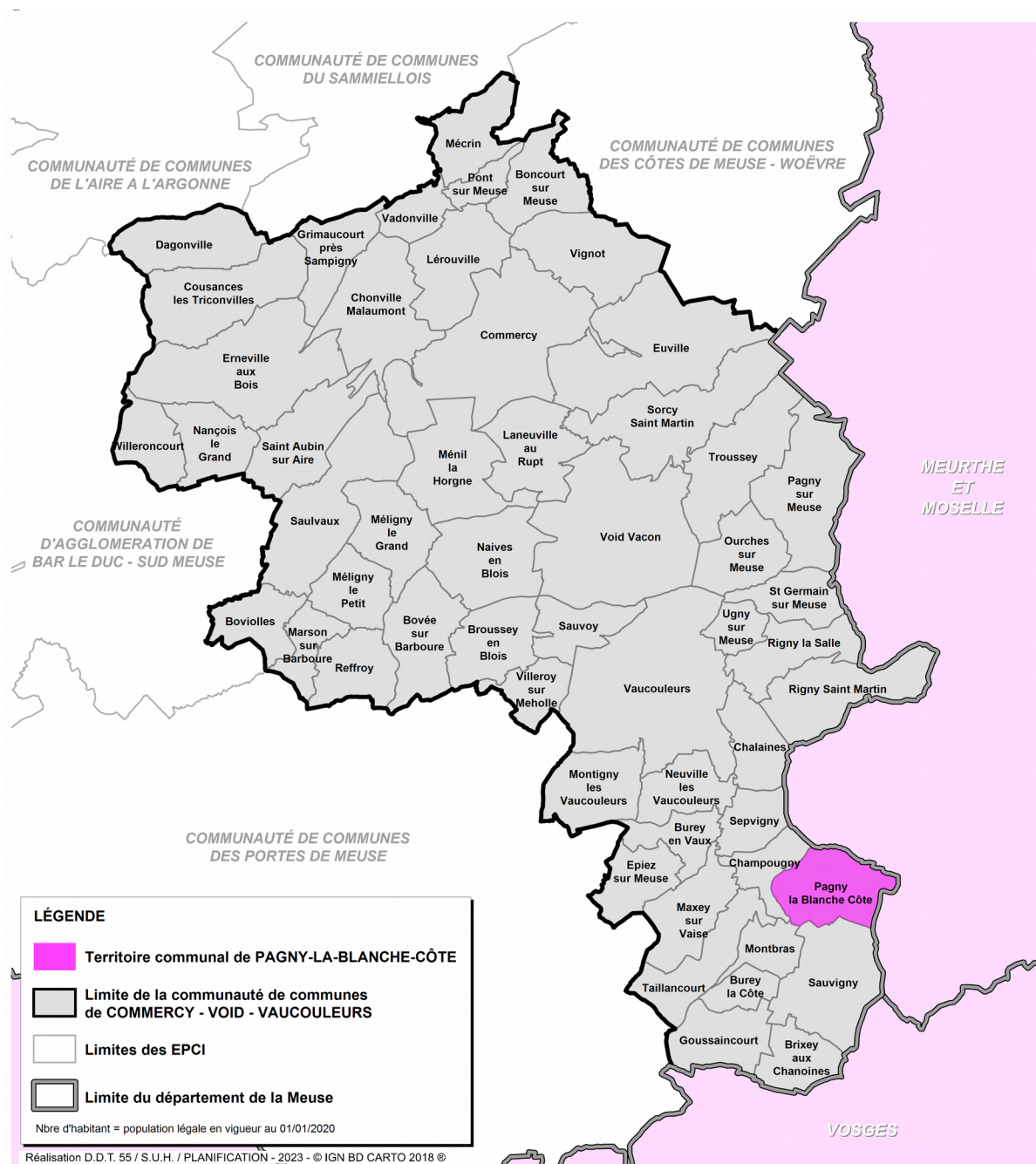
La commune de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE se situe au Sud-Est du département de la Meuse et dans l'arrondissement de Commercy. Elle fait partie de la communauté de communes de Commercy-Void-Vaucouleurs. Le territoire communal s'étend sur 1243 hectares et compte 234 habitants en 2020, ce qui représente une diminution de -0,7 % par rapport à 2014.

La commune est située en périphérie de la ville de Toul (54) et de Neufchâteau (88), toutes deux situées à environ 24 km.

Deux routes départementales, la RD 145 et RD 32, desservent le village. Pagny-la-Blanche-Côte est située à proximité de deux grands axes : la RD 964 qui relie Neufchâteau à Commercy et la RD 4 qui permet de rejoindre Nancy.

La commune appartient à l'air d'attraction de la ville de Nancy, 50 kilomètres séparent ces deux communes.





Par délibération du 25 juillet 2023, le conseil municipal de la commune de Pagny-la-Blanche-Côte a prescrit l'élaboration d'un Plan local d'urbanisme (PLU) couvrant l'intégralité de son territoire.

Document d'urbanisme actuel :

La commune de Pagny-la-Blanche-Côte ne dispose pas d'un document d'urbanisme applicable et est donc soumise à l'application du Règlement National d'Urbanisme.

2. PRINCIPES FONDAMENTAUX DE L'URBANISME

L'article L. 101-2 du code de l'urbanisme est directement opposable aux collectivités qui élaborent un PLU. Il énonce les principes généraux cadrant la politique nationale d'urbanisme, et fixe les principes du développement durable dans lequel elle s'inscrit. Il définit, d'un point de vue juridique, le cadre dans lequel le projet doit s'inscrire.

Depuis la loi Solidarité et renouvellement urbains (SRU) du 13 décembre 2000, le développement durable se place au cœur de la démarche de planification : il s'agit de penser le développement afin qu'il consomme moins d'espace, produise moins de nuisances et soit plus solidaire. Puis, les lois du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (ENE) et du 14 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) ont renforcé la dimension environnementale et territoriale des documents d'urbanisme en leur fixant de nouveaux objectifs (article L. 101-2 du code l'urbanisme).

La prise en compte du développement durable et du renouvellement urbain doit donc apparaître tant dans le diagnostic définissant les enjeux en termes d'urbanisme, que dans l'établissement du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) et dans les règles édictées.

La loi Climat et Résilience du 22 août 2021 (article 192) a inscrit la lutte contre l'artificialisation des sols dans les principes généraux du code de l'urbanisme (6° bis de l'article L101-2 CU), avec un objectif **d'absence d'artificialisation nette d'ici 2050**.

3. LE PLU

Le Plan local d'urbanisme (PLU) est un document d'urbanisme élaboré sur la totalité du territoire communal qui regroupe l'ensemble des règles d'urbanisme applicables en chaque point du territoire communal.

C'est un outil de définition et de mise en œuvre, à l'échelle communale, des politiques publiques relatives à l'aménagement et au développement durable, à l'environnement, l'habitat et aux déplacements.

Il présente, à l'appui d'un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et de l'état initial de l'environnement, le projet d'aménagement et de développement durables retenu par la municipalité.

Le PLU est un document public faisant l'objet d'une concertation avec la population et opposable aux tiers après enquête publique.

4. PROCÉDURE D'ÉLABORATION DU PLU

① **Délibération de prescription de l'organe délibérant** : la commune annonce son intention d'élaborer le document, précise les objectifs poursuivis lors de l'élaboration de ce document (ces objectifs doivent être suffisants) et indique comment elle a l'intention de mener la concertation.

La délibération prescrivant l'élaboration d'un PLU peut soumettre à déclaration préalable, sur tout ou partie du territoire couvert par ce plan, les coupes ou abattages d'arbres isolés, de haies ou réseaux de haies et de plantations d'alignement (article L. 113-2 du CU).

À compter de cette délibération, la collectivité peut surseoir à statuer sur toute demande d'autorisation concernant des travaux, constructions ou installations si celles-ci sont susceptibles de compromettre ou rendre plus onéreuse l'exécution du PLU (L. 153-11 du CU).

→ **Le Préfet transmet à la collectivité le « Porter à Connaissance » (L. 132-1 du CU).**

② **Phase d'études** : la collectivité conduit les études et élabore le document, en associant toutes les personnes mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 à L. 132-11 du CU, de sa propre initiative ou à leur demande. Durant cette phase d'études, soumise à aucun formalisme particulier, prennent place la concertation et l'association des personnes publiques.

③ **Débat sur les orientations du PADD** : le conseil municipal tient un débat sur les orientations du Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) **au plus tard deux mois** avant l'arrêt du projet de PLU.

④ **Arrêt de projet** : lorsque les études sont achevées et le dossier constitué, la collectivité clôt la concertation, en tire le bilan, et **arrête le projet de PLU par délibération** de l'organe délibérant.

⑤ **Recueil d'avis** : Commence ensuite **une phase formelle de recueil d'avis**, avec d'abord la consultation des Personnes Publiques Associées (PPA) qui auront **trois mois pour exprimer leur avis**, qui sera joint au dossier d'enquête publique.

Lorsque le projet de PLU est **soumis à évaluation environnementale**, la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) doit être consultée de manière spécifique en sa qualité d'autorité environnementale afin de recueillir son avis sur l'évaluation environnementale du PLU.

⑥ **Enquête publique** : Elle est organisée selon les formes prévues aux articles L. 123-1 et suivants du code de l'environnement. Cette enquête ne peut être inférieure à trente jours pour les plans ou programme faisant l'objet d'une évaluation environnementale. Le commissaire enquêteur dispose ensuite d'un délai d'un mois pour rendre son rapport et ses conclusions.

⑦ **Modifications éventuelles** : La collectivité détermine les évolutions qu'elle souhaite apporter au projet de PLU pour tenir compte des avis émis et joints au dossier d'enquête publique, des observations du public recueillies lors de l'enquête publique et du rapport du commissaire enquêteur. Si les modifications opérées à l'issue de l'enquête publique sont importantes ou de nature à porter atteinte à l'économie générale du

PADD, elles peuvent nécessiter l'arrêt d'un nouveau projet de PLU et l'organisation d'une nouvelle enquête publique.

⑧ **Délibération d'approbation** : L'organe délibérant approuve le document définitif par délibération. En l'absence de SCoT, ce document deviendra applicable (« opposable aux tiers ») **un mois après transmission au Préfet du département et accomplissement de mesures réglementaires de publicité.**

Le Préfet dispose enfin d'un **délai de deux mois** à compter de la transmission de la délibération pour **mettre en œuvre le contrôle de légalité.**

Analyse des résultats de l'application du PLU : Au plus tard **6 ans après la délibération d'approbation du PLU**, le conseil municipal analyse les résultats de l'application du plan au regard des objectifs visés à l'article L. 101-2 et prend une délibération sur l'opportunité de réviser le PLU (article L. 153-27 du CU). Cette analyse se basera sur les indicateurs définis par le rapport de présentation, en application des articles R. 151-1 et R. 151-2 du CU.

5. NUMÉRISATION DU PLU

L'accès à l'information en matière d'urbanisme est encadré par les articles L. 133-1 à L. 133-5 du code de l'urbanisme. Notamment, l'ordonnance relative à l'amélioration des conditions d'accès aux documents d'urbanisme et aux servitudes d'utilité publique du 19 décembre 2013 a créé le portail national de l'urbanisme, site de référence unique pour l'accès dématérialisé sur l'ensemble du territoire national aux documents d'urbanisme (SCoT, PLU, carte communale) et aux servitudes d'utilité publique (SUP). Il est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2020.

Plusieurs échéances ont été arrêtées afin d'alimenter progressivement ce portail :

Concernant les SUP : depuis le 1^{er} janvier 2020, pour être exécutoire, la SUP devra être publiée sur le portail national de l'urbanisme, indépendamment de son annexion au PLU.

Concernant les documents d'urbanisme (DU) : depuis le 1^{er} janvier 2020, en plus des mesures actuelles de transmission à la Préfecture et des mesures de publicité, **le document devra être publié sur le portail national de l'urbanisme.**

Ces informations sont issues de l'ordonnance n°2013-1184 du 19 décembre 2013 relative à l'amélioration de condition d'accès aux documents d'urbanisme et aux servitudes d'utilité publique :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.docidTexte=JORFTEXT000028346965&dateTexte=&categorieLien=id>

Enfin, à compter du 1^{er} janvier 2023 et faisant suite à l'ordonnance n°2021-1310 du 7 octobre 2021, l'entrée en vigueur des SCoT et des PLU(i) est conditionnée à leur publication sur le Géoportail de l'urbanisme

Il convient de prévoir, dans le cadre de l'élaboration du PLU de Pagny-la-Blanche-Côte sa numérisation, afin qu'il soit publié sur le Géoportail de l'urbanisme dès son approbation.

6. CONTENU DU PLU

6.1 - Le rapport de présentation

Malgré son absence de valeur normative, le rapport de présentation constitue une pièce fondamentale du PLU. Il doit permettre de présenter la démarche de la collectivité, d'expliquer et justifier ses orientations stratégiques et ses choix de développement. L'absence ou l'insuffisance des éléments d'information et des justifications que comporte le rapport de présentation peut être sanctionné par le juge administratif.

Conformément à l'article L.151-4 du CU, le rapport de présentation :

- **s'appuie sur un diagnostic** établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces et de développement agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services ;
- **analyse la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers** au cours des dix années précédant l'arrêt du projet de plan ou depuis la dernière révision du document et **la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis**, en tenant compte des formes urbaines et architecturales et **expose les dispositions qui favorisent la densification** de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers ;
- **justifie les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace** et de lutte contre l'étalement urbain prévu dans le PADD ;
- **établit un inventaire des capacités de stationnement** de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos, des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités.

Le contenu du rapport de présentation est précisé par les articles R.151-1 à R.151-5 du CU, qui prévoient notamment que ce rapport :

- **expose les principales conclusions du diagnostic** sur lequel il s'appuie ainsi que, le cas échéant, les analyses des résultats de l'application du plan prévues par les articles L.153-27 à L.153-30 et comporte, en annexe, les études et les évaluations dont elles sont issues.

Il comporte les justifications de :

- **la cohérence des OAP** avec les orientations et objectifs du PADD ;
- la nécessité des dispositions édictées par le règlement pour la mise en œuvre du PADD et des différences qu'elles comportent ;
- la complémentarité de ces dispositions avec les OAP ;
- **la délimitation des zones U, AU, N et A ;**
- **l'institution des zones urbaines** prévues par l'article R.151-19, des zones urbaines ou zones à urbaniser prévues par le deuxième alinéa de l'article R.151-20 lorsque leurs conditions d'aménagement ne font pas l'objet de dispositions réglementaires, ainsi que l'institution des servitudes prévues par le 5° de l'article L.151-41 ;

- toute autre disposition du plan local d'urbanisme pour laquelle une obligation de justification particulière est prévue ;

• **Au titre de l'évaluation environnementale :**

- **Décrit l'articulation du plan avec les autres documents** d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés aux articles L. 131-4 à L. 131-6, L. 131-8 et L. 131-9 avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte
- **Analyse l'état initial de l'environnement** et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;
- **Analyse les incidences notables probables** de la mise en œuvre du plan sur l'environnement, notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages et les interactions entre ces facteurs, et expose les problèmes posés par l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnées à l'[article L. 414-4 du code de l'environnement](#) ;
- **Explique les choix retenus** mentionnés au premier alinéa de l'article [L. 151-4](#) au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ;
- **Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire** et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;
- **Définit les critères, indicateurs et modalités retenus** pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article [L. 153-27](#) et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article [L. 153-29](#). Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;
- **Comprend un résumé non technique** des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.
- **identifie les indicateurs nécessaires** à l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L.153-27 du CU et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L.153-29 du CU.
- **analyse les capacités de densification** et de mutation des espaces bâtis qu'il a identifiés par le rapport de présentation en vertu du quatrième alinéa de l'article L. 151-4.

Il convient de porter une attention toute particulière aux indicateurs de suivi du PLU : l'article R.151-3 du CU prévoit que le rapport de présentation « définit les critères,

indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnés à l'article L.153-27 du CU [au regard des objectifs visés à l'article L.101-2 du CU].

Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ».

Il conviendra donc de définir des indicateurs et leurs modalités d'analyse. Cet exercice doit être fait dès la définition des orientations du PADD par la commune. Les indicateurs retenus ne devront pas être trop nombreux (quelques indicateurs maximums par orientation) et devront permettre de suivre les effets du plan sur l'environnement, et plus particulièrement par rapport aux objectifs visés à l'article L.101-2 du CU.

En cela, ne retenir que des indicateurs communaux s'avérerait inadapté.

6.2 - L'évaluation environnementale

La loi SRU du 13 décembre 2000 et ses décrets d'application ont posé les bases d'une évaluation au regard de l'environnement pour tous les PLUi, en prévoyant que le rapport de présentation comporte un état initial de l'environnement, une évaluation des incidences du projet sur l'environnement et un exposé de la manière dont le plan prend en compte sa préservation et de sa mise en valeur.

Ensuite, la directive européenne du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement prévoit que tout document de planification susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement fasse l'objet d'une évaluation environnementale soumise à l'autorité environnementale compétente (articles L.104-1 à L.104-8 du CU).

Le territoire de la commune de Pagny-la-Blanche-Côte est concerné par deux sites Natura 2000 à l'origine des deux Directives européennes « Habitat » et « Oiseaux », de plusieurs ZNIEFF de type I et II, d'une réserve naturelle régionale (RNR) et d'Espaces naturels sensibles (ENS).

Le PLU doit faire l'objet d'une évaluation environnementale.

Ainsi, le rapport de présentation doit intégrer les éléments relatifs à l'évaluation environnementale, prévus notamment par les articles L.104-4, L.104-5 et R.151-3 du CU. Ces éléments devront être intégrés dans le rapport de présentation, et non simplement annexés à celui-ci.

Décret n°2021-1345 du 13 octobre 2021 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme : ce nouveau décret vise à mettre en conformité les dispositions du code de l'urbanisme relatives à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme avec la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement. Les évolutions apportées font notamment suite à la décision du Conseil d'État du 19 juillet 2017 (CE, 19 juillet 2017, req. N°400 420).

Une des principales évolutions est la soumission à évaluation environnementale systématique des procédures d'élaboration de PLU.

Méthode

L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme est une évaluation à **réaliser tout au long de l'élaboration du document.**

C'est une démarche d'**aide à la décision** qui prépare et accompagne la construction du document d'urbanisme, et permet de l'ajuster tout au long de son élaboration. C'est une base pour un document d'urbanisme conçu comme un projet de développement durable du territoire. Cette démarche est formalisée par un rapport dit « rapport environnemental » inclus dans le rapport de présentation du PLU, et qui est défini à l'article R.151-3 du CU.

6.3 - Le Projet d'aménagement et de développement durables (PADD)

Défini par l'article L.151-5 du CU, le **PADD exprime la dimension « politique » du projet** de la collectivité. C'est la raison pour laquelle il doit d'ailleurs être débattu de manière formelle par cette dernière. Ce document est la clé de voûte du PLU. Les autres pièces du PLU qui ont une valeur juridique doivent être cohérentes avec lui.

Le PADD doit intégrer la notion de développement durable, c'est-à-dire la nécessité de prévoir le développement dans une relation d'équilibre avec la protection de l'environnement et la préservation de la cohésion sociale. La loi ENE du 12 juillet 2010 a renforcé et précisé les objectifs à prendre en compte dans le PADD. Celui-ci doit désormais :

- **définir les orientations générales des politiques d'aménagement**, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.
- **définir les orientations générales concernant l'habitat**, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des énergies renouvelables, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs,
- **fixer des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace** et de lutte contre l'étalement urbain.

Il ne peut prévoir l'ouverture à l'urbanisation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers que s'il est justifié, au moyen d'une étude de densification des zones déjà urbanisées, que la capacité d'aménager et de construire est déjà mobilisée dans les espaces urbanisés. Pour ce faire, il tient compte de la capacité à mobiliser effectivement les locaux vacants, les friches et les espaces déjà urbanisés pendant la durée comprise entre l'élaboration, la révision ou la modification du plan local d'urbanisme et l'analyse prévue à l'article [L. 153-27](#).

Toutes ces thématiques doivent être traitées. L'importance qui leur sera accordée dépendra toutefois des caractéristiques du territoire et des enjeux dégagés par la collectivité.

6.4 - Les Orientations d'aménagement et de programmation (OAP)

Définies par les articles L.151-6, L.151-7 et R.151-6 à R.151-8 du CU, **les OAP sont destinées à permettre à la collectivité de préciser les conditions d'aménagement** de certains quartiers ou secteurs, en définissant les conditions d'aménagement garantissant la prise en compte des qualités architecturales, urbaines et paysagères des espaces dans la continuité desquels s'inscrit la zone, notamment en entrée de ville. **Les OAP sont obligatoires sur les secteurs 1AU.** Les opérations de construction ou d'aménagement décidées dans ces secteurs devront être compatibles avec les OAP, conformément à l'article L.152-1 du CU.

Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent notamment (L151-6 à L151-7-2 CU) :

- **définir les actions et opérations nécessaires** pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune ;
- **favoriser la mixité fonctionnelle** en prévoyant, qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation, un pourcentage de ces opérations soit destiné à la réalisation de commerces ;
- **porter sur des quartiers** ou des secteurs **à mettre en valeur**, réhabiliter, restructurer ou aménager ;
- **prendre la forme de schémas d'aménagement** et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics ;
- **adapter la délimitation des périmètres**, en fonction de la qualité de la desserte, où s'applique le plafonnement à proximité des transports prévus aux articles L.151-35 et L.151-36 du CU ;
- **définir les actions et opérations nécessaires pour protéger les franges urbaines et rurales.**
- Dans les communes non couvertes par un schéma de cohérence territoriale, **identifier les zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables** arrêtées en application de l'article [L. 141-5-3](#) du code de l'énergie.

Le périmètre des quartiers ou secteurs auxquels ces orientations sont applicables est délimité dans le ou les documents graphiques du règlement du PLU (article R.151-6 du CU).

Conformément à l'article R.151-8 du CU, les OAP portant sur un secteur de zones urbaines ou à urbaniser dont les conditions d'aménagement ne sont pas définies par des dispositions réglementaires doivent comporter un schéma d'aménagement, qui précise les principales caractéristiques d'organisation spatiale du secteur, et doivent porter au moins sur la qualité de l'insertion architecturale, urbaine et paysagère, la mixité fonctionnelle et sociale, la qualité environnementale et la prévention des risques, les besoins en matière de stationnement, la desserte par les transports en commun et la desserte des terrains par les voies et réseaux.

Depuis la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, les orientations

d'aménagement et de programmation définissent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, **un échéancier prévisionnel d'ouverture à l'urbanisation** des zones à urbaniser et de réalisation des équipements correspondant à chacune d'elles, le cas échéant (article L151-6-1 du CU). Selon l'article L151-6-2 du CU, les orientations d'aménagement et de programmation définissent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur les continuités écologiques.

6.5 - Le règlement

Le règlement est constitué d'une partie écrite et d'une partie graphique, laquelle comporte plusieurs documents (article R.151-10 du CU).

Le règlement fixe, en cohérence avec le PADD, **les règles générales** et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés à l'article L.101-2 du CU, qui peuvent notamment comporter l'interdiction de construire. Toute occupation du sol devra y être conforme, qu'elle fasse l'objet ou non d'une demande d'autorisation.

Il délimite les zones urbaines (zone U), les zones à urbaniser (zones AU), les zones agricoles (zones A) et les zones naturelles (zones N) définies par les articles R.151-18, R.151-20, R.151-22 et R.151-24 du CU. Il définit, en fonction des circonstances locales, les règles concernant l'implantation des constructions dans ces différentes zones.

Le décret relatif à la modernisation du contenu du PLU publié le **29 décembre 2015** s'attache à proposer aux élus de nouveaux outils au service de leur compétence de planification et d'urbanisme, pour les accompagner et les soutenir dans leur mission.

Ce décret réaffirme le lien entre le projet de territoire, la règle et sa justification, par la traduction des objectifs structurants auxquels doit répondre le PLU :

- le renforcement de la mixité fonctionnelle et sociale,
- la maîtrise de la ressource foncière et la lutte contre l'étalement urbain,
- la préservation et la mise en valeur du patrimoine environnemental, paysager et architectural.

Depuis, **les PLU modernisés** intègrent cette réforme et disposent d'outils mieux adaptés aux diversités locales, aux opérations d'aménagement complexes mais aussi aux évolutions dans le temps de leur territoire. Ils pourront répondre au mieux aux aspirations des habitants et favoriser la qualité de leur cadre de vie, grâce à une assise réglementaire confortée.

Afin de mieux traduire le PADD, **le règlement du PLU modernisé** est désormais structuré en 3 chapitres répondant chacun à une question :

- **l'affectation des zones et la destination des constructions : où puis-je construire ?**
- **les caractéristiques urbaines, architecturales, naturelles et paysagères : comment prendre en compte mon environnement ?**
- **les équipements et les réseaux : comment je m'y raccorde ?**

Une modification des destinations des constructions a été prévue dans le cadre de la modernisation du contenu du PLU, les faisant passer de 9 destinations à 5 destinations et 20 sous-destinations. Ces nouvelles destinations et sous-destinations sont définies par un arrêté du 10 novembre 2016.

Conditions d'application

Le décret relatif à la modernisation est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2016 et permet une application progressive avec droit d'option pour les collectivités.

Pour les procédures d'élaboration ou de révision générale en cours initiées avant le 1^{er} janvier 2016, les dispositions issues du décret peuvent s'appliquer si une délibération du conseil municipal qui se prononce en faveur de l'intégration du contenu modernisé du PLU est intervenue au plus tard lors de l'arrêt du projet.

Les PLU dont le contenu est issu des dispositions en vigueur avant la réforme et qui font ou feront l'objet de procédures de modification, de mise en compatibilité ou de révision allégée (lancées avant ou après le 1^{er} janvier 2016) continuent à appliquer les dispositions des articles réglementaires en vigueur au 31 décembre 2015 jusqu'à leur prochaine révision générale.

La commune de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE a prescrit l'élaboration de son PLU le 25 juillet 2023. L'usage du contenu modernisé du règlement est donc requis.

6.6 - Les annexes

Les annexes fournissent les périmètres et dispositions particulières résultant d'autres législations, notamment les servitudes d'utilité publique.

Depuis le décret du 28 décembre 2015 susvisé, la liste exhaustive des pièces à joindre obligatoirement en annexe du PLU figure aux articles R.151-51 à R.151-53 du CU.

Les annexes du PLU comportent des informations substantielles dans la mesure où elles portent sur des éléments qui déterminent des contraintes opposables sur l'utilisation du sol. **C'est pourquoi leur omission, leur insuffisance ou des irrégularités flagrantes affectent la légalité interne du PLU.**

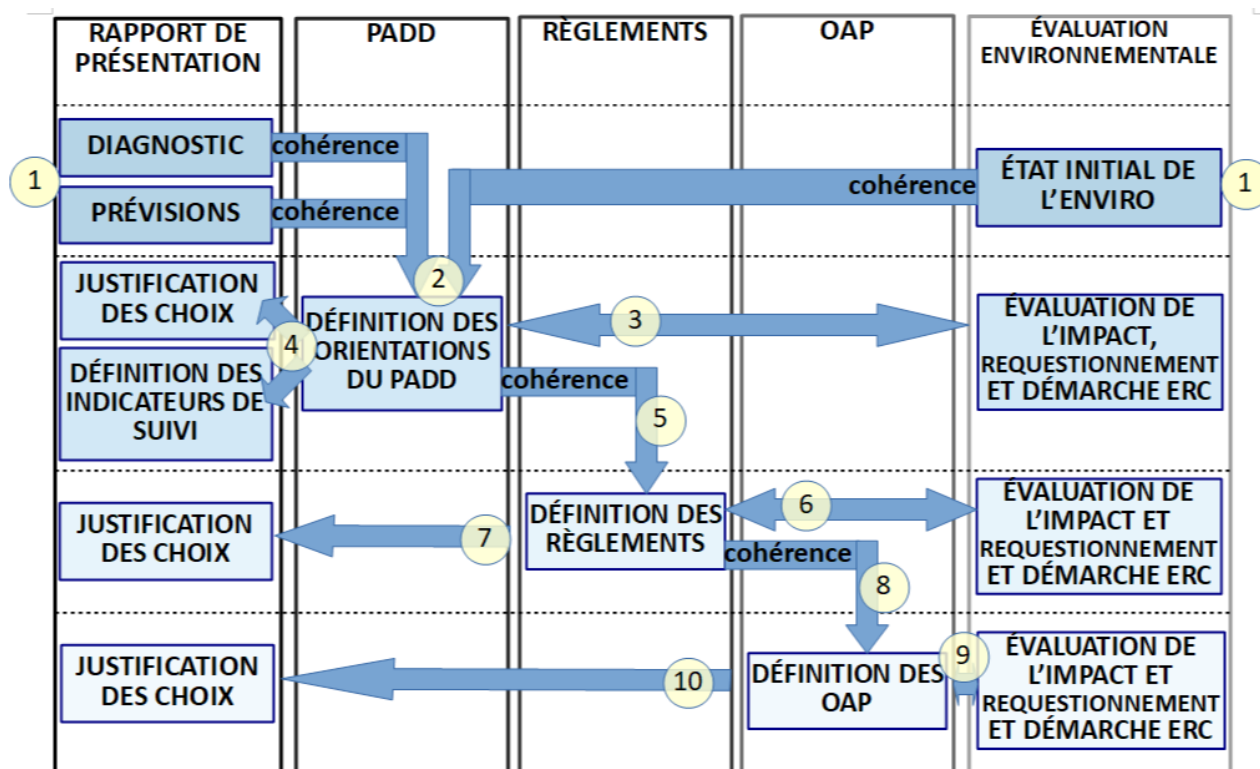
7. MÉTHODOLOGIE SOUHAITÉE D'ÉLABORATION DU PLU

Trop souvent les pièces constitutives du PLU sont constituées les unes après les autres, ce qui menace leur cohérence et peut entraîner des fragilités du PLU. En effet, l'expérience montre une absence de démarche itérative entre le diagnostic, les prévisions et le projet politique de la commune ; puis entre le projet politique, sa traduction réglementaire et la justification de cette traduction.

De même, alors que l'évaluation environnementale devrait se faire de manière itérative et guider les choix lors de l'élaboration du plan, elle est souvent reléguée en toute fin de

procédure, quand les choix sont déjà figés, ce qui ne laisse aucune flexibilité pour permettre une prise en compte adéquate de la question environnementale.

Le schéma ci-après précise donc la méthodologie garantissant une prise en compte adéquate de la question environnementale et une cohérence entre les différentes pièces du PLU.



La Communauté de Communes Commercy-Void-Vaucouleurs a prescrit l'élaboration d'un Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) par délibération du 31 mai 2017 et 13 mars 2019.

Le territoire communal de Pagny-la-Blanche-Côte n'est pas actuellement pas couvert par un SCoT en vigueur. Le PLU est publié et transmis au préfet selon les règles de droit commun de l'article L.2131-1 du CGCT, mais ne devient exécutoire qu'à l'issue d'un délai d'un mois à compter de sa transmission.

- La délibération approuvant le PLU doit par ailleurs être affichée pendant un mois au siège de l'EPCI compétent et à la mairie de la commune concernée, et mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- Il est en outre publié au recueil des actes administratifs de l'EPCI, s'il existe.
- Chacune de ces formalités doit mentionner le ou les lieux où le dossier peut être consulté.
- La délibération produit ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble de ces formalités ; la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Concernant les SUP

- Depuis le 1^{er} juillet 2015, les gestionnaires doivent fournir à l'État leurs servitudes numérisées au format CNIG (Conseil National de l'Information Géographique).
- Depuis le 1^{er} janvier 2020, pour être exécutoire, la SUP devra être publiée sur le portail national de l'urbanisme, indépendamment de son annexion au PLU.

Concernant les documents d'urbanisme (DU)

- Depuis le 1^{er} janvier 2020, en plus de la transmission à la Préfecture et des mesures actuelles de publicité le document devra être publié sur le portail national de l'urbanisme (<http://www.geoportailurbanisme.gouv.fr/>) dès son approbation, ce qui implique sa numérisation au dernier standard CNIG en vigueur.
- Depuis 1^{er} janvier 2023 et faisant suite à l'ordonnance n°2021-1310 du 7 octobre 2021, l'entrée en vigueur des SCoT et des PLU(i) est conditionnée à leur publication sur le Géoportail de l'urbanisme.

Il convient de prévoir, dans le cadre de l'élaboration du PLU de Pagny-la-Blanche-Côte la numérisation du futur document d'urbanisme qui devra être publié sur le Géoportail de l'urbanisme dès son approbation.

8.

APPLICATION DU RÈGLEMENT NATIONAL D'URBANISME (RNU)

Le RNU comporte des prescriptions d'ordre public qui s'appliquent y compris lorsque la commune ou l'EPCI compétent est doté d'un PLU ou d'un document en tenant lieu. Ainsi, tout projet peut être refusé, sauf observation de prescriptions spéciales, s'il :

- porte atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations (R. 111-2 du CU) ;
- compromet la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques (R. 111-4 du CU) ;
- est de nature à avoir des conséquences dommageables pour l'environnement (R. 111-26 du CU) ;
- porte atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales (R. 111-27 du CU).

DOCUMENTS S'IMPOSANT AU PLU

Les articles L. 131-4 à L. 131-7 du code de l'urbanisme présentent les différents documents qui s'imposent ou qui doivent être pris en compte par le PLU.

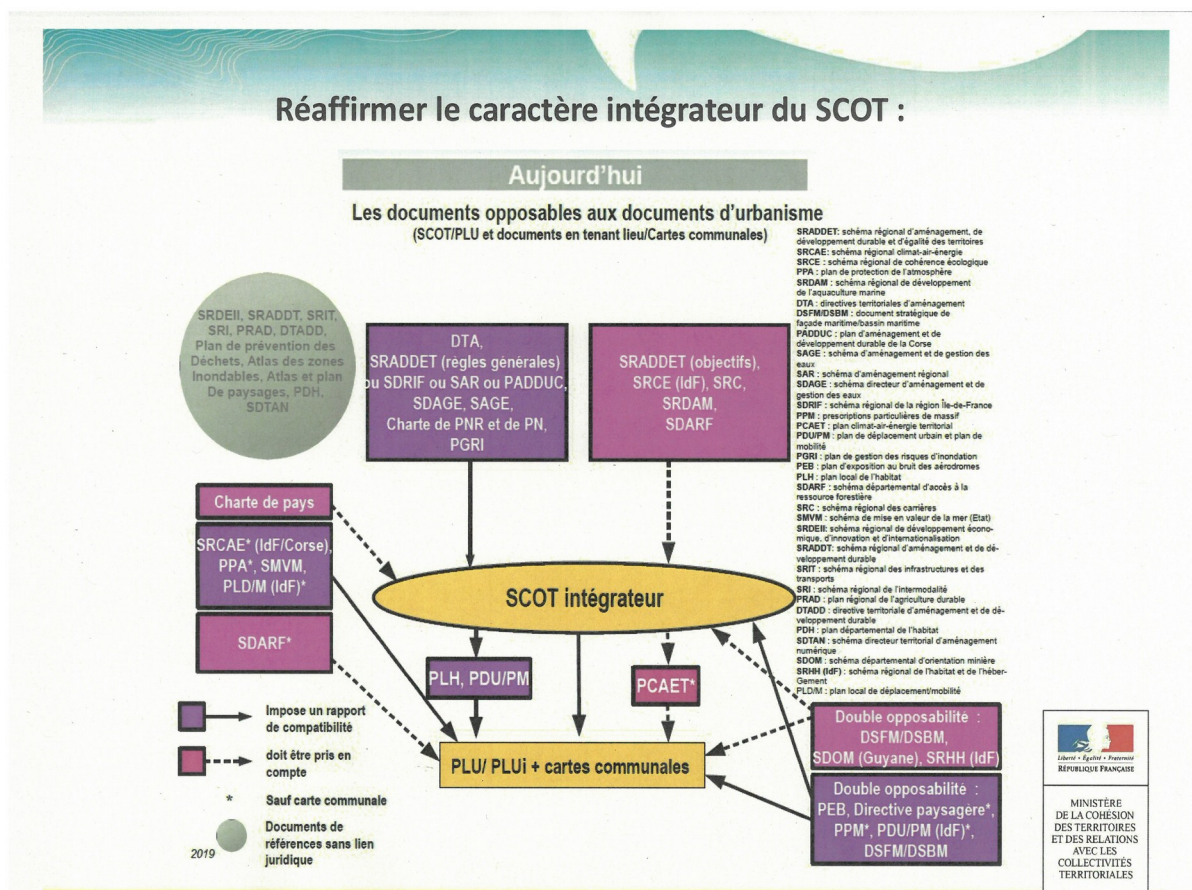
La notion de compatibilité implique pour le PLU de ne pas empêcher l'application des documents supérieurs, de ne pas contrevenir à leurs aspects essentiels.

La notion de prise en compte est moins stricte que celle de compatibilité et implique de ne pas ignorer les objectifs généraux d'un autre document.

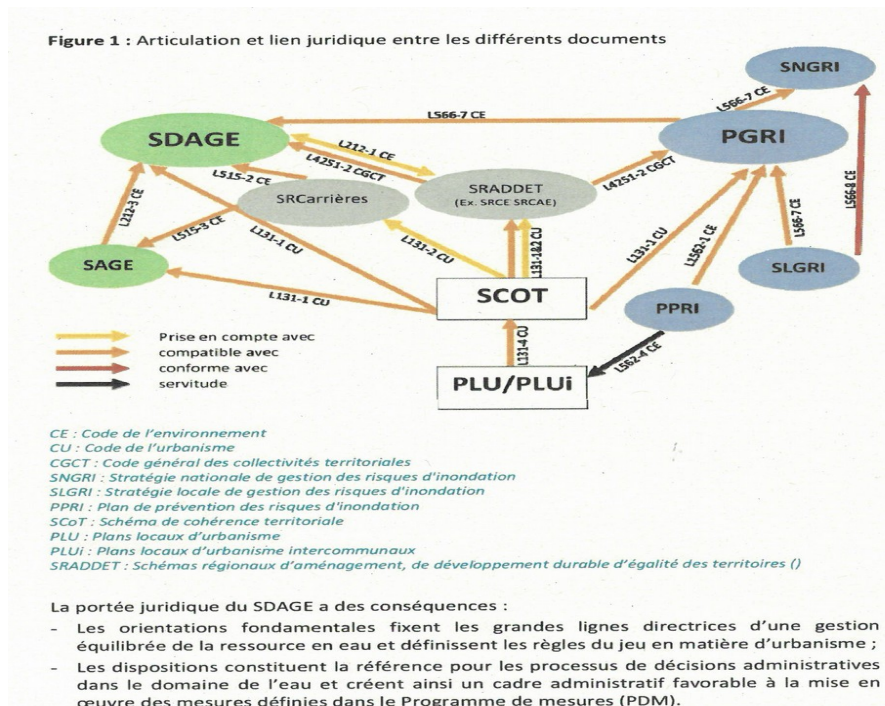
Lorsque le territoire de la commune est couvert par un Schéma de cohérence territoriale (SCoT), le PLU est compatible avec celui-ci (article L. 131-4 du CU).

Depuis la loi ALUR du 24 mars 2014, le PLU doit intégrer les documents d'ordre supérieur par le biais du SCoT dit « intégrateur ».

Rappel : La Communauté de Communes Commercy-Void-Vaucouleurs a prescrit l'élaboration d'un Schéma de Cohérence Territoriale par délibération du 31 mai 2017 et 13 mars 2019.



1. LE PLU DOIT ÊTRE COMPATIBLE AVEC :



· Le schéma de cohérence territoriale (SCoT)

La Communauté de Communes Commercy-Void-Vaucouleurs a prescrit l'élaboration d'un Schéma de Cohérence Territoriale par délibération du 31 mai 2017 et 13 mars 2019.

La Commune de Pagny-la-Blanche-Côte n'est actuellement pas couverte par un SCoT

· Le Plan de Mobilité (PDM)

La Commune de Pagny-la-Blanche-Côte ne dispose pas d'un Plan de Mobilité. En revanche, la loi de transition énergétique pour la croissance verte a mis à la disposition des territoires ne disposant pas d'un PDM, un **plan de mobilité rurale**. Ce plan a pour objectifs de compléter le volet mobilité du SRADDET pour offrir, entre autres, une alternative à l'utilisation de la voiture individuelle en veillant à la complémentarité entre les transports collectifs, les usages partagés des véhicules et les modes de déplacement non motorisés.

· Le Programme local de l'habitat (PLH)

La commune de Pagny-la-Blanche-Côte ne dispose pas d'un PLH.

· Le Plan Climat – Air – Énergie Territorial (PCAET).

En présence ou en l'absence de SCoT, les PLU doivent prendre en compte les dispositions du plan climat, air, énergie territorial (PCAET) relevant de l'article L.131-5 du code de l'urbanisme et du SRCAE.

La Communauté de communes Commercy-Void-Vaucouleurs s'est lancée dans l'élaboration d'un Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET).

La conduite technique de l'élaboration du PCAET a été confiée à l'équipe de Consortium Consultants qui accompagnera la communauté de communes sur les

différentes phases de son élaboration.

- **Les dispositions particulières aux zones de bruit des aérodromes**

Le territoire communal de **Pagny-la-Blanche-Côte** n'est pas concerné.

- **Les règles générales du fascicule du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET)**

Le SRADDET de la Région Grand-Est, a été approuvé par le Préfet de Région le 24 janvier 2020.

Des évolutions législatives, et en particulier la loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (**dite loi Climat et Résilience**) du **22 août 2021** conduisent le Conseil Régional à devoir engager une modification du SRADDET qui doit être mis en compatibilité avant le 22 novembre 2024.

Le SRADDET est actuellement en phase de modification.

Il est à noter que la loi « Climat et Résilience » inscrit la lutte contre l'artificialisation des sols dans les domaines de compétence thématiques du SRADDET.

L'objectif étant d'atteindre le zéro artificialisation nette (ZAN) des sols en 2050 avec une réduction de moitié de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers d'ici 10 ans par rapport à la consommation effective observée ces dix dernières années. Le SRADDET doit impérativement intégrer cet objectif.

Par ailleurs, le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) de l'ancienne région Lorraine ayant été annexé au SRADDET, il conviendra également de le prendre en compte.

Le PLU de la Commune de Pagny-la-Blanche-Côte doit être compatible avec l'ensemble des règles définies par le SRADDET.

- **La charte du parc naturel régional**

La Commune de **Pagny-la-Blanche-Côte** n'est pas concernée.

- **Les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux du SDAGE**

La politique de l'eau en France est fondée sur quatre grandes lois et encadrée par la directive-cadre européenne sur l'eau publiée en 2000. Ce texte définit la notion de « bon état des eaux », vers lequel doivent tendre tous les États membres, dont la France.

Le territoire français est découpé en 12 bassins. La gestion de ces bassins s'appuie sur la gouvernance d'un comité de bassin et une solidarité financière organisée par une agence de l'eau en métropole et par un office de l'eau en outre-mer (hors Mayotte).

La Commune de Pagny-la-Blanche-Côte est ainsi concernée par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (**SDAGE**) du bassin Rhin-Meuse approuvé par l'arrêté **n°2022-141** du Préfet coordonnateur de bassin le **18 mars 2022**. Ce document

fixe des objectifs pour obtenir la bonne gestion des eaux.

Il est consultable : https://www.eau-rhin-meuse.fr/sdage_2022_2027

En l'absence de SCoT, le Pagny-la-Blanche-Côte doit être directement compatible avec le SDAGE 2022/2027.

- **Les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE)**

La Commune de **Pagny-la-Blanche-Côte** n'est pas concernée.

- **La Stratégie Locale de Gestion des Risques d'inondation (SLGRI)**

La commune de Pagny-la-Blanche-Côte est intégrée à la SLGRI Meuse, portée par l'Établissement d'Aménagement de la Meuse et de ses Affluents (EPAMA). Un Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) a été labellisé le 26 mai 2015 sur l'ensemble du bassin versant Meuse.

- **Les délimitations du plan de prévention du risque inondation (PPRi)**

La commune de **Pagny-la-Blanche-Côte** est concernée par le **PPRi Meuse, secteur de Vaucouleurs** approuvé le 28 janvier 2005.

- **Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par les plans de gestion des risques d'inondation (PGRI)**

Le PGRI concrétise la mise en œuvre de la Directive Inondation du 23 octobre 2007. Ce texte a été transposé en droit français par la loi Grenelle 2.

Le PGRI est un document de planification fixant des objectifs à atteindre à l'échelle du bassin et notamment sur **les territoires à risque important d'inondation (TRI)**, édictant des dispositions à mettre en œuvre pour y parvenir.

Le PLU de Pagny-la-Blanche-Côte doit être compatible avec les objectifs de gestion des risques d'inondation et les orientations fondamentales et dispositions du plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Rhin Meuse, tout récemment approuvé par arrêté préfectoral le **21 mars 2022, pour la période 2022/2027.**

Le PGRI 2022/ 2027 est disponible sur le site : <https://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/pgri-des-districts-hydrographiques-rhin-et-meuse-a19941.html>

- **Le schéma régional et départemental des carrières (SRC)**

Selon l'article L. 515-3-III du code de l'environnement, le PLU de **Pagny-la-Blanche-Côte** doit être compatible avec **le Schéma Régional des Carrières (SRC)**. Pour la région Grand-Est ce document est en cours d'élaboration. Il doit être approuvé à courte échéance.

Dans l'attente de son approbation, les objectifs du Schéma Départemental des Carrières de la Meuse approuvé le 04 février 2014 s'imposent :

<http://www.meuse.gouv.fr/content/download/8416/54405/file/version%20EE2.pdf>

Le PLU pourra également se référer au Schéma Départemental des Carrières (SDC) approuvé par arrêté préfectoral du 4 février 2014 :

https://www.meuse.gouv.fr/Politiquespubliques/Environnement/Installations-classees/Carrieres/Schema-departemental-descarrieres/node_8071

La compatibilité du PLU de Pagny-la-Blanche-Côte, avec tous ces documents, devra être traitée dans un paragraphe spécifique du rapport de présentation.

Pour chaque document, en face de chaque orientation ou règle, il sera alors expliqué et démontré en quoi les mesures mises en œuvre par le PLU entrent en compatibilité avec les documents cités ci-dessus.

2. LE PLU DOIT PRENDRE EN COMPTE :

- Les objectifs du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET)

Le SRADDET de la Région Grand-Est, adopté le 22 novembre 2019 a été approuvé par le Préfet de Région le 24 janvier 2020. Il est actuellement en cours de modification.

Le PLU de Pagny-la-Blanche-Côte devra prendre en compte les objectifs du SRADDET.

Rappel : la loi « Climat et Résilience » du 22 août 2021 inscrit la lutte contre l'artificialisation des sols dans les domaines de compétence thématiques du SRADDET. Le SRADDET Grand Est ayant été adopté avant l'entrée en vigueur de cette loi, il devra évoluer pour intégrer l'objectif de zéro artificialisation nette et de réduction du rythme de l'artificialisation.

- Les programmes d'équipement de l'État, des collectivités territoriales et des établissements et services publics

La commune de Pagny-la-Blanche-Côte n'est pas concernée.

3. DOCUMENTS DE RÉFÉRENCES :

- Le schéma départemental d'accès à la ressource forestière.

Les schémas départementaux d'accès à la ressource forestière sont précisés par l'article L. 153-8 du code forestier et relèvent des conseils départementaux. À ce jour aucun conseil départemental n'a élaboré son schéma.

La commune de Pagny-la-Blanche-Côte n'est pas concernée.

- Le programme régional de la forêt et du bois.

Le programme régional de la Forêt et du Bois (PRFB) de la région Grand-Est 2018-2027 a été validé le 23 septembre 2019 par le ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Ce document est accessible sur le site de la Direction Régionale de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt du Grand-Est à l'adresse suivante : <https://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/prfb-a1813.html>

- Le Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD)

Le PLU devra intégrer les objectifs du PDALHPD, approuvé le 28 juin 2021, pour le

département de la Meuse afin de territorialiser la production de logements très sociaux pour développer une offre accessible aux ménages les plus précaires.

· **Le Schéma départemental de l'autonomie 2018-2022**

La Commune de Pagny-la-Blanche-Côte est concernée par le schéma départemental de l'autonomie 2018-2022 qui présente les orientations stratégiques du Département de la Meuse en faveur de l'autonomie des personnes porteuses d'un handicap et des personnes âgées et ce pour les quatre prochaines années. <https://www.meuse.fr/le-departement/agit-pour-vous/autonomie/schema-departemental-delautonomie>

· **Le Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage**

Le territoire est concerné par le Schéma départemental d'accueil des Gens du Voyage approuvé le 13 avril 2021 : [https://www.meuse.gouv.fr/contenu/telechargement/25536/187053/file/Le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage 2020-2026.pdf](https://www.meuse.gouv.fr/contenu/telechargement/25536/187053/file/Le%20sch%C3%A9ma%20d%C3%A9partemental%20d'accueil%20et%20d'habitat%20des%20gens%20du%20voyage%202020-2026.pdf)

Il n'y a pas de prescription concernant la commune, ni la Communauté de Communes.

· **Le Plan départemental de l'habitat (PDH)**

Le Département de la Meuse et l'État ont élaboré un Plan Départemental de l'Habitat (PDH) pour la période 2016-2021 actuellement en cours de révision. Il identifie les enjeux du territoire grâce à un diagnostic sur le fonctionnement des marchés du logement.

L'ordonnance 2020-745 du 17 juin 2020 relative à la rationalisation de la hiérarchie des normes applicable aux documents d'urbanisme prévoit la simplification de la hiérarchie des normes par la sortie de 4 documents de la hiérarchie des normes et par la quasi-généralisation du lien de compatibilité.

Cette ordonnance s'appliquera aux documents prescrits à compter du 1^{er} avril 2021, sans possibilité d'anticipation pour les PLU.

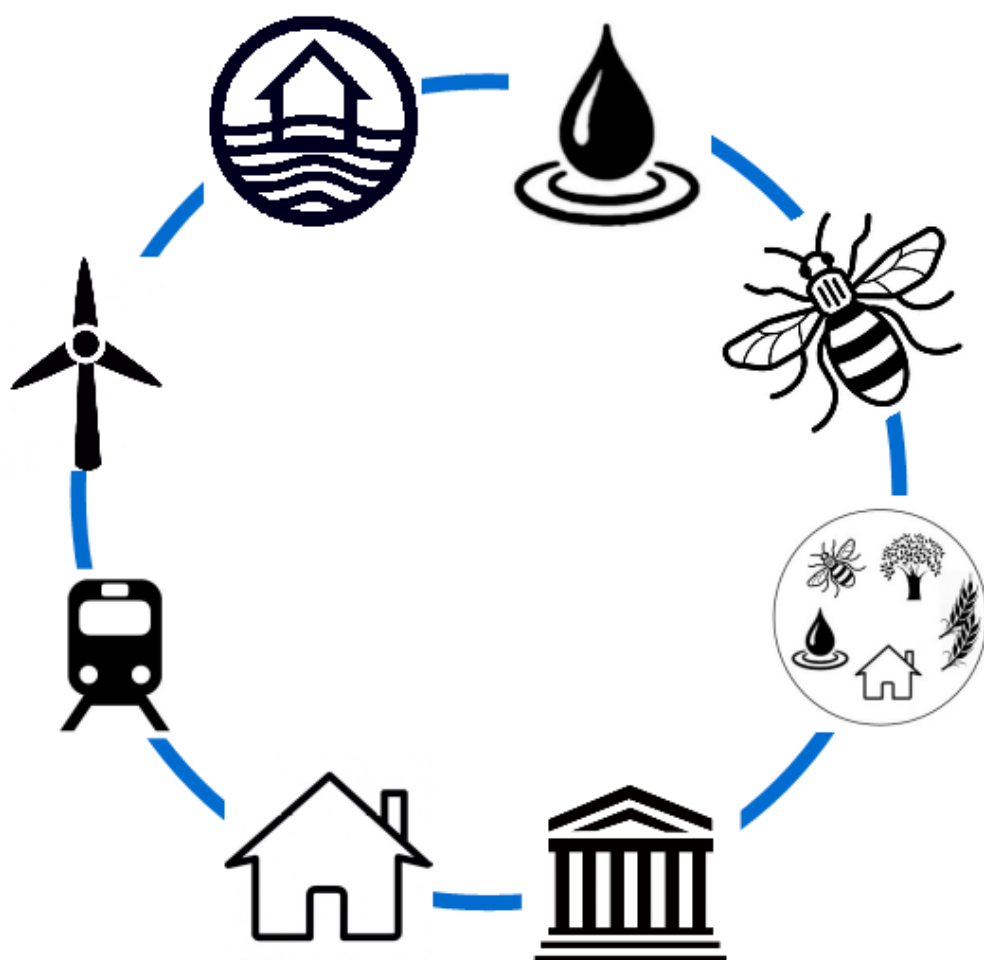
· **Le règlement local de publicité**

Le RLP est un document de planification qui permet d'adapter la réglementation nationale en matière d'affichage publicitaire aux spécificités du territoire, afin de mieux protéger et mettre en valeur le patrimoine architectural, paysager ou naturel local. Il vise aussi à rechercher une cohérence de l'implantation des dispositifs publicitaires dans le paysage tout en répondant aux attentes de la population en recherchant un cadre de vie de qualité. Le RLP permet aussi de réintroduire la publicité et les pré-enseignes dans les lieux où elles sont en principe interdites et dont la liste figure à l'article L. 581-8 du code de l'environnement, pour mieux signaler les activités.

La commune de Pagny-la-Blanche-Côte ne dispose pas de RPL. La compétence est exercée par le Préfet. L'élaboration du PLU est l'occasion pour la commune d'élaborer un RLP.

A NOTER : En vertu de la nouvelle loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, les compétences d'instruction et de police de la publicité retourneront aux communes au 1er janvier 2024.

PRINCIPALES POLITIQUES DE L'ÉTAT À INTÉGRER DANS LE PLU



1. PROTÉGER LES MILIEUX OUVERTS, FORESTIERS, HUMIDES ET AQUATIQUES ET LA BIODIVERSITÉ

Les objectifs et principes généraux de développement durable énoncés à l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme s'imposent au PLU. Notamment, dans le cadre du principe de protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques.

Les êtres vivants ont besoin de se déplacer pour couvrir leurs besoins vitaux : alimentation, repos, reproduction, etc. Ces déplacements, qu'ils soient journaliers, saisonniers ou liés à une étape particulière du cycle de vie, se font à partir de milieux qui leur sont favorables ou de structures de guidage : arbres, vergers, haies, prairies, réseaux de mares, zones humides.

Ainsi, pour préserver la diversité du vivant, la nature a besoin de vastes espaces reliés entre eux, où les animaux et les plantes sauvages peuvent réaliser l'intégralité de leur cycle de vie.

Or, la consommation d'espace naturel, associée à la banalisation des milieux, fragmentent et isolent les habitats de la faune et de la flore. Les populations de ces espèces diminuent, leur répartition change et des déséquilibres apparaissent, éventuellement renforcés par les changements climatiques.

Aujourd'hui, la biodiversité est menacée et le constat est partagé. Pour inverser cette tendance, il est important que les espaces naturels restent connectés à tous les niveaux, en utilisant les structures du paysage comme support de la vie et des migrations.

Tel est le propos de la trame verte et bleue. Cette politique publique complète la protection des sites emblématiques par une stratégie d'aménagement de l'ensemble du territoire, définie à travers un Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) maintenant intégré dans le SRADDET. Elle vise à préserver et à restaurer des ensembles fonctionnels constitués de réservoirs de biodiversité et de corridors, appelés continuités écologiques, en tenant compte des activités humaines, notamment agricoles en milieu rural.

Le SRADDET est opposable depuis le 24 janvier 2020. Les règles générales du fascicule concernant la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers avec lesquelles le PLU devra être compatible sont les suivantes :

La règle n°7 du SRADDET « **Décliner localement la trame verte et bleue** » demande de décliner localement, voire de compléter, la trame verte et bleue régionale et d'identifier les obstacles et milieux dégradés.

La règle n°8 du SRADDET « **Préserver et restaurer la trame verte et bleue** » demande de fixer des conditions qui permettent de préserver et de restaurer cette trame verte et bleue locale, notamment dans les projets urbains ou d'infrastructures de transport.

La règle n°9 du SRADDET « **Préserver les zones humides** » demande de préserver les surfaces et fonctionnalités des zones humides.

La règle n°18 du SRADET «**Développer l'agriculture urbaine et périurbaine** » demande de développer l'agriculture urbaine et périurbaine et de préserver les couronnes agricoles autour des espaces urbanisés

La règle n°24 du SRADET « **Développer la nature en ville** » demande de rendre nos villes plus naturelles, en laissant une place à l'eau, en végétalisant les espaces urbains avec des espèces locales, et en s'inscrivant dans la trame verte et bleue.

1.1 - L'état initial de l'environnement et les impacts du projet sur celui-ci

La démarche environnementale du PLU doit débuter par un diagnostic approfondi de l'environnement à l'instant T0, nommé « état initial de l'environnement ». Puis, une fois le projet en cours d'élaboration, ses impacts à terme sur l'environnement doivent être mesurés. Ces éléments sont inclus dans le rapport de présentation qui devra comporter à minima :

→ Une analyse de l'état initial de l'environnement qui comportera 2 volets :

1/ une description des différents milieux naturels (espaces remarquables, de connaissance et ordinaires pour la faune et la flore). L'analyse pourra se faire sur la base de données bibliographiques s'ils ne sont pas ouverts à l'urbanisation. Dans le cas contraire, sur ces espaces à enjeux, il est fortement recommandé que l'analyse de l'état initial se fasse sur la base d'inventaires réalisés in situ selon les protocoles d'observation et aux périodes d'observation adaptées aux groupes d'espèces inventoriés.

2/ Une analyse de la fonctionnalité de ces espaces pour identifier la TVB locale, passant par une hiérarchisation des enjeux des différents espaces et la prise en compte de la TVB du document supra.

→ Une évaluation des incidences directes ou non des orientations du PLU sur l'environnement.

Elle exposera la manière dont le PLU prend en compte les soucis de préservation de l'environnement. L'évaluation environnementale sera consignée dans le rapport de présentation. Sur ces thématiques, il évaluera les incidences du projet proposé et exposera les mesures prises pour leur protection et leur mise en valeur, conformément aux articles R. 151-1 et R. 151-3 du code de l'urbanisme.

→ **Une explication / justification des choix** retenus au regard de la TVB et de ses thématiques. Le rapport devra justifier de la prise en compte des enjeux liés à la TVB, et les mesures pour éviter, réduire et compenser les éléments identifiés comme étant à enjeux. Les protections allouées sectoriellement ou ponctuellement à travers des zonages indicés devront être justifiées dans le rapport de présentation.

L'état initial de l'environnement devra comporter une analyse exhaustive des espaces naturels protégés et autres zonages de protection, ainsi que tout autre élément écologique à préserver. Il conviendra ensuite que les dispositions du PLU intègrent les mesures conservatoires prévues pour les réserves biologiques en forêt publique, les sites Natura 2000, ainsi que celles contenues dans les inventaires ZNIEFF (article L.151-4 du code de l'urbanisme).

1.2 - Les continuités écologiques

La question des continuités écologiques devra faire l'objet d'une analyse particulière pour répondre aux objectifs de l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme.

Les continuités écologiques sont le support de vie et de déplacement des espèces animales et végétales. Elles comprennent :

- des réservoirs de biodiversité, correspondant à des espaces où la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent vivre et/ou à partir desquelles elles se dispersent. Ces réservoirs intègrent, mais pas uniquement, des espaces rassemblant des milieux d'intérêt patrimonial (ex : tourbières)
- des corridors écologiques, considérés comme des voies de déplacement, de dispersion ou de migration, de la faune et de la flore, reliant des réservoirs de biodiversité. Les corridors écologiques peuvent être de plusieurs types : linéaires (ex : un cours d'eau), en « pas japonais » (ex : un réseau de mares) ou paysagers (ex : une mosaïque de parcelles agricoles maillées par des haies et talus).

Les continuités écologiques, aussi appelées « **trame verte et bleue** » sont constituées par les espaces caractérisés par un certain degré de naturalité, mais le fonctionnement écologique d'un territoire dépend aussi des autres espaces, plus artificialisés (espaces agricoles, urbains, industriels), souvent majoritaires en surface. En particulier, les caractéristiques de l'espace agricole dans et au-dehors des continuités écologiques ont un impact majeur sur la biodiversité. Il convient d'y rechercher les conditions qui favorisent la diversité et l'hétérogénéité des milieux (mosaïque de prairie, labours, espaces d'inculture) et le maintien ou la reconquête d'un maillage de haies et talus, pouvant contribuer à la TVB locale.

Prise en compte dans le PLU

Rapport de présentation	PADD	Règlement
Il contient des éléments de diagnostic ainsi que les mesures prévues par la collectivité pour protéger les milieux naturels et la biodiversité sur le territoire communal.	Il arrête les orientations générales de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques (L.151-5 du CU), qui devront être traduites dans les autres pièces du PLU (règlement écrit et graphique, OAP).	<p>Règlement</p> <p>Il peut localiser, dans les zones U, des espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques.</p> <p>Il peut fixer des emplacements réservés aux espaces nécessaires aux continuités écologiques.</p> <p>Il peut identifier et localiser les éléments à protéger pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques.</p> <p>Il peut définir des règles imposant un coefficient de biotope : part minimale de surface non imperméabilisées ou éco-aménageables afin de contribuer au maintien de la biodiversité en ville.</p>

À noter depuis la Loi Climat Résilience : article L. 151-6-2 code de l'urbanisme, les orientations d'aménagement et de programmation définissent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur les continuités écologiques.

SRADDET et SRCE

Le Schéma régional de continuité écologique (SRCE) identifiait les composantes des trames vertes et bleues au niveau régional. Il avait pour objet principal la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques régionales par :

- l'identification des composantes de la trame verte et bleue et leur fonctionnalité (réservoirs de biodiversité, corridors, cours d'eau et canaux, obstacles au fonctionnement des continuités écologiques) ;
- l'identification des enjeux régionaux de préservation et de restauration des continuités écologiques, et définit les priorités régionales à travers un plan d'action stratégique ;
- la proposition d'outils adaptés pour la mise en œuvre de ce plan d'action pour la préservation et la restauration des continuités écologiques.

Le SRCE a été absorbé par le SRADDET, qui traite maintenant des questions de continuités écologiques.

Le PLU, en compatibilité avec le SRADDET doit :

- Décliner localement la TVB (règle 7)
- Préserver et restaurer la TVB (règle 8)
- Préserver les zones humides (règle 9)

Les cartes du SRCE Lorraine ont été annexées au SRADDET opposable depuis le 24 janvier 2020. Elles sont consultables sur le site de la région Grand Est : <https://www.grandest.fr/grandestterritoires/>

Le PLU devra être compatible avec le SRADDET en déclinant et complétant à l'échelle locale, les trames vertes et bleues identifiées dans le document cadre régional. Les corridors de circulation des espèces et les réservoirs biologiques existants devront faire l'objet de mesures de protection (préserver les zones humides, restaurer la ripisylve, réseau de haies, EBC) pour lutter contre la fragmentation des habitats, tandis qu'une réflexion sera conduite sur les moyens de réhabiliter les continuités écologiques identifiées comme étant dégradées ou disparues.

En particulier, l'état initial de l'environnement devra sur le territoire de la commune et ses abords :

- Identifier les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques par sous-trames (à *minima* milieux ouverts, milieux forestiers, milieux aquatiques, milieux humides) afin de définir la trame verte et bleue ;
- Identifier les obstacles et possibilités de franchissement ;
- Croiser la trame verte et bleue et les projets d'aménagement du territoire.

NB : la cartographie du SRADDET est à l'échelle 1/150 000^e. Ce niveau de définition réglementaire a des conséquences sur le niveau de précision des éléments de la trame verte et bleue (réservoirs de biodiversité et corridors écologiques). Un zoom donne des indications, mais il convient de prendre cette échelle de conception en considération. Les représentations des réservoirs et des corridors ne sont donc pas précises à l'échelle communale et leur trace exacte reste à déterminer localement lors de l'élaboration du document d'urbanisme, en particulier celui des corridors qui est issu d'une modélisation (alors que les réservoirs sont majoritairement basés sur des zonages environnementaux déjà existants tels que réserves, arrêtés de protection de biotope, sites Natura 2000, ZNIEFF).

1.3 - Milieux ouverts

Il s'agit à la fois des espaces agricoles et naturels.

Les espaces agricoles

Le territoire français est le patrimoine commun de la nation (article L. 101-1 du code de l'urbanisme). La préservation des terres agricoles, en particulier, contribue en premier lieu à l'économie du territoire (la terre étant le principal outil de travail de la profession agricole) mais aussi à sa dimension paysagère, aux loisirs (sentiers pédestres, chasse, tourisme) comme au cadre de vie des habitants en général et présente de nombreux avantages environnementaux (rôle des espaces agricoles dans la prévention des risques, le maintien et le renforcement des corridors écologiques, au niveau du cycle de l'eau, potentiel de séquestration carbone...).

Or, les enquêtes Teruti (1982-2003) et Teruti-Lucas (2006-2015) menées par le ministère chargé de l'agriculture, montrent que l'artificialisation des terres consomme l'équivalent d'un département tous les 10 ans (tendance en accélération) et que les terres ainsi artificialisées sont essentiellement des terres agricoles. En effet, en près de quarante ans (1982-2018), les terres agricoles ont perdu 7,7 % de leur surface en France métropolitaine soit 2,4 millions d'ha. Ces pertes représentent 4,3 % de la superficie totale du territoire métropolitain, l'équivalent de l'ancienne région Lorraine.

C'est pourquoi la loi du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche (LMAP) renforce le principe de préservation de ces espaces et de réduction de la consommation des terres agricoles, l'objectif étant de réduire de moitié le rythme annuel de cette consommation d'ici 2020. Dans ce contexte, le PLUi doit permettre de :

- Gérer le sol de façon économe, par une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, agricoles et forestiers, urbains, périurbains et ruraux ;
- Assurer l'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable ;
- Assurer aux agriculteurs des conditions d'emploi répondant à la diversité de leurs besoins et de leurs ressources.

Le Plan régional de l'agriculture durable (PRAD)

Le Plan régional de l'agriculture durable (PRAD) Lorraine, consultable sur le site internet de la DRAAF Grand-Est, comporte un diagnostic de l'agriculture lorraine. Il s'articule autour de 4 orientations stratégiques dont la quatrième est tournée vers les territoires. Cette orientation comporte 3 objectifs opérationnels :

- Mobiliser activement pour préserver le foncier agricole ;
- Renforcer l'agriculture de montagne ;
- Contribuer à une alimentation de qualité par le développement des circuits de proximité et des signes d'identification de la qualité d'origine.

Ces objectifs peuvent être déclinés dans le PLU pour favoriser la préservation de l'agriculture et la consommation raisonnée des terres.

Un travail d'analyse de l'activité agricole de la commune s'impose. Le PRAD peut être utilisé dans le cadre de ce diagnostic agricole.

Les constats doivent permettre l'identification des enjeux territoriaux de protection des espaces naturels et du développement agricole en caractérisant la dynamique

agricole du secteur.

Le PRAD doit être porté à la connaissance des communes et des EPCI compétents en matière de planification, pour une prise en compte lors de l'élaboration ou de la révision des documents d'urbanisme (L. 111-2-1 du code rural et de la pêche maritime, R. 132-1 du CU). Le PRAD est consultable sur le site internet de la DRAAF à l'adresse suivante : <http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/Plan-regional-d-agriculture>

Favoriser l'hétérogénéité des milieux

Les caractéristiques de l'espace agricole dans et au-dehors des continuités écologiques ont un impact majeur sur la biodiversité. Il convient d'y rechercher les conditions qui favorisent la diversité et l'hétérogénéité des milieux (mosaïque de prairies, labours, espaces d'inculture) et le maintien ou la reconquête d'un maillage de haies et talus, pouvant contribuer à la TVB locale.

Il conviendra de recenser et de protéger tous les éléments du paysage présents au sein de ces milieux ouverts, qui contribuent à la TVB locale. Il peut s'agir d'arbres isolés, de bosquets, de haies.

Préserver les couronnes agricoles

La règle n°18 du SRADDET « **Développer l'agriculture urbaine et périurbaine** » demande de développer l'agriculture urbaine et périurbaine et de préserver les couronnes agricoles autour des espaces urbanisés

Le développement de l'agriculture urbaine et périurbaine de proximité est un objectif fort qui répond à des enjeux de résilience urbaine, préservation de la trame verte et bleue et développement de circuit courts, mais également de développement du lien social et de la pédagogie autour de l'agriculture en ville.

L'intérêt de ces espaces est multiple : en tant qu'espaces de transition ils contribuent à améliorer les entrées de villes et les franges urbaines et sont mieux qualifiés et valorisés en devenant des espaces agricoles.

En compatibilité avec la règle n°18 du SRADDET, il convient d'encourager le développement de préserver les couronnes agricoles (maraîchères, horticoles, de prairies et de vergers) autour des espaces urbanisés.

Les avantages de tels espaces seraient multiples :

- paysager : lieu de transition entre les espaces urbanisés et grands espaces agricoles,
- protection : barrière physique de protection de l'espace urbanisés par rapport aux espaces agricoles et aux traitements qui peuvent y être effectués,
- circulation : lieu continu de déplacement des espèces.

La préservation et éventuelle restauration des couronnes agricoles devra faire l'objet d'une attention particulière dans le document. Il s'agira notamment de les identifier, de mettre en œuvre toute disposition pour les récréer quand elles sont dégradées et de prévoir leur création dans toute nouvelle opération d'aménagement.

Enjeux concernant les milieux ouverts

La préservation du foncier agricole est une urgence et un enjeu fort pour le maintien d'une agriculture durable. Le foncier agricole en périphérie des villes notamment est indispensable au développement des circuits courts. C'est également un élément essentiel au maintien des continuités écologiques et à la préservation de la biodiversité et au stockage du carbone.

L'analyse de l'état initial intégrera ces espaces, leurs caractéristiques et potentiels. La dimension agricole doit aussi apparaître dans l'évaluation de l'impact du PLU sur l'environnement, les espaces agricoles et forestiers faisant partie de cet environnement.

Sur la base de cette analyse, le PLU devra fixer des objectifs de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et forestiers, déterminer les sites à protéger qu'il pourra éventuellement localiser et définir les prescriptions correspondantes.

La prise en compte de l'agriculture dans les choix retenus pour établir le projet sera expliquée dans le rapport de présentation ainsi que les mesures envisagées pour éviter, réduire et, s'il y a lieu, compenser les conséquences dommageables de la mise en œuvre du PLU.

1.4 - Milieux forestiers

Près de la moitié du ban communal est occupé par les milieux forestiers. Avec 416 ha, la forêt communale représente 75 % de l'espace forestier. A l'instar des forêts publiques, elle relève du régime forestier et est dotée d'un aménagement forestier approuvé par l'État pour lequel une version publique est consultable sur : <https://www.onf.fr/>. Rubriques « Nous connaître/Données publiques/ Les documents d'aménagement », ou peut être obtenue sur demande.

La forêt couvre une grande partie du territoire de Pagny-la-Blanche-Côte et constitue une richesse économique, écologique et sociale. On y retrouve une majorité de forêts publiques (communales).

Une partie de la forêt est localisée dans le zonage N2000, avec un cahier des charges bien spécifique à consulter avant toute opération.

Le plan régional de la forêt et du bois (PRFB)

Le Plan Régional de la Forêt et du Bois (PRFB) est le résultat d'une concertation animée conjointement par l'État et la Région, entre acteurs de la filière forêt-bois, territoires, chasseurs, défenseurs de l'environnement, etc. Il a fait l'objet d'une démarche de participation du public et d'une consultation transfrontalière

Un PRFB adapte à chaque région les orientations et les objectifs du programme national de la forêt et du bois. Il fixe, par massif forestier, les priorités économiques, environnementales et sociales et les traduit en objectifs.

Le Plan Régional de la Forêt et du Bois (PRFB) de la région Grand-Est a été arrêté le 23 septembre 2019.

Les quatre grands axes :

- donner un nouvel élan à l'action interprofessionnelle,
- renforcer la compétitivité de la filière au bénéfice du territoire régional,
- dynamiser la formation et la communication,
- gérer durablement la forêt et la ressource forestière avec un objectif prioritaire de rétablissement de l'équilibre sylvo-cynégétique.

Les documents d'orientation régionaux, départementaux et locaux, arrêtés par l'État ou les collectivités publiques, ayant une incidence sur la forêt et la filière bois, **doivent tenir compte du programme régional de la forêt et du bois de la région concernée.**

Ainsi, le PPRDF doit être porté à la connaissance des communes et des établissements Publics de Coopération Intercommunale compétents en matière de planification, **pour une prise en compte lors de l'élaboration ou de la révision des documents d'urbanisme.**

Ce document est accessible sur le site de la Direction Régionale de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt du Grand-Est à l'adresse suivante :

draaf.grandest.agriculture.gouv.fr

Forêts et boisements

Si le PLU prévoit une réduction des espaces forestiers, il ne peut être approuvé, le cas échéant, qu'après avis du centre national de la propriété forestière (art. R. 153-6 du code de l'urbanisme)

Toutes les forêts doivent figurer en zone N (« zone naturelle et forestière ») dans le PLU. Dans tous les cas, cette zone N devra permettre les installations et travaux nécessaires à l'exploitation forestière.

Une présentation des secteurs boisés et des enjeux associés doit être intégrée dans la partie diagnostic du rapport de présentation.

Une analyse des impacts du PLU sur les milieux forestiers est à produire au titre des incidences sur l'environnement.

Forêts privées

Les forêts privées sont soumises à l'application des dispositions du code forestier.

Forêts publiques

Les forêts publiques relèvent du régime forestier.

En application de l'article L. 212-1 du code forestier, les règles de gestion sont précisées dans un document d'aménagement (consultable en mairie).

En application de l'article R. 151-53 (7°) du code de l'urbanisme, les périmètres des bois et forêts soumis au régime forestier doivent figurer en annexe au PLU en complément des servitudes d'utilité publique. En effet, toute occupation sur ces terrains est soumise obligatoirement à l'avis de l'Office National des Forêts afin de vérifier la compatibilité des installations envisagées avec la gestion des forêts prévue par l'aménagement forestier (article R. 214-19 du code forestier).

- **Les forêts communales ou d'établissement public**

En application de l'article R.151-53 (7°) du CU, les périmètres des bois et forêts soumis au régime forestier doivent figurer en annexe au PLU en complément des servitudes d'utilité publique. En effet, toute occupation sur ces terrains est soumise obligatoirement à l'avis de l'office national des forêts afin de vérifier la compatibilité des installations envisagées avec la gestion des forêts prévue par l'aménagement forestier (article R.214-19 du code forestier).

En application de l'article R151-53 du code de l'urbanisme, les limites des forêts relevant du régime forestier doivent figurer en annexe des PLU "à titre informatif".
Le périmètre des forêts est disponible sur le serveur cartographique : https://carmen.carmencarto.fr/105/ONF_Forets.map

- **Les forêts domaniales**

Il sera nécessaire de faire apparaître dans le document d'urbanisme le régime spécial de ces terrains relevant du régime forestier. En forêt domaniale, toute occupation ou activité est soumise obligatoirement à l'accord de l'office national des forêts, qui intervient en tant que gestionnaire et représentant du propriétaire (l'État).

- **Les forêts sous convention**

Il sera nécessaire de faire apparaître dans le document d'urbanisme le régime spécial de ces terrains. En effet, toute occupation sur ces terrains est soumise obligatoirement à l'avis de l'office national des forêts, afin de vérifier la compatibilité des installations envisagées avec la gestion des forêts prévue par l'aménagement forestier.

Le classement des éléments boisés

- **Espaces boisés classés (EBC)**

En application de l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, la commune peut, dans le cadre de l'élaboration du PLU, classer comme espaces boisés classés (EBC), les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils soient soumis ou non au régime forestier (...). Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies, des plantations d'alignement.

Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. Il entraîne le rejet de plein droit de toute demande d'autorisation de défrichement.

Ce classement doit être justifié dans le rapport de présentation du PLU et motivé pour des raisons d'urbanisme.

Si le classement en EBC ne complique pas la réalisation de coupes prévues à l'aménagement forestier (absence de déclaration en mairie dans ce cas), il convient de n'utiliser ce classement qu'à bon escient. Il est en effet souvent inutile et contre-productif de classer en EBC l'intégralité de la forêt publique compte tenu de la protection déjà offerte par le régime forestier. Le déclassement d'un EBC nécessite de plus une procédure de révision du document d'urbanisme.

Ce classement peut être utilisé judicieusement sur les éléments boisés de surface moindre (< 1ha) qui ne bénéficient pas de protection au titre du code forestier mais qui présentent un intérêt certain (biodiversité, lutte contre les phénomènes de ruissellement, ripisylve, éléments du paysage, ...). Il peut être très utile dans les zones où la pression foncière est forte (zones périurbaines notamment).

· Les éléments de paysages à protéger

Au titre de l'article L 151-23 du CU, le règlement peut identifier et localiser des éléments de paysage à protéger pour des motifs d'ordre écologique. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, il est fait application du régime d'exception prévu à l'article L 421-4 du CU pour les coupes et abattages d'arbres (dépôt d'une déclaration préalable).

Autorisations de coupe et de défrichement

Les autorisations de coupes sont soumises à l'application de l'arrêté préfectoral du 27 avril 2016 portant fixation du seuil de coupe d'un seul tenant supérieure ou égales à 4 ha, enlevant plus de la moitié du volume des arbres de futaie.

L'arrêté préfectoral du 17 octobre 2016 fixe à un hectare le seuil de superficie du massif pour lequel le défrichement nécessite une autorisation. Ce seuil est réduit à 0,5 ha dans les périmètres de protection de captages qui n'auraient pas fait l'objet d'une DUP. Il est précisé que les seuils ne représentent pas les surfaces défrichées mais les massifs forestiers dans lesquels ont lieu les défrichements.

Défense des forêts contre les incendies (DFCI)

Le risque de feux en forêt est à prendre en compte dans le PLU. Il est souhaitable de consulter l'ONF sur le sujet.

Localement, il y a la présence de hêtraies fortement dépérissantes qui est une végétation identifiée comme fortement sensible aux incendies (source :ONF).

Enjeux concernant les milieux forestiers

La forêt publique est soumise au régime forestier et, de ce fait, reste préservée de l'urbanisation.

Les forêts privées doivent être préservées via le zonage qui toutefois devra permettre les installations et travaux nécessaires à l'exploitation forestière.

Toutes les forêts doivent figurer en zone N (zone naturelle) dans le Plan Local d'Urbanisme. Si le PLU prévoit une réduction des espaces forestiers, il ne peut être approuvé, qu'après l'avis du centre nationale de la propriété forestière (R.153-6 du CU).

Il convient également de préserver les ensembles boisés de surface moindre, qui ne bénéficient pas de protection au titre du code forestier, mais qui présentent un intérêt certain (biodiversité, lutte contre les phénomènes de ruissellement, ripisylve, élément du paysage).

Par ailleurs, le PLU est l'occasion de réfléchir à l'espace de transition entre la forêt et le milieu urbanisé. Une simple juxtaposition n'est pas fonctionnelle et, à ce titre, une réflexion devra être engagée sur les lisières forestières afin d'éviter un recul de la forêt.

La forêt pourrait être entourée d'une zone tampon de 30 à 50 mètres de large, pour éviter les risques de chutes accidentelles d'arbres ou de branches ainsi que les nuisances (problèmes d'éclaircissement, chenaux bouchés par les feuilles). Toute demande d'abattage ultérieure (notamment projet de lotissements ou bâtiment agricole adossé à la forêt).

Le PLU veillera au **maintien des accès à la forêt publique** comprise dans le périmètre ou limitrophe au périmètre communal pour des engins d'exploitation de fort tonnage. Il convient de maintenir ces terrains en zone non constructible en vue de permettre ou de faciliter la desserte des massifs forestiers.

Il peut également être recommandé de clôturer l'arrière des terrains des constructions jouxtant la forêt pour éviter les risques lors de l'exploitation forestière et limiter ainsi les accès à la forêt.

1.5 - Milieux aquatiques

Conformément à l'article L. 101-2 6° du code de l'urbanisme, le PLU détermine les conditions permettant d'assurer la protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques.

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 a défini les principes d'une nouvelle politique de l'eau en affirmant que l'eau est un patrimoine commun dont la gestion équilibrée est d'intérêt général.

Le rétablissement de la continuité écologique au sein des bassins hydrographiques est l'une des sept actions listées à l'article L. 211-1 du code de l'environnement dans le but d'assurer une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau.

À toutes fins utiles, la note technique "De la Trame verte et bleue... à sa traduction dans les Schémas de cohérence territoriale et Plans locaux d'urbanisme" est consultable à l'adresse suivante :

<http://www.trameverteetbleue.fr/documentation/references-bibliographiques/trame-verte-bleue-sa-traduction-dans-schemas-coherence>

Les cours d'eau

L'orientation T3-04 du SDAGE visant à « Arrêter la dégradation des écosystèmes aquatiques », est à prendre en compte pour les cours d'eau.

Les travaux de cartographie des cours d'eau sur le territoire de la commune de Pagny-la-Blanche-Côte sont partiels.

Les tronçons visités et les conclusions sont disponibles sur la cartographie en ligne à l'adresse suivante :

<https://www.meuse.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eau/Cartographie-des-Cours-d-eau-dans-le-Departement-de-la-Meuse>

Dans le cadre de la gestion et l'entretien d'un cours d'eau, les riverains doivent laisser libre passage aux personnes et engins mécaniques (article L. 215-18 du Code de l'environnement) dans la limite d'une largeur de 6 m à compter du haut de berge. Cette bande est de fait réputée inconstructible.

Les Plans d'eau

La DDT ne dispose pas d'une couche SIG exhaustive des plans d'eau du département. Cependant, les bases de données IGN BD topo et BD Carto peuvent permettre de localiser certains plans d'eau. Ces bases de données sont utilisables et disponibles gratuitement pour les collectivités : <https://geoservices.ign.fr/>

La création des plans d'eau doit être maîtrisée, en particulier dans les secteurs les plus vulnérables et les plus sensibles : têtes de bassin versant, cours d'eau de première catégorie piscicole, cours d'eau dont le débit d'étiage a baissé significativement et durablement après l'ennoyage

1.6 - Milieux humides

Pour répondre aux objectifs de bon état de la directive-cadre sur l'eau européenne du 23 octobre 2000, les espaces favorables à la vie aquatique (zones humides, berges, frayères) doivent être préservés, restaurés voire reconquis, et les pressions sur ces espaces, réduites. En effet, la préservation et la gestion durable des zones humides est d'intérêt général du fait des rôles multiples assurés par ces zones : fonctions écologiques, fonctions de régulation en quantité et en qualité de l'eau, valeur économique, valeur sociale et récréative.

Le SDAGE inscrit en orientation fondamentale la protection et la restauration des milieux aquatiques et humides. Ainsi, le classement d'une zone humide en secteur urbanisable est incompatible avec le SDAGE, et toutes les possibilités doivent être étudiées pour ne pas porter atteinte aux zones humides, selon la séquence « éviter, réduire, compenser » (se référer à la doctrine du Ministère de l'Ecologie du 6 mars 2012. En l'absence d'autres possibilités, l'urbanisation d'une zone humide peut exceptionnellement être prévue. Des mesures compensatoires doivent alors être définies dans le cadre du PLU.

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Rhin-Meuse (SDAGE)

Les documents d'urbanisme doivent être compatibles avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévus à l'article L. 212-1 du code de l'environnement.

La commune de Pagny-la-Blanche-Côte est concernée par le SDAGE Rhin-Meuse.

Parmi les nombreuses orientations du SDAGE Rhin-Meuse, plusieurs concernent précisément les zones humides :

- l'orientation T3 – O7.4.4 : « Préserver les zones humides en garantissant leur prise en compte dans les documents de planification »
- l'orientation T5B – O.2.2 : préconisations sur les zones humides pour les SCoT et les PLU

Un guide de mise en compatibilité des documents d'urbanisme avec les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et les Plans de Gestion des Risques d'Inondations (PGRI) du bassin Rhin Meuse a été élaboré ; au-delà des zones humides, il aborde les thématiques telles que la biodiversité, les ressources en eau, les risques d'inondations et les eaux pluviales.

Il est disponible au lien suivant : <http://www.meuse.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eau/Les-documents-de-cad战略/Schema-Directeur-d-Amenagement-et-de-Gestion-des-Eaux-SDAGE/Bassins-RHIN-MEUSE-et-SEINE-NORMANDIE-Programme-de-surveillance-de-l-etat-des-eaux-SDAGE-PGRI>

Conformément aux articles L131-1 et L131-7 du code de l'urbanisme, le PLU de la commune de Pagny-la-Blanche-Côte sera compatible avec :

- les règles générales du fascicule du SRADDET Grand Est
- les orientations fondamentales du SDAGE Rhin-Meuse

En notant que le SDAGE crée pas de réglementation liée à l'occupation des sols, mais ils infléchissent les documents d'urbanisme à travers leur contenu et le rapport de compatibilité pour une meilleure prise en compte de la problématique liée à l'eau et aux milieux humides.

Le PLU doit être compatible avec le SDAGE qui fixe notamment comme objectif la protection des zones humides par les documents d'urbanisme en site à protéger pour leur valeur écologique afin d'éviter leur dégradation voire leur disparition. À ce titre, il est recommandé de répertorier et classer les zones humides et milieux aquatiques **identifiés en zones naturelles avec un règlement approprié ou à minima en site à protéger** pour leur valeur écologique afin d'éviter leur dégradation voire leur disparition.

Il convient donc pour les acteurs de l'urbanisme de veiller à une connaissance actualisée de ces documents pour les intégrer dans la réflexion relative au projet de territoire de Pagny-la-Blanche-Côte.

Les inventaires et données disponibles sur les milieux humides

La localisation des zones et milieux humides est loin d'être exhaustive, d'autant plus que de nombreux termes existent pour les qualifier : zone à dominante humide, zone humide effective ou réglementaire, zone humide remarquable...

Il existe ainsi différentes sources de données sur les zones humides qu'il est important de consulter lors de l'élaboration d'un document d'urbanisme :

- Les zones humides remarquables du SDAGE du Rhin-Meuse – Tome 4 – Annexes cartographiques – Pages 60 à 62 : <https://www.eau-rhin-meuse.fr/les-sdage-des-districts-rhin-et-meuse-2022-2027>
- Les zones potentiellement humides de la région Grand Est : https://carmen.developpement-durable.gouv.fr/21/carte_zones_humides_lorraine.map

Ainsi, des données relatives aux milieux humides pré-existent sur le territoire communal de Pagny-la-Blanche-Côte. **Cependant, la réalisation d'études complémentaires de délimitation, notamment pour les futures zones ouvertes à l'urbanisation sera peut-être nécessaire.**

La prise en compte des zones humides dans le PLU

Pour répondre aux objectifs de la Directive cadre sur l'eau européenne du 23 octobre 2000, les espaces favorables à la vie aquatique (zones humides, berges, frayères), doivent être préservés, restaurés voire reconquis et les pressions sur ces espaces, réduites. En effet, la préservation et la gestion durable des zones humides est d'intérêt général du

fait des rôles multiples assurés par ces zones : fonctions écologiques, fonctions de régulation en quantité et en qualité de l'eau, valeur économique et valeur sociale.

La règle n°9 du fascicule porte spécifiquement sur les zones humides : « Dans le respect des compétences des collectivités territoriales et de la législation en vigueur, préserver les surfaces et les fonctionnalités des zones humides selon les orientations fondamentales et dispositions des SDAGE en vigueur. »

Afin d'assurer la préservation des zones humides, dans les secteurs ouverts à l'urbanisation il est nécessaire de prévoir une délimitation, conformément à l'arrêté ministériel du 24 juin 2008, précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement.

Pour l'expertise, il est nécessaire de se baser sur l'arrêté ministériel du 24 juin 2008 qui précise les critères de définition et de délimitation des zones humides. Une zone est ainsi considérée comme humide en fonction de critères relatifs aux sols ou à la végétation présente.

L'utilisation de ces critères est recommandée par souci de cohérence avec le code de l'environnement qui soumet à autorisation ou déclaration les projets de construction qui seraient situés en zone humide. A titre d'information pour la taille des surfaces à expertiser, tout projet détruisant plus de 10 ares de zones humides devra faire l'objet d'un dossier loi sur l'eau avec mesures compensatoires.

Le guide « Prise en compte des zones humides dans les documents d'urbanisme dans la région Grand-Est » réalisé au niveau régional en février 2018 a pour objectif de donner des outils pour identifier les zones humides et pour les préserver via les documents d'urbanisme.

Il est consultable sur le site : <http://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/prise-en-compte-des-zones-humides-dans-les-a17587.html>

Enjeux concernant les milieux humides

Un inventaire des zones humides est à réaliser dans le cadre de l'étude sur l'état initial de l'environnement. L'enveloppe des zones humides est à reporter intégralement dans le PLU, celle des zones humides « dégradées ou disparues » mérite de l'être pour conserver la possibilité de les restaurer ultérieurement.

L'évaluation de l'incidence du plan sur l'environnement démontre leur préservation et le fait que le parti d'aménagement retenu ou les aménagements autorisés ne remettent pas en cause leur conservation.

En cas de projet d'aménagement sur une zone potentiellement humide, des investigations complémentaires de terrain seront nécessaires afin de démontrer le caractère non humide de la zone. De plus, concernant la taille des surfaces à expertiser, tout projet détruisant plus de 10 ares de zones humides devra faire l'objet d'un dossier loi sur l'eau avec mesures compensatoires.

Face aux pressions qui pèsent sur ces espaces, le PLU devra s'attacher, avant tout, à protéger les zones humides inventoriées en les classant en zone naturelle avec un règlement approprié ou à minima en site à protéger pour leur valeur écologique afin d'éviter leur dégradation voire leur disparition.

1.7 - Les périmètres de protection

Le réseau Natura 2000 et évaluation des incidences

Le réseau Natura 2000 est un réseau écologique majeur qui doit structurer durablement le territoire européen et contribuer à la préservation de la diversité biologique à laquelle l'Union européenne s'est engagée dans le cadre de la convention de RIO adoptée au Sommet de la Terre en juin 1992.

L'objectif de ce réseau est d'assurer le maintien, le rétablissement ou la conservation d'espèces et d'espaces naturels reconnus d'intérêt communautaire. Il doit aussi contribuer à la mise en œuvre d'un développement durable conciliant les exigences écologiques des habitats naturels et des espèces avec les exigences économiques, sociales et culturelles ainsi que les particularités locales.

Le territoire de la commune de Pagny-la-Blanche-Côte est concerné par deux sites Natura 2000 à l'origine des deux Directives européennes « Habitat » et « Oiseaux ».

- Zone Spéciale de Conservation (ZSC) « Pelouses, forêts et fort de Pagny-la-Blanche-Côte ». Plusieurs habitats et 6 espèces de chauves-souris sont à l'origine de la désignation du site.
- Zone de Protection Spéciale (ZPS) « Vallée de la Meuse », une trentaine d'oiseaux d'intérêts communautaires sont à l'origine de la désignation du site.

La directive « Habitat Faune Flore » impose une évaluation des incidences sur les sites Natura 2000 de tout plan ou projet, préalablement à sa réalisation. Ce régime n'a pas pour but d'interdire les activités humaines, mais est destiné à prévenir la dégradation et la destruction des habitats et espèces d'intérêt communautaire. Si tel est le cas, l'autorité décisionnaire doit s'opposer au projet (sauf projet d'intérêt public majeur et sous certaines conditions décrites ci-après). Seuls les projets qui n'ont pas d'impact significatif peuvent être autorisés.

Conformément au L414-4 du code de l'environnement, le PLU de Pagny-la-Blanche-Côte devra faire l'objet d'une évaluation de ces incidences Natura 2000 au regard des objectifs de conservation du site

Réserve naturelle régionale

Les réserves naturelles régionales présentent les mêmes caractéristiques de gestion que les réserves naturelles nationales, à ceci près qu'elles sont créées par les Régions. Elles constituent aujourd'hui à la fois un vecteur des stratégies régionales en faveur de la biodiversité et un outil de valorisation des territoires.

Le territoire communal de Pagny-la-Blanche-Côte est inclus dans une réserve naturelle régionale « Eboulis et pelouses calcaires de Pagny-la-Blanche-Côte ».

Le classement en RNR en date du 21 janvier 2021 du site de Pagny-la-Blanche-Côte et de Champoungny permet d'ajouter au réseau régional un milieu rare d'éboulis mobiles et de pelouses calcaires xérophiles. Ses caractéristiques géomorphologiques en font une spécificité Lorraine d'exception, abritant des espèces animales protégées et des plantes originales dont une sous-espèce endémique d'Iberis. La côte en forme d'arc-de-

cercle surplombe le village de Pagny-la-Blanche-Côte. Les éboulis de couleur blanche présents sur celle-ci sont dus au sol calcaire de la région. Cette formation géologique est un éboulis mobile périglaciaire : l'érosion continue du pied de la côte par la Rivière de Chêtré, affluent de la Meuse, entraînant des éboulis. En outre, l'intérêt paysager du site est exceptionnel tant en perception éloignée que depuis les points culminants de deux côtes qui permettent d'embrasser les méandres de la Meuse et l'étendue des prairies.

1.8 - Les zonages d'inventaires

Espaces Naturels Sensibles (ENS)

Qu'est-ce qu'un ENS ?

Un Espace Naturel Sensible est un site d'intérêt faunistique et floristique qui présente une richesse et une valeur au regard de ses caractéristiques. Cet espace écologique remarquable participe au maintien de la biodiversité pour les générations futures puissent bénéficier de la diversité des espèces animales et végétales ainsi que des services écologiques rendus.

Un ENS peut également couvrir des sites à protéger pour leurs richesses géologiques (grottes par exemple) ou paysagères.

La protection et la préservation d'un ENS nécessitent une gestion appropriée, en vue de le pérenniser. Support privilégié pour l'éducation à l'environnement, un ENS instaure une prise de conscience de la valeur du patrimoine naturel et contribue à favoriser des comportements écocitoyens.

Le rôle du Département

Les Départements sont compétents en matière de définition et de protection des ENS depuis 1985.

- Mieux connaître les richesses naturelles de la Meuse,
- Mieux préserver les sites et habitats prioritaires,
- Mettre en valeur et mieux faire connaître les ENS aux Meusiens.

Pour les sites naturels où l'accessibilité et les sensibilités des espèces le permettent, le Département encourage notamment les porteurs de projet à sensibiliser la population sur la richesse de leur « patrimoine naturel » en les aménageant (sentier, observatoire, panneaux d'information...).

L'inventaire des ENS de la Meuse

Les sites ENS sont définis par le Département sur la base d'un inventaire floristique et faunistique précis.

L'inventaire initial des ENS de la Meuse a été validé en 1995. Depuis 2015, une démarche de réactualisation a été lancée pour mettre à jour la tonalité de cet inventaire.

La liste des ENS évolue donc chaque année afin de modifier des périmètres existants, de supprimer des sites existants ou d'intégrer de nouveaux espaces.

Au 5 octobre 2022, le département de la Meuse compte 241 Espaces Naturels Sensibles dont 38 ENS « cours d'eau ».

La protection des ENS par les zonages d'urbanisme

Les documents d'urbanisme ont aussi vocation à préserver les différentes zones naturelles. À ce titre, il est important que les sites ENS puissent être préservés de façon efficace par des zonages d'urbanisme et des règles spécifiques adaptés.

Les classements en zone A ou N sont ainsi à privilégier avec la possibilité de créer des aménagements

Le droit de préemption ENS

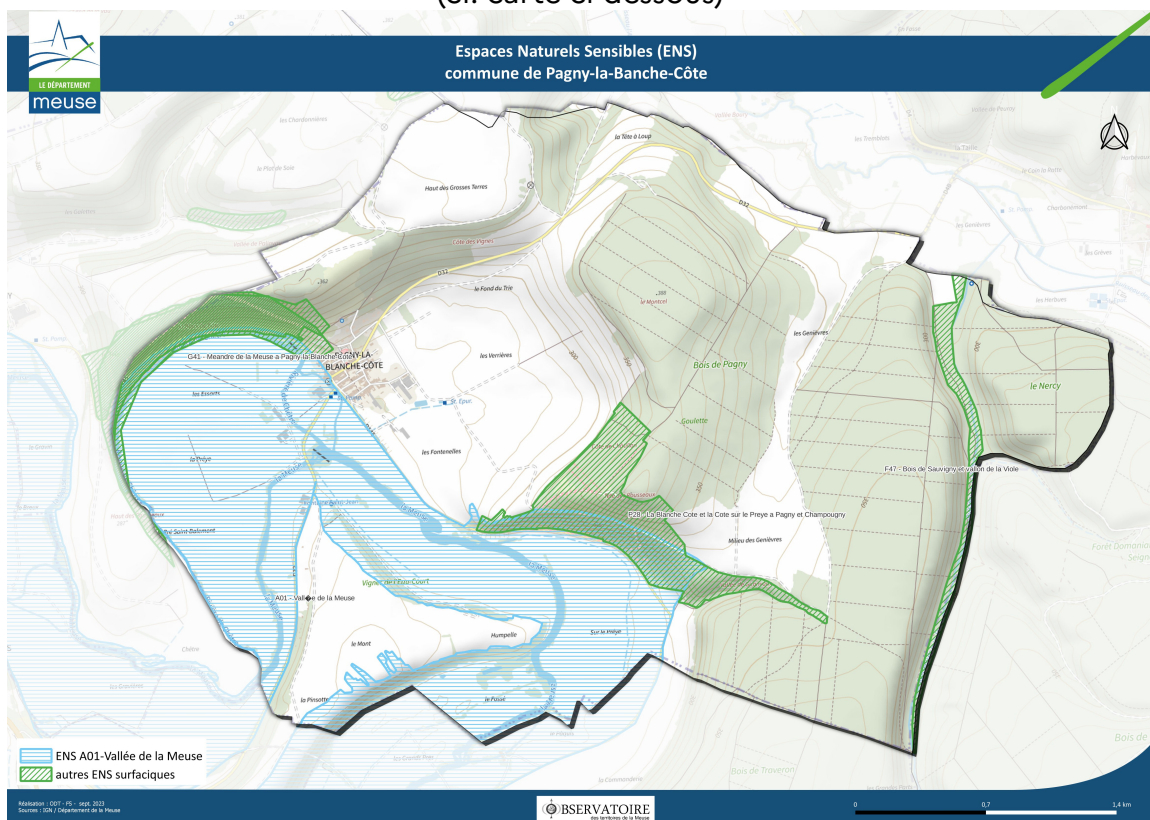
La loi confère aux Départements un droit de préemption pour l'acquisition de tout terrain situé en site ENS. La mise en œuvre de ce droit nécessite notamment la création des zones de préemption conformément à l'article L.215-1 du Code de l'Urbanisme. Les éventuels ENS présents sur votre territoire ne sont pas à ce jour concernés par une telle zone de préemption.

Ce droit de préemption ENS du Département peut également être délégué, dans certaines conditions, aux communes ou aux établissements de coopération intercommunale compétents en matière d'urbanisme.

Espaces naturels sensibles présents sur le territoire :

- A01- Vallée de la Meuse
- G41- Méandre de la Meuse à Pagny-la-Blanche-Côte
- P28-La Blanche Cote et la Cote sur le Preye a Pagny et Champougny
- F47- Bois de Sauvigny et vallon de la Viole

(cf. carte ci-dessous)



Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF)

L'inventaire ZNIEFF établi au plan national n'a pas de portée réglementaire directe. Il n'est donc pas directement opposable aux demandes de constructions ou aux documents d'urbanisme, mais il est pris en considération par les juridictions administratives et le Conseil d'État pour apprécier la légalité d'un acte administratif,

surtout s'il y a présence d'espèces protégées. En effet, la présence d'espèces protégées entraîne l'application de l'article L. 411-1 du code de l'environnement qui pose, en principe, une interdiction de destruction de l'espèce considérée et de ses habitats.

Ainsi, tout zonage, règlement ou projet qui ne prendrait pas en compte les milieux inventoriés comme ZNIEFF est susceptible d'être annulé. Aussi, les ZNIEFF constituent un enjeu de niveau supra communal qui doit être pris en compte dans les PLU, notamment par un classement approprié traduisant la nécessité de préserver ces espaces naturels.

Les ZNIEFF de type I sont des sites particuliers généralement de taille réduite, qui présentent un intérêt spécifique et abritent des espèces animales ou végétales protégées bien identifiées. Ils correspondent donc à un enjeu de préservation.

Les ZNIEFF de type II sont des ensembles géographiques importants, qui désignent un ensemble naturel étendu dont les équilibres généraux doivent être préservés. Cela n'exclut donc pas que, dans une ZNIEFF de type II, des terrains puissent être classés dans des zones où des constructions ou des installations sont permises sous réserve du respect des écosystèmes.

Le territoire communal de Pagny-la-Blanche-Côte est concerné par plusieurs ZNIEFF :

- ZNIEFF de type 1 « Blanche côte, côte des vignes et côte de Châtillon à Pagny-la-Blanche-Côte » de 111,41 hectares avec 1 habitat déterminant « éboulis ouest-méditerranéens et éboulis thermophiles » situé sur les communes de Champougny et Pagny-la-Blanche-Côte.
- ZNIEFF de type 1 « Bois de la viole et marais de Vannes-le-Châtel » de 324,93 hectares (18 espèces déterminantes).
- ZNIEFF de type 1 « Gîtes à chiroptères de Champougny »
- ZNIEFF de type 2 « Côtes du Toulais » d'une superficie de 20352,69 hectares avec 194 espèces déterminantes, 4 habitats déterminants assure de nombreuses liaisons écologiques avec d'autres ZNIEFF de type 1.
- ZNIEFF de type 2 « Vallée de la Meuse » d'une superficie de 18356 hectares avec 186 espèces déterminantes et 4 habitats déterminants assure de nombreuses liaisons écologiques avec d'autres ZNIEFF de type 1.

Protection des espèces

Sur le territoire de la commune sont présentes plusieurs espèces protégées : Hibou Grand duc, Vipère Aspic, Castor d'Europe et Milan royal. Le secteur est reconnu comme enjeu fort pour les chiroptères et très fort pour Milan royal et Hibou Grand Duc (données LOANA 2022).

1.9 - Évaluation environnementale des documents d'urbanisme

Il est à prendre en compte la présence de plusieurs espèces protégées sur le territoire.

Les ensembles prairiaux doivent être maintenus étant les plus favorables à l'avifaune dont la conduite est gérée en foin et pâturage. De plus, la commune est reconnue zone vulnérable aux pollutions par les nitrates d'origines agricoles sur le bassin Rhin Meuse.

Par conséquent, au vu de ces nombreux enjeux habitats, faune et flore d'intérêts

communautaires et de la présence des espèces protégées, le PLU doit faire l'objet d'une évaluation environnementale afin d'encadrer au mieux les aménagements envisagés par la commune.

La loi du 7 décembre 2020 modifie le régime de l'évaluation environnementale des PLU et étend le champ de la concertation obligatoire à toutes les procédures PLU, SCOT et cartes communales qui nécessitent une évaluation.

Le champ d'application de l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme ne cesse d'évoluer, principalement pour mettre le droit français en conformité avec le droit européen. L'article 40 de la [loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020](#) dite « ASAP » (pour loi « d'accélération et de simplification de l'action publique ») apporte une nouvelle pierre à cet édifice.

L'article 40 de la loi ASAP ajoute les plans locaux d'urbanisme (PLU) dans la liste, fixée à l'article L. 104-1 du code de l'urbanisme, des plans et programmes qui sont soumis à une évaluation environnementale, dans les conditions prévues par la directive européenne du 27 juin 2001. Les PLU et PLUi y sont donc désormais assujettis au même titre que les SCoT et les schémas régionaux que sont le SDRIF, le PADDUC et les SAR des régions d'outre-mer.

De ce fait, le rapport de présentation du PLU doit comprendre les éléments précisés à l'article R. 151-3 du code de l'urbanisme.

La démarche d'évaluation environnementale doit être mise en œuvre **dès le début de l'élaboration du PLU et doit être un outil d'aide à la décision** pour la constitution du projet.

Les attendus de l'évaluation environnementale sont d'identifier les incidences notables potentielles (positives et négatives) consécutives à la mise en œuvre du PLU. Il s'agit donc d'établir plusieurs scénarii et d'exposer les motifs et les critères qui ont conduit à retenir certaines options et à écarter des alternatives. **La démarche ERC (éviter-réduire-compenser) est également à engager dans cette optique.**

Au final, les choix retenus doivent être confrontés aux objectifs de protection de l'environnement en les justifiant au regard d'autres solutions envisagées. Cela suppose de pouvoir présenter ces choix dans les grandes orientations du PLU mais aussi les arbitrages retenus pour répondre à des enjeux spécifiques.

Conformément à l'article R. 104-21 du code de l'urbanisme, l'évaluation environnementale du PLU est alors soumise à **l'avis de l'autorité environnementale (mission régionale d'autorité environnementale du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable – MRAe – Grand-Est)** qui dispose d'un délai de trois mois pour rendre son avis sur la qualité de l'évaluation environnementale et la prise en compte de l'environnement par le document.

Cet avis simple doit être joint au dossier mis à l'enquête publique. Il sera par ailleurs également publié sur le site internet de l'autorité environnementale. En l'absence de réponse dans ce délai de trois mois, l'autorité environnementale est réputée n'avoir aucune observation à formuler.

En application de la directive européenne du 27 juin 2001, **il appartient à la personne publique responsable du projet d'informer le public sur la façon dont les recommandations et observations de l'autorité environnementale ont été prises en compte.**

Afin que l'évaluation environnementale produite comble les attentes de la MRAe Grand Est, nous vous invitons à vous référer au guide « Les points de vue de la MRAe Grand Est », régulièrement actualisé, et consultable à l'adresse suivante :

<http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/les-points-de-vue-de-la-mrae-grand-est-a595.html>

En complément, vous pouvez vous référer au guide de l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme publié en décembre 2011 par le Commissariat Général au Développement Durable (CGDD), téléchargeable au lien suivant :

<http://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/ressources-et-liens-utiles-r94.html>

Enjeu : Protéger les milieux ouverts, forestiers, humides et aquatiques et la biodiversité

En l'absence de ScoT, le PLU devra être compatible avec le SDAGE Rhin-Meuse et le SRADDET. Il devra aussi prendre en compte les enjeux liés aux zones humides, aux espaces naturels sensibles (ENS), aux zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF), aux zones Natura 2000 et à la RNR.

Le projet de PLU sera soumis à évaluation environnementale, ce qui implique une bonne prise en compte des enjeux liés à la protection des espèces et des milieux. Cette prise en compte sera justifiée dans le cadre d'une étude d'impact qui analysera l'état initial de l'environnement et étudiera les incidences du projet sur cet environnement. Il conviendra en particulier de :

- **décliner localement, voire compléter la trame verte et bleue définie par le SRADDET**, en précisant les corridors écologiques et les réservoirs de biodiversité et en prenant les dispositions nécessaires (préserver les zones humides, restaurer la ripisylve, réseau de haies, EBC, etc.) pour lutter contre la fragmentation des habitats.
- **identifier les obstacles et milieux dégradés afin d'enrayer les fortes pertes de biodiversité et la dégradation des milieux naturels que connaît le Grand Est.**
- **permettre la réalisation des travaux nécessaires pour assurer la continuité écologique des cours d'eau.**
- **fixer les conditions permettant de préserver et de restaurer la trame verte et bleue locale identifiée**, notamment dans les projets urbains et de transport. Une attention particulière doit être portée sur les forêts et sur les continuités écologiques d'intérêt régional.
- **inventorier et protéger les zones humides au travers d'un zonage et d'un règlement spécifique, interdisant notamment les affouillements et d'exhaussements du sol.** L'identification de ces zones est principalement nécessaire dans les secteurs de projet. En effet, ces milieux abritent une biodiversité particulièrement riche et sont reconnus pour leurs fonctions écologiques, hydrologiques (écrêtement des crues notamment) et leur rôle dans l'épuration de l'eau.
- **sauvegarder les liaisons écologiques** (préserver les vergers, prairies, ...) .
- **intégrer la protection des sites Natura 2000 et les ZNIEFF dans l'élaboration du PLU. La prise en compte des enjeux environnementaux de ces zones naturelles assure une meilleure prévision des incidences des aménagements et les nécessités de protection de certains espaces fragiles.** L'intensification agricole : la simplification des paysages (haies, bosquets, zones humides) ainsi que la monoculture (mise en culture des prairies, régression de l'élevage, utilisation de produits phytosanitaires...) sont des causes récurrentes de régression pour de nombreuses espèces comme les chauves-souris, les oiseaux prairiaux, forestiers et les amphibiens . La commune de Pagny-la-Blanche-Côte devra prendre en compte les Documents d'objectifs des sites et les arrêtés de désignation.
- **veiller à la préservation de la Réserve naturelle régionale** et prendre en compte les enjeux notamment en termes de fréquentation de cet espace naturel.

2. LIMITER L'EXPOSITION DES BIENS ET PERSONNES FACE AUX RISQUES ET AUX NUISANCES

En application de l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme, l'action des collectivités en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs de sécurité et de salubrité publique ainsi que de prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

En définissant les occupations des sols, le PLU constitue un maillon important en termes de prévention et de protection des populations notamment par une action préventive consistant à éviter l'implantation de constructions et d'activités dans des zones à risque.

Le PLU doit rappeler, dans le rapport de présentation, les risques (faisant ou non l'objet d'un Plan de prévention des risques PPR) et leurs conséquences sur le parti d'aménagement retenu par la collectivité. Le zonage doit faire apparaître les secteurs où l'existence de risques naturels et technologiques justifie que soient interdites ou soumises à des conditions particulières les constructions et installations de toute nature, reprises dans le règlement écrit.

Les plans de prévention des risques (PPR) approuvés valent servitude d'utilité publique et doivent, en tant que tel, être annexés au PLU.

Le SRADDET est opposable depuis le 24 janvier 2020. Les règles générales du fascicule concernant la gestion des espaces et l'urbanisme avec lesquelles le PLU devra être compatible sont les suivantes :

Règle n° 10 : réduire les pollutions diffuses ;

Règle n° 19 : Préserver les zones d'expansion des crues ;

Règle n° 25 : Limiter l'imperméabilisation des sols.

2.1 - Le Dossier départemental des risques majeurs (DDRM)

Le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) est le document de référence en matière d'information préventive. Il recense tous les risques naturels et technologiques identifiés dans le département, les conséquences prévisibles pour les personnes, les biens et l'environnement. Il mentionne les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde destinées à limiter leurs effets. Il inventorie, pour chacune des communes du département, les risques majeurs auxquels elles sont soumises.

Le DDRM de 2012 a été actualisé en 2019. Il a été validé en Commission départementale des risques majeurs fin 2019. Il est téléchargeable sur le site de la préfecture de la Meuse : <http://www.meuse.gouv.fr/Politiques-publiques/Prevention-des-risques/Risques-majeurs-presents-dans-le-departement/Dossier-Departemental-des-Risques-Majeurs-DDRM>

Le territoire de la commune de Pagny-la-Blanche-Côte est concerné par les risques suivants :

- risque inondation par débordement de cours d'eau
- risque mouvements de terrain
- risque retrait-gonflement des sols argileux
- risque de transport de matières dangereuses.

Les arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophes naturelles (CATNAT)

Sont considérés comme les effets des catastrophes naturelles, les dommages matériels directs non assurables ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises.

La réglementation liée à la reconnaissance et l'indemnisation des catastrophes naturelles comprend :

- Les articles L 125-1 et suivants du code des assurances
- La loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles
- La circulaire INTE1907367C : ouverture en 2019 d'un service en ligne de dématérialisation de la procédure de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle.

La commune de Pagny-la-Blanche-Côte a été reconnue en état de catastrophes naturelles à plusieurs reprises :

- 1983 – Inondation et coulée de boue – épisode d'avril
- 1993 - Inondation et coulée de boue – épisode du 25/12/1993 au 02/01/1994
- 1999 – Inondation, coulée de boue et mouvement de terrain – épisode du 25 au 29 décembre
- 2001 - Inondation et coulée de boue – épisode du 30 au 31 décembre

2.2 - Le risque inondation

La Directive Inondation du 23 octobre 2007 vise à réduire les conséquences négatives des inondations sur la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'activité économique.

Il convient d'identifier quels sont les risques d'inondation, par débordement de rivière, de réseau, par ruissellement, ou par remontée de nappes, afin de mettre en œuvre des dispositions de prévention adaptées dans le PLU.

Au-delà de ces dispositions, et en compatibilité avec les orientations fondamentales de la gestion équilibrée de la ressource en eau, il est nécessaire d'agir pour la préservation des champs actuels d'expansion des crues, afin de ne pas détourner l'inondation vers d'autres zones. En ce sens, il est souhaitable de limiter les implantations en zone inondable.

De même, il est crucial de veiller à la limitation de l'imperméabilisation des sols (en particulier au niveau du bassin versant) qui augmente les volumes des eaux pluviales, celles-ci n'étant plus absorbées par le sol. Elle constitue un facteur aggravant du risque d'inondation.

Il est rappelé que les objectifs du SDAGE et du PGRI du bassin Rhin-Meuse en ce domaine sont d'assurer la cohérence hydraulique de l'occupation des sols et de maîtriser les rejets par temps de pluie.

En l'absence de SCoT, le PLU doit être compatible avec les règles du SRADDET Grand Est :

Règle n°19 qui demande de préserver les zones d'expansion de crues dans les projets d'aménagement. La connaissance et la prise en compte de la vulnérabilité des territoires aux risques sont à encourager.

Stratégie locale de gestion des risques inondations

La commune de Pagny-la-Blanche-Côte est intégrée à la SLGRI Meuse, portée par l'Établissement d'Aménagement de la Meuse et de ses Affluents (EPAMA). Un Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) a été labellisé le 26 mai 2015 sur l'ensemble du bassin versant Meuse.

Le schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)

Le SDAGE en vigueur est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.eau-rhin-meuse.fr/les-sdage-des-districts-rhin-et-meuse-2022-2027>

Dans le cadre de la gestion des eaux et des risques d'inondation, le SDAGE fixe des objectifs, des orientations et des dispositions et notamment la « partie 5A - Inondations, du tome 3 » :

- Favoriser la coopération des acteurs ;
- Améliorer la connaissance et développer la culture du risque ;
- Aménager durablement les territoires,
 - préserver les zones d'expansion des crues en milieu non urbanisé et ne pas augmenter les enjeux en zone inondable,
 - privilégier le ralentissement des écoulements,
- Prévenir le risque par une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau,
 - préserver et reconstituer les capacités d'écoulement et d'expansion des crues,
 - maîtriser le ruissellement pluvial
 - prévenir le risque de coulée d'eau boueuse,
- Se préparer à la crise et favoriser le retour à une situation normale.

En l'absence de SCoT, le PLU devra être compatible avec le SDAGE Rhin-Meuse et le SRADDET

Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du district hydrographique Rhin-Meuse

Le PGRI concrétise la mise en œuvre de la Directive Inondation du 23 octobre 2007. Ce texte a été transposé en droit français par la loi Grenelle 2. Le PGRI est un document de planification fixant des objectifs à atteindre à l'échelle du bassin et notamment sur les territoires à risque important d'inondation (TRI), édictant des dispositions à mettre en œuvre pour y parvenir.

À cet égard, ainsi qu'en application de l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme, **le PLU doit mettre en évidence** la délimitation des zones inondables et démontrer que l'urbanisation prévue par le document d'urbanisme n'aggrave ni la vulnérabilité sur ces zones, ni les risques d'inondation en dehors des zones identifiées comme inondables (par accroissement de l'imperméabilisation des zones inondables par exemple). Dans le cadre de l'aménagement durable des territoires et afin de prévenir le risque par une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, **le PGRI fixe les objectifs suivants :**

- favoriser la coopération entre les acteurs,
- améliorer la connaissance et développer la culture du risque,
- aménager durablement les territoires,
- prévenir le risque par une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau,

- se préparer à la crise et favoriser le retour à une situation normale,

Le PLU doit être directement compatible avec le PGRI 2022/2027 approuvé le 21 mars 2022.

Le PGRI 2022/ 2027 est disponible sur le site :
<https://www.grandest.developpementdurable.gouv.fr/pgri-des-districts-hydrographiques-rhin-et-meuse-a19941.html>

Le Plan de prévention du risque inondation (PPRi)

Le PPRi, tel que défini par l'article L. 562-1 du Code de l'Environnement, a pour objectifs de :

- délimiter les zones exposées au(x) risque(s) pris en compte, et en fonction de la nature et de l'intensité du risque encouru, d'y interdire tout type de construction, d'ouvrage, d'aménagement ou d'exploitation afin de ne pas aggraver le risque pour les vies humaines, ou d'autoriser ces projets en précisant les conditions dans lesquelles ils doivent être réalisés, utilisés ou exploités ;
- définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui incombent aux particuliers ;
- définir les mesures relatives aux biens et aux activités existant à la date de l'approbation du plan, qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs.

La procédure PPRi s'attache plus particulièrement, outre la réglementation de l'urbanisation dans les secteurs les plus exposés, à préserver les zones agricoles et naturelles, actuellement peu ou pas urbanisées, susceptibles de stocker des volumes d'eau importants en période de crue.

- La circulaire interministérielle du 24 avril 1996 définit les objectifs arrêtés par le gouvernement en matière de gestion des zones inondables :
- stopper les nouvelles implantations humaines dans les zones les plus dangereuses,
- assurer la sécurité des personnes et réduire la vulnérabilité des biens et des activités dans les zones exposées,
- préserver les capacités de stockage et d'écoulement des crues et sauvegarder l'équilibre et la qualité des milieux aquatiques.

La commune de Pagny-la-Blanche-Côte est concernée par le PPRi Meuse, secteur de Vaucouleurs approuvé le 28 janvier 2005.

Inondation par ruissellement

L'inondation par ruissellement se produit lorsque les eaux de pluie ne peuvent pas ou plus s'infiltrer dans le sol.

À l'origine du phénomène d'inondation par ruissellement se trouve un événement climatique important, par exemple une pluie de très forte intensité ou un cumul important de pluie sur plusieurs jours.

L'inondation par ruissellement se traduit par un écoulement d'eau important en dehors :

- du réseau hydrographique, c'est-à-dire dans des zones habituellement sèches ou dans des cours d'eau intermittents ;
- du réseau d'évacuation des eaux pluviales, c'est-à-dire dans les rues.

Certaines caractéristiques des territoires peuvent accentuer le risque de survenue d'inondation par ruissellement en cas d'évènement climatique important.

Avec l'essor de l'urbanisation, certaines villes se sont installées dans les trajectoires naturelles d'écoulement des eaux, elles sont donc plus soumises au risque d'inondation par ruissellement.

D'une façon générale, le développement des surfaces imperméabilisées est une cause et un facteur aggravant du ruissellement.

La suppression d'espaces naturels de rétention et de ralentissement des eaux de ruissellement pluviale induite par l'évolution des pratiques agricoles et forestières a aussi un rôle important dans la formation, l'aggravation et la dynamique du ruissellement.

La topographie joue également un rôle dans l'exposition des territoires au risque d'inondation par ruissellement.

Le territoire de la commune de Pagny-la-Blanche-Côte est sensible aux risques d'inondation par ruissellement du fait de la topographie de son territoire.

La présence d'enjeux dans le coteau (habitations) à proximité des routes départementales 32 et 145 sont des éléments à prendre en compte dans le PLU.

Une information concernant ce risque est disponible sur le site dédié aux risques naturels et technologiques :

<https://www.georisques.gouv.fr/articles-risques/les-inondations-par-ruissellement>

Le territoire étant concerné par ce risque, cela renforce l'obligation de produire un zonage d'assainissement, conformément à l'article L. 2224-10 du CGCT.

Le PLU devra également comporter une analyse de l'aléa inondations par ruissellement la plus précise possible, ainsi que sa gestion, au regard de la vulnérabilité du territoire face à cet aléa.

Les informations concernant ce risque sont disponibles sur le site dédié aux risques naturels et technologiques :

<https://www.georisques.gouv.fr/articles-risques/les-inondations-par-ruissellement>

Inondation par remontées de nappes

Les nappes phréatiques sont alimentées par l'infiltration d'une partie de l'eau de pluie qui atteint le sol.

Leur niveau varie de façon saisonnière :

- la recharge des nappes a principalement lieu durant la période hivernale, car cette saison est propice à l'infiltration d'une plus grande quantité d'eau de pluie : les précipitations sont plus importantes, la température et l'évaporation sont plus faibles, et la végétation, peu active, prélève moins d'eau dans le sol ;
- à l'inverse, durant l'été, la recharge des nappes est faible ou nulle.

On appelle « battement de la nappe » la variation de son niveau au cours de l'année.

Si des évènements pluvieux exceptionnels surviennent et engendrent une recharge exceptionnelle, le niveau de la nappe peut alors atteindre la surface du sol et provoquer une inondation « par remontée de nappe ».

Le territoire de Pagny-la-Blanche-Côte est moyennement sensible aux phénomènes de remontée de nappes. L'information disponible montre que seule la zone du ruisseau en amont du lieu-dit " le Pont de Belrupt " est sensible à ce phénomène. Cette information est disponible sur le site dédié aux risques naturels et technologiques : <https://www.georisques.gouv.fr/cartes-interactives#/>

Intégration du risque inondation dans le PLU

Le PLU doit absolument permettre de limiter l'impact des remontées de nappes sur les personnes et les biens et de préserver les capacités d'écoulement et d'infiltration des eaux.

Il conviendra d'intégrer dans le document d'urbanisme les mesures de prévention destinées à **interdire toutes nouvelles implantations** dans les zones les plus dangereuses face au risque d'inondations, à limiter les dommages sur les biens et activités existantes dans les zones exposées et à préserver les capacités de stockage et d'écoulement des eaux et de sauvegarder l'équilibre et la qualité des milieux naturels.

Toutes les prescriptions relatives aux zones à risques, feront l'objet d'articles spécifiques dans le document d'urbanisme.

2.3 - Les mouvements de terrains

Les mouvements de terrain sont des phénomènes naturels d'origines très diverses. Il en survient chaque année en France, d'importance et de type très divers (glissements de terrain, éboulements, effondrements, coulées de boue...).

Ils présentent parfois un danger pour la vie des personnes, et les dommages qu'ils occasionnent peuvent avoir des conséquences socio-économiques considérables.

Sur la commune de Pagny-la-Blanche-Côte, ont été recensés deux mouvements de terrain de type chutes de bloc-éboulements: blob: <https://www.georisques.gouv.fr/mes-risques/connaitre-les-risques-pres-de-chez-moi/rapport2?form-commune=true&cod>

Les mouvements de terrain connus et recensés doivent être pris en compte dans l'élaboration des documents d'urbanisme.

2.4 - Les cavités souterraines

Suivant l'article L. 563-6 du code de l'environnement, les communes ou leurs groupements compétents en matière de documents d'urbanisme élaborent, en tant que de besoin, des cartes délimitant les sites où sont situées des cavités souterraines et des marnières susceptibles de provoquer l'effondrement du sol.

La commune de Pagny-la-Blanche-Côte n'est pas concernée.

Les risques définis et évalués devront être **pris en compte dans l'élaboration du zonage**, avec si nécessaire une limitation de l'urbanisation et/ou la prise de mesures adéquates. Le rapport de présentation et le règlement du document d'urbanisme devront reprendre toutes les données et spécifications relatives aux risques naturels (gestion des eaux, mesures, etc.).

Toutes les prescriptions relatives à ces thématiques feront l'objet d'articles spécifiques dans le rapport de présentation et le règlement.

Les informations sont disponibles aux adresses suivantes :

<https://www.georisques.gouv.fr/risques/cavites-souterraines>

2.5 - Le retrait gonflement des sols argileux

Les sols argileux gonflent avec l'humidité et se rétractent avec la sécheresse et ces variations sont susceptibles de provoquer des désordres importants et coûteux sur les constructions. Le classement se fait selon 4 niveaux d'aléas (à priori nul, faible, moyen et fort).

20 à 25 % du territoire de la commune de Pagny-la-Blanche-Côte sont concernés par un aléa moyen lié au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux. La survenance de sinistres est possible en cas de sécheresse importante. Ces désordres pourront toucher certains bâtiments (avec par exemple des arbres proches ou une hétérogénéité du sous-sol).

Ces informations sont consultables à l'adresse suivante :

<https://www.georisques.gouv.fr/cartes-interactives#/>

Des prescriptions constructives concernant le risque de retrait-gonflement des sols argileux doivent être recommandées à travers le PLU. [Les informations sont disponibles à l'adresse suivante : https://www.georisques.gouv.fr/risques/retrait-gonflement-des-argiles](https://www.georisques.gouv.fr/risques/retrait-gonflement-des-argiles)

2.6 - Le risque incendie

Toute nouvelle extension des communes doit posséder une défense incendie conforme aux exigences du Règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) : <https://www.pompiers55.fr/prevention-prevision>

Les projets de constructions de bâtiments agricoles, industriels, d'habitation et d'établissements recevant du public (ERP) devront faire l'objet de la part du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) d'une étude du permis de construire ou du permis d'aménager ; le cas échéant l'aménagement d'un dispositif de protection complémentaire pourra être demandé

2.7 - Le risque sismique

Le territoire de la commune de Pagny-la-Blanche-Côte, ainsi que tout le département, se trouve en zone de sismicité 1 (aléa très faible) d'après le décret n°2010-1254 et 2010-1255 du 22 octobre 2010. Pour cet aléa très faible aucune prescription particulière n'est à prendre en compte.

2.8 - Les Transports de Matières Dangereuses (TMD)

Le transport de matières dangereuses (TMD) regroupe différents modes de transports. Il existe une réglementation propre à chaque moyen de transport.

TMD par route

L'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de matières dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD ») réglemente lesdits transports sur le territoire national. Ce dernier a été modifié par l'arrêté du 1er juillet 2015.

Contrairement aux risques fixes, aucune mesure de maîtrise de l'urbanisation n'est prévue pour protéger les espaces vulnérables des risques liés au TMD par route. Néanmoins, cette problématique peut être traitée dans le PLU.

Aucune infrastructure de transport classée n'est présente sur le territoire communal.

Pagny-la-Blanche-Côte reste cependant concernée par ce risque au niveau local pour la circulation de véhicule d'approvisionnement de fuel domestique et de matières dangereuses pour les exploitations agricoles (RD 32 et RD 145).

TMD par canalisation – gaz naturel haute pression (GRT)

En raison des risques qu'elles représentent, les canalisations de transport de matières dangereuses donnent lieu à des études de sécurité.

Le territoire de la commune de Pagny-la-Blanche-Côte n'est pas impacté.

2.9 - Le risque industriel

Les établissements ICPE en fonctionnement sont réglementés afin d'éviter les nuisances, risques chroniques ou risques accidentels vis-à-vis des tiers. Une trop grande proximité entre les zones d'habitation et ces établissements peut toutefois complexifier la gestion des risques et limiter les possibilités d'extension de ces entreprises.

Les établissements à l'arrêt ou en cessation déclarée ont obligation de mise en sécurité de leur site avec évacuation des déchets. Pour les activités ayant occasionné des pollutions des sols dans le passé, la remise en état s'effectue en fonction d'un usage pré-déterminé. Tout porteur de projet sur ces terrains doit s'assurer de leur remise en état effective et de la compatibilité du projet avec l'état du site.

La base de donnée des ICPE peut être consultée sur le site Géorisques :

<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees#/>

3 ICPE sont recensées sur le territoire de la commune Pagny-la-Blanche-Côte. Une extraction des bases de données relatives aux établissements soumis ou ayant été soumis à la réglementation des ICPE est présentée ci-après. La liste suivante n'est pas nécessairement exhaustive

La commune de Pagny-la-Blanche-Côte est concernée par le risque technologique du fait des exploitations agricoles et des produits pouvant être utilisés. On peut considérer que des effets thermiques et toxiques pourraient générer des nuisances et/ou pollutions.

Nom de l'établissement	Adresse	Commune	Régime en vigueur	Statut SEVESO	Date de dernière inspection
<u>EARL de l' Ile de la Croix</u> ↗	2, rue des Halles	55140 PAGNY LA BLANCHE COTE	Autres régimes		04/08/2011
<u>EARL du Blanc Côtis</u> ↗	19, rue du Puits	55140 PAGNY LA BLANCHE COTE	Enregistrement	Non Seveso	06/08/2019
<u>ELEVAGE DES DIEUX DE L'ARENE</u> ↗	14 RUE DU PUIITS	55140 PAGNY LA BLANCHE COTE	Autres régimes		06/08/2019

2.10 - Les sites et les sols pollués

Une identification des zones susceptibles de relever d'un risque de pollution des sols doit être réalisée de façon à intégrer cette composante en amont des différents projets d'urbanisme.

- Secteurs d'information des sols (SIS): la commune de Pagny-la-Blanche-Côte n'a fait l'objet d'aucun arrêté SIS sur son territoire à la date du 01/09/2023.

Deux bases de données nationales inventorient les sols pollués qu'ils soient en activité ou non :

- **BASIAS devenue CASIAS** : depuis octobre 2021, le **système d'information géographique constitué par la CASIAS**, carte des Anciens Sites Industriels et Activités de Services, a intégré les sites répertoriés dans BASIAS. Ce système d'information géographique est évolutif : d'autres données y seront incluses ultérieurement.
- **BASOL** concerne les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

En matière de sites et sols pollués, les démarches de gestion mises en place s'appuient sur les principes suivants :

- prévenir les pollutions futures,
- mettre en sécurité les sites nouvellement découverts,
- connaître, surveiller et maîtriser les impacts,
- traiter et réhabiliter en fonction de l'usage puis pérenniser cet usage,
- garder la mémoire, impliquer l'ensemble des acteurs.

Les sites et sols pollués ne font pas l'objet d'un cadre juridique spécifique mais s'appuient principalement sur la législation des installations classées et notamment sur le Livre V - Prévention des pollutions, des risques et des nuisances du code de l'environnement.

Le PLU devra indiquer si des projets d'aménagement (habitation, ERP) sont localisés sur d'anciens sites ayant accueilli des activités (sites pollués ou potentiellement pollués), auquel cas il doit fournir à minima un diagnostic environnemental (pollution des sols et des eaux souterraines) et décrire les mesures de remédiation (dépollution ou gestion de la pollution) envisagées.

Les collectivités doivent s'assurer, préalablement au reclassement de ces secteurs, que l'état des terrains est compatible avec les nouveaux usages envisagés (habitations, parc, jardins ouvriers, etc.), et en cas d'incompatibilité, déterminer les conditions d'utilisation (dépollution, restriction d'usage, mesures de protection).

Ces zones doivent donc au préalable faire l'objet d'études conformes aux circulaires du 8 février 2007 du ministère de l'écologie et du développement durable, relatives à la gestion des sites et sols pollués, qui s'appliquent pleinement à de telles situations et qui définissent notamment les conditions d'établissement d'un diagnostic et d'un plan de gestion des sites et sols pollués.

Dans le cas d'une reconversion de friche industrielle, à moins que les diagnostics aient mis en évidence l'absence de pollution sur les terrains concernés, l'implantation d'établissements accueillant des enfants et des adolescents (écoles, crèches, etc.) devra être à proscrire sur ces terrains, en particulier en cas de pollutions avérées.

Information des Acquéreurs et Locataires (IAL)

La loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages a créé dans son article 77, codifié à l'article L.125-5 du code de l'environnement, une obligation d'information de l'acheteur ou du locataire de tout bien immobilier (bâti et non-bâti) situé en zone de sismicité ou/et dans un plan de prévention des risques prescrit ou approuvé.

L'article 173 de la loi ALUR, codifié à l'article L. 125-7 du code de l'environnement, impose une obligation d'information de l'acheteur ou du locataire de tout bien immobilier (bâti et non-bâti) pour les terrains situés sur [un secteur d'information sur les sols \(SIS\)](#).

L'article L.514-20 du code de l'environnement impose une obligation d'information de l'acheteur lorsqu'une installation soumise à autorisation ou à enregistrement a été exploitée sur un terrain.iapsa

- BASOL devient l'Information de l'administration concernant des pollutions suspectées ou avérées (IAPSA): concerne les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif

CASIAS: <https://www.georisques.gouv.fr/articles-risques/pollutions-sols-sis-anciens-sites-industriels/basias>

IAPSA : <https://www.georisques.gouv.fr/articles-risques/pollutions-sols-sis-anciens-sites-industriels/basol>

Le PLU devra indiquer si des projets d'aménagement (habitation, ERP) sont localisés sur d'anciens sites ayant accueilli des activités (sites pollués ou potentiellement pollués), auquel cas il doit fournir à minima un diagnostic environnemental (pollution des sols et des eaux souterraines) et décrire les mesures de remédiation (dépollution ou gestion de la pollution) envisagées.

Les collectivités doivent s'assurer, préalablement au reclassement de ces secteurs, que l'état des terrains est compatible avec les nouveaux usages envisagés (habitations, parc, jardins ouvriers, etc.), et en cas d'incompatibilité, déterminer les conditions d'utilisation (dépollution, restriction d'usage, mesures de protection).

Ces zones doivent donc au préalable faire l'objet d'études conformes aux circulaires du 8 février 2007 du ministère de l'Ecologie et du développement durable, relatives à la gestion des sites et sols pollués, qui s'appliquent pleinement à de telles situations et qui définissent notamment les conditions d'établissement d'un diagnostic et d'un plan de gestion des sites et sols pollués.

Dans le cas d'une reconversion de friche industrielle, à moins que les diagnostics aient mis en évidence l'absence de pollution sur les terrains concernés, l'implantation d'établissements accueillant des enfants et des adolescents (écoles, crèches, etc.) devra être à proscrire sur ces terrains, en particulier en cas de pollutions avérées.

2.11 - Les nuisances sonores

La lutte contre le bruit a pour objet de « prévenir, supprimer ou limiter l'émission ou la propagation sans nécessité ou par manque de précautions des bruits ou des vibrations de nature à présenter des dangers, à causer un trouble excessif aux personnes, à nuire à leur santé ou à porter atteinte à l'environnement » (article L. 571-1 du code de l'environnement). Le bruit pose un problème de santé publique et constitue depuis plusieurs années une préoccupation majeure.

Dans le cadre du PLU, l'aménageur doit prendre en compte ces problématiques et mettre en œuvre, à travers l'affectation des sols et à travers le règlement, des moyens destinés à garantir le bon fonctionnement des activités sans perturbation de la tranquillité des habitants.

Afin de prévenir tout problème de nuisances qui pourrait découler d'une trop grande proximité entre les zones d'activité futures/existantes et les zones à vocation principale d'habitation existantes et/ou projetées, il est recommandé de respecter un éloignement suffisant entre les futures activités et les habitations existantes à venir.

La prise en compte de la problématique bruit devra se faire selon les quatre principes suivants :

- Éloigner les sources de bruit des populations et réciproquement ;
- Orienter les bâtiments et les équipements bruyants par rapport aux bâtiments et zones sensibles au bruit : effet d'écran ;
- Protéger les bâtiments et zones sensibles par un système d'écran (butte de terre, bâtiment-écran, espace boisé classé...) ;
- Isoler les sources de bruit ou à défaut les façades.

De plus, les établissements ou locaux recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée doivent faire réaliser des études d'impact de façon à limiter le niveau sonore tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des établissements.

Le PLU constitue un outil de prévention permettant de prendre en compte en amont les contraintes acoustiques liées à l'implantation de voies de circulation, d'activités Industrielles, artisanales, commerciales ou d'équipement de loisirs. Une réflexion à ce stade permet d'apporter des réponses efficaces et économiques et prévenir ainsi les impacts sur la santé.

Guide à l'usage des maires :

http://www.bruit.fr/images/stories/pdf/guide_maire_bruits_voisinage.pdf

Le classement sonore des infrastructures de transports terrestres

Cela constitue un dispositif réglementaire préventif. Dans les secteurs déterminés, les futurs bâtiments devront présenter une isolation acoustique renforcée.

L'arrêté préfectoral n°2011-2612 du 20 décembre 2011 portant mise à jour du classement sonore des infrastructures de transport terrestre établit le classement d'un certain nombre d'infrastructures de transport (routes ayant un trafic supérieur à 5 000 véhicules/jour, lignes ferroviaires ayant un trafic supérieur à 50 trains/jour).

Le territoire couvert par la commune de Pagny-la-Blanche-Côte n'est concerné par aucune infrastructure de transport terrestre classée.

Les données relatives au bruit (dont l'arrêté préfectoral de 2011 sont disponibles sur le site internet de la Préfecture : <http://www.meuse.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Nuisances/Le-Bruit>

2.12 - Les périmètres de réciprocité vis-à-vis des exploitations agricoles

Il est de la responsabilité du maire de s'assurer du bon respect des distances réglementaires contenues dans le Règlement Sanitaire Départemental (RSD). Lien RSD : https://www.grand-est.ars.sante.fr/sites/default/files/2017-02/RSD_55.pdf

La loi d'orientation agricole du 09 juillet 1999 a instauré une nouvelle règle de réciprocité concernant des distances d'implantation des exploitations agricoles vis-à-vis des tiers.

Afin de ne pas compromettre l'activité agricole tout en préservant le voisinage, le zonage des secteurs destinés à l'habitat devra prendre en compte les dispositions prévues par la réglementation sanitaire en vigueur sans oublier celle relatives aux installations agricoles classées ICPE.

Les installations agricoles et leurs annexes doivent respecter des distances d'éloignement vis-à-vis des immeubles voisins lors de leur implantation ou de leur extension. Ces distances varient suivant la catégorie de l'exploitation (relevant des ICPE ou du RSD), et la destination du bâtiment. Conformément au principe de réciprocité énoncé à l'article L. 111-3 du Code Rural et de la Pêche Maritime, les bâtiments agricoles de ces établissements génèrent vis-à-vis des tiers des périmètres inconstructibles pouvant atteindre 100 mètres (cas général des bâtiments d'élevages ICPE). Afin de ne pas compromettre l'éventuelle extension des exploitations agricoles, tout en préservant le voisinage, le zonage devra par conséquent prendre en compte les dispositions prévues par la réglementation sanitaire en vigueur, mais également celles relatives aux installations classées agricoles, le cas échéant.

La commune de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE est le siège de 3 ICPE relevant de la DDETSP55, à savoir :

Deux élevages bovins (rubrique 2101) :

- L'EARL de l'île de la Croix (déclaration) dont le siège est situé au 2, rue des Halles
- L'EARL du Blanc Côté (en cours d'enregistrement) dont le siège est situé 19, rue du Puits

En règle générale, les installations classées sous la rubrique 2101 (quelque soit le régime) et leurs annexes doivent être éloignées de :

- au moins 100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des

tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation, des hébergements et locations dont l'exploitant a la jouissance et des logements occupés par les anciens exploitants), des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers.

- exceptions : 50 mètres lorsqu'il s'agit de bâtiments d'élevage de bovins sur litière accumulée et 15 mètres lorsqu'il s'agit d'équipements de stockage de paille et de fourrage ; toute disposition est alors prise pour prévenir le risque d'incendie ;
- au moins 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux;
- au moins 200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées;
- 500 mètres en amont des zones conchyliques
- 50 mètres des berges des cours d'eau alimentant une pisciculture, sur un linéaire d'un kilomètre le long de ces cours d'eau en amont d'une pisciculture

Un élevage de chiens (rubriques 2120) : l'Elevage des Dieux de l'Arène, dont le siège est situé 14, rue du Puits.

En règle générale, les installations classées sous la rubrique 2120 doivent être éloignées de :

- au moins 100 mètres des habitations des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation) ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;
- au moins 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux
- au moins 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées)
- au moins 500 mètres en amont des piscicultures et des zones conchyliques.

2.13 - Les carrières

Dans l'attente de l'approbation du schéma régional des carrières (SRC) pour la région Grand-Est qui intégrera les différents schémas locaux afin d'assurer une cohérence régionale dans la gestion de la ressource, le schéma départemental des carrières (SDC) de la Meuse doit être pris en compte par le SCoT.

Il est consultable sur le site : http://www.meuse.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Installations-classees/Carrieres/Schema-departemental-des-carrieres/node_8071

Le SDC est un outil de décision pour une utilisation rationnelle des gisements minéraux et la préservation de l'environnement.

Il définit les conditions générales d'implantation des carrières dans le département. Il prend en compte l'intérêt économique national, les ressources et les besoins en matériaux du département et des départements voisins, la protection des paysages, des sites et des milieux naturels sensibles, la nécessité d'une gestion équilibrée de l'espace,

tout en favorisant une utilisation économe des matières premières. Il fixe les objectifs à atteindre en matière de remise en état et de réaménagement des sites.

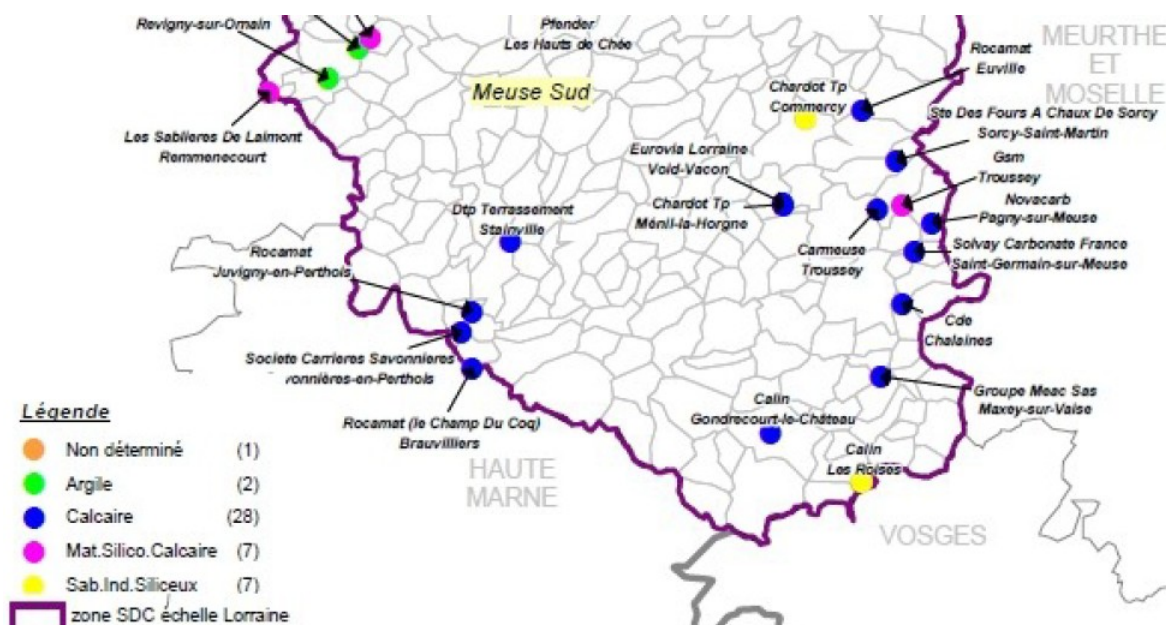
Le SDC de la Meuse, approuvé par arrêté préfectoral du 4 février 2014, s'est fixé les objectifs suivants :

- intégrer les orientations du schéma dans les documents d'urbanisme ;
- préserver les secteurs à forte sensibilité environnementale et paysagère ;
- réduire la consommation d'espaces naturels et agricoles ;
- fonder le réaménagement sur une expertise appropriée ;
- limiter au sein de chaque carrière, les surfaces des différentes phases d'exploitation afin qu'elles restent disponibles pour d'autres usages.

Le territoire de la Communauté de communes Commercy-Void-Vaucouleurs est concerné par la présence de 11 carrières exploitant principalement des gisements de calcaire, et notamment les calcaires des Côtes de Meuse provenant de l'Oxfordien Moyen et supérieur, de pureté notable.

Cette formation géologique, entaillée par le lit de la Meuse, se présente sur une épaisseur maximale pouvant atteindre 150 mètres.

Ce calcaire dit "à chaux grasse sidérurgique" très employé en chimie lourde constitue aussi le principal ingrédient dans l'élaboration de la chaux.



La production des carrières de calcaire de la Meuse destinée à l'industrie représente plus du tiers de la production française avec près de 6 millions de tonnes extraites par an.

Aucune carrière en activité n'est recensée sur le territoire de Pagny-la-Blanche-Côte. Cependant d'anciennes carrières sont tout de même présentes sur le territoire communal.

2.14 - L'habitat indigne

Le nombre de signalements et plaintes liés à l'habitat indigne est centralisé par le Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne (PDLHI). Les données sont disponibles auprès du service urbanisme et habitat de la DDT.

Le PDLHI réalise la centralisation des données liées à l'habitat indigne ce qui lui permet d'avoir une vision globale de la situation concernant l'habitat indigne sur l'ensemble du territoire départemental.

Le PDLHI comporte un comité technique qui assure le suivi des situations signalées afin de mettre en place un programme d'actions.

Lutte contre le saturnisme

Le saturnisme infantile peut être causé par un habitat dégradé antérieur à 1949. En effet les peintures au plomb de l'habitat ancien sont les premières source de contamination des cas signalés.

Cette substance est toxique même à de faibles concentrations.

Le Constat de Risques d'Exposition au Plomb (CREP) sont obligatoires pour les bâtiments à usage d'habitation construits avant le 1 janvier 1949.

2.15 - La qualité de l'air

Qualité de l'air extérieur

Conformément à l'article L. 220-1 du code de l'environnement : « *L'État et ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs établissements publics ainsi que les personnes privées concourent, chacun dans le domaine de sa compétence et dans les limites de sa responsabilité, à une politique dont l'objectif est la mise en œuvre du droit reconnu à chacun à respirer un air qui ne nuise pas à sa santé. Cette action d'intérêt général consiste à prévenir, à surveiller, à réduire, ou à supprimer les pollutions atmosphériques, à préserver la qualité de l'air et, à ces fins, à économiser et utiliser rationnellement l'énergie* ».

À ce titre, tous les documents d'urbanisme doivent permettre de maîtriser les besoins de déplacement et prévenir les pollutions et nuisances. Le PLU peut notamment :

- prendre en compte les bâtiments d'élevage et respecter les distances minimales entre les zones d'habitation et les exploitations agricoles afin d'éviter de potentielles nuisances olfactives ou sonores auprès des populations riveraines ;
- intégrer la problématique des transports en prévoyant par exemple d'éloigner les futures zones habitées des principaux axes routiers générateurs de pollution ou encore des zones industrielles/artisanales ;
- favoriser le développement des circulations douces.

Qualité de l'air intérieur

La loi Grenelle a rendu obligatoire la surveillance de la qualité de l'air intérieur dans certains établissements recevant du public sensible. Le nouveau dispositif réglementaire 2018-2023 pour la surveillance de la qualité de l'air intérieur dans les lieux accueillants des enfants rend progressive cette nouvelle obligation qui doit être mise en œuvre avant le :

- 1er janvier 2018, pour les établissements d'accueil collectifs d'enfants de moins de six ans, les écoles maternelles et les écoles élémentaires sont soumis à l'obligation de surveillance ;
- 1er janvier 2020 pour les centres de loisirs et les établissements d'enseignement ou de formation professionnelle du second degré (collèges, lycées, etc.) ;
- 1er janvier 2023 pour les autres établissements.

Le dispositif prévoit :

- la réalisation d'une évaluation des moyens d'aération et de ventilation (à l'aide d'un rapport type),
- la mise en œuvre, au choix, d'un programme d'actions de prévention dans l'établissement réalisé à partir d'un bilan des pratiques observées dans l'établissement ; ce bilan est conduit à l'aide de grilles d'auto-diagnostic renseignées par les intervenants dans l'établissement d'une campagne de mesures de polluants réalisées par des organismes accrédités.

Le déploiement du dispositif est à la charge du propriétaire de l'établissement.

D'autres informations sont disponibles à l'adresse : <https://www.grand-est.ars.sante.fr/qualite-de-lair-interieur-7>

2.16 - Risque allergène et espèces nuisibles

Une diversification des plantations (propositions architecturales et paysagères) réduisant les effets sur la santé des populations sensibles à certains pollens en limitant l'implantation d'espèces fortement allergènes (bouleaux, cyprès, frênes, platanes, etc.) doit être proposée. Une liste d'arbres d'ornementation à caractère allergisant est disponible sur le site internet du Réseau National de Surveillance Aérobiologique : www.rnsa.asso.fr

Parallèlement, certaines espèces nuisibles ont fait leur apparition de manière prégnante. À noter le développement des chenilles processionnaires, des tiques et moustiques et sur le plan végétal, l'apparition et la nécessité de lutte contre l'ambrosie (arrêté préfectoral de lutte du 26/06/18).

Informations complémentaires disponibles :

<https://www.grand-est.ars.sante.fr/especes-nuisibles-la-sante>

2.17 - Champs électromagnétiques

Les expositions aux champs électromagnétiques issus des lignes de transport d'électricité ou d'installations de téléphonie mobile, suscitent des inquiétudes croissantes des populations. C'est pourquoi, il apparaît important de prendre en compte ce point dans les projets d'habitat au regard des textes réglementaires et des recommandations émises en la matière. À noter que depuis janvier 2014, les communes peuvent recevoir de leurs administrés des demandes de mesures via un formulaire spécifique. Une fois ce formulaire rempli par le particulier, il doit impérativement être signé par la commune (ou tout autre organisme habilité) avant d'être envoyé à l'Agence Nationale des Fréquences (ANFR). Les communes peuvent également solliciter directement des mesures auprès de l'ANFR pour leur propre compte. Le financement des mesures de radiofréquences repose sur un fonds public alimenté par une taxe gérée par l'ANFR et prélevée principalement sur les opérateurs de téléphonie mobile.

Informations complémentaires disponibles : www.radiofrquences.gouv.fr et <https://www.anfr.fr/controle-des-frequences/exposition-du-public-aux-ondes/>

2.18 - Les déchets

« Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers » (article L. 541-2 du code de l'environnement).

Les déchets peuvent constituer un risque pour l'environnement et la santé de l'homme ainsi qu'une source de nuisances pour les populations. Pour répondre à ces préoccupations, le code de l'environnement prévoit l'élaboration de plan régionaux de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) qui définissent, notamment, des objectifs en matière de prévention, de recyclage et de valorisation des déchets en déclinant les objectifs nationaux de manière adaptée aux particularités territoriales ainsi que les priorités à retenir pour atteindre ces objectifs.

Le PRPGD remplace le plan régional de prévention et de gestion des déchets dangereux, le plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux et le plan départemental de prévention et de gestion des déchets issus du bâtiment et des travaux publics et intègre un plan régional d'actions en faveur de l'économie circulaire.

Le PRPGD est une des annexes du SRADDET.

Le PLU doit décrire l'organisation de la collecte et du traitement de l'ensemble des déchets mise en œuvre sur la commune tant pour ce qui concerne les compétences communales qu'intercommunales.

Dans le cas où une ancienne décharge se trouverait sur votre commune, le rapport de présentation du PLU devra mentionner ce site : les conditions de la fermeture et les mesures de protection réalisées, l'état actuel et l'usage prévu. Il faut que le document d'urbanisme conserve la mémoire de ces anciens dépôts. Le PLU devra avoir pour objectif d'éviter que des aménagements incompatibles avec la présence des déchets sous-jacents ne soient réalisés.

Le PLU devra par ailleurs veiller au respect du Plan Départemental de Gestion des Déchets du Bâtiment et des Travaux Publics de la Meuse (arrêté n°2005-913 du 18 avril 2005) ainsi que de la charte pour une gestion durable des déchets de chantier du BTP dans la Meuse signée le 26 février 2007.

Enjeu : Limiter l'exposition des biens et personnes face aux risques et aux nuisances

Dans une optique de réduction de la vulnérabilité du territoire face aux risques, et en absence de Schéma de Cohérence Territorial (SCOT), le PLU et en compatibilité avec le SRADETT, SDAGE le PGRI devra :

- **Inventorier les risques naturels et technologiques** auxquels la commune est soumise,
- **Interdire toute forme d'urbanisation dans les secteurs où le risque d'inondations par ruissellement est le plus fort** et limiter l'urbanisation dans les secteurs où le risque est moindre (prescription dans le zonage, le règlement).
- **Maintenir les champs d'expansion de crues et les zones inondables en zone naturelle (N)** et y interdire les remblais et l'urbanisation.
- **Anticiper l'érosion des berges** en préservant un espace de mobilité des cours d'eau.
- **Prendre en compte le risque d'inondations par remontée de nappes**, même si la commune est peu sensible.
- **Limiter l'urbanisation dans les secteurs les plus exposés aux risques naturels et technologiques.**
- **Réglementer les éventuelles nouvelles constructions dans les secteurs concernés par des nuisances** en imposant un retrait ou en imposant des critères d'isolations acoustique renforcées.

D'une manière générale, dans les secteurs concernés par des risques et/ou nuisances, il conviendra de limiter voire exclure de ces zones, l'implantation des établissements et équipements sensibles (écoles, crèches, maisons de retraite, maisons médicales, centres de secours). Dans le cas où une telle implantation serait envisagée, il conviendra de justifier ce choix et de prévoir toutes les dispositions permettant de réduire l'exposition des personnes et des biens.

3. PROTÉGER ET GÉRER LA RESSOURCE EN EAU

Les objectifs et principes généraux de développement durable énoncés à l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme s'imposent au PLU. Notamment, il devra permettre d'assurer la sécurité et la salubrité publique et d'assurer la préservation de la qualité de l'eau.

Conformément à l'article L. 101-2 6° du code de l'urbanisme, le PLU détermine les conditions permettant d'assurer la protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques.

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 a défini les principes d'une nouvelle politique de l'eau en affirmant que l'eau est un patrimoine commun dont la gestion équilibrée est d'intérêt général. La loi a mis en place des outils de planification décentralisée pour faciliter la mise en œuvre de cette politique.

La commune de Pagny-la-Blanche-Côte est concernée par les objectifs de gestion des eaux et des risques d'inondation et orientations fondamentales et dispositions des :

1. **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)** du district Rhin-Meuse approuvé par l'arrêté n°2015-326 du Préfet coordonnateur de bassin le 18 mars 2022, pour la période 2022-2027.
2. **Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI)** du bassin Rhin-Meuse – District hydrographique de la Meuse approuvé par l'arrêté n°2022-119 du Préfet coordonnateur de bassin le 21 mars 2022.
3. **Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET)** du Grand-Est approuvé par arrêté du 24 janvier 2020.

3.1 - Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)

La compatibilité du PLU au SDAGE pourra être traitée dans un paragraphe spécifique du rapport de présentation. En face de chaque orientation, il sera alors expliqué en quoi les mesures du PLU sont compatibles avec les diverses orientations et **dispositions du SDAGE pour la période 2022/2027.**

La politique de l'eau en France est fondée sur quatre grandes lois et encadrée par la directive-cadre européenne sur l'eau publiée en 2000. Ce texte définit la notion de « bon état des eaux », vers lequel doivent tendre tous les États membres, dont la France. Le territoire français est découpé en 12 bassins. La gestion de ces bassins s'appuie sur la gouvernance d'un comité de bassin et une solidarité financière organisée par une agence de l'eau en métropole et par un office de l'eau en outre-mer (hors Mayotte).

Le SDAGE en vigueur est disponible à l'adresse suivante :

<http://www.meuse.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eau/Les-documents-de-cad战略/Schéma-Directeur-d-Amenagement-et-de-Gestion-des-Eaux-SDAGE/Bassins-RHIN-MEUSE-et-SEINE-NORMANDIE-Programme-de-surveillance-de-l-etat-des-eaux-SDAGE-PGRI>

Dans le cadre de la gestion des eaux et des risques d'inondation, le **SDAGE** fixe les **objectifs suivants en termes de gestion des inondations** :

- **C.3 – objectif 3** : aménager durablement les territoires
- **C.3.2 – objectif 3.2** : préserver les zones d'expansion des crues en milieu non urbanisé et ne pas augmenter les enjeux en zone inondable.
- **C.3.3 – objectif 3.3** : limiter le recours aux aménagements de protection et prendre en compte les ouvrages existants dans les règles d'aménagement.
- **C.3.4 – objectif 3.4** : réduire la vulnérabilité des enjeux par des opérations sur le bâti existant et par la prise en compte du risque inondation dans les constructions nouvelles.
- **C.4 – objectif 4** : prévenir le risque par une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau
- **C.4.1 – objectif 4.1** : identifier et reconquérir les zones d'expansion des crues.
- **C.4.2 – objectif 4.2** : limiter le rejet des eaux pluviales dans les cours d'eau, encourager l'infiltration.
- **C.4.3 – objectif 4.3** : limiter l'accélération et l'augmentation du ruissellement sur les bassins versants ruraux et périurbains, par la préservation des zones humides et le développement d'infrastructures agro-écologiques.
- **C.4.4** – prévenir le risque de coulées d'eau boueuse.

Le programme de mesures du bassin Rhin-Meuse présente les actions nécessaires sur la **période 2022-2027** pour atteindre les objectifs environnementaux définis dans le SDAGE. Certaines de ces mesures sont plus spécifiques à l'unité hydrographique dont peut faire partie la commune de **Pagny-la-Blanche-Côte**.

Ce document est accessible sur le site internet de l'Agence de l'eau : <https://www.eau-rhin-meuse.fr/les-sdage-des-districts-rhin-et-meuse-2022-2027>

3.2 - Disposer d'une ressource en eau potable de qualité et suffisante

Les annexes du PLU devront comprendre, à titre informatif, les schémas des réseaux d'eau, existants ou en cours de réalisation, en précisant les emplacements retenus pour le captage, le traitement et le stockage des eaux destinées à la consommation (R. 151-53 du CU).

Le SDAGE Rhin-Meuse prévoit de protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future en :

- **Protégeant les aires d'alimentation de captage d'eau souterraine** destinée à la consommation contre les pollutions diffuses ;
- **Protégeant les aires d'alimentation de captage d'eau de surface** destinées à la consommation contre les pollutions.

La ressource en eau potable

Le SDAGE Rhin-Meuse prévoit de protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future en :

- protégeant les aires d'alimentation de captage d'eau souterraine destinée à la consommation humaine contre les pollutions diffuses ;
- protégeant les aires d'alimentation de captage d'eau de surface destinées à la consommation humaine contre les pollutions.

Pour les communes et leurs EPCI compétentes en matière de distribution en eau potable, il est rappelé qu'elles ont l'obligation d'arrêter un schéma de distribution d'eau potable, complété le cas échéant, de l'alimentation en eau potable. Ce schéma sera établi au plus tard le 31 décembre 2024 ou dans les 2 ans suivant la prise de compétences à titre obligatoire par la Communauté de Communes, si cette prise intervient après le 1^{er} janvier 2023 (extrait de l'article L 224-7-1 du CGCT).

La commune est comprise dans le périmètre rapproché de la source « LA VIOLE et la source DES HERBUES » qui alimentent la commune de Gibeauveix. Elle est également concernée par les périmètres de protection immédiat, rapprochée et éloignée du « Puits aux ESSARTS », exploité par la commune pour l'alimentation en eau de ces habitants. Cette ressource a fait l'objet d'un avis d'hydrogéologue agréé en juin 2012 mais cette procédure n'a à ce jour pas aboutie.

L'alimentation en eau potable

La collectivité a la responsabilité d'assurer l'alimentation en eau potable de la population avec un approvisionnement en quantité suffisante pour répondre aux besoins en toute circonstance et une qualité conforme aux exigences sanitaires.

En compatibilité avec le SDAGE et le SRADDET, le projet retenu devra permettre :

- **d'assurer à la population**, de façon continue, la distribution d'une eau potable de qualité,
- **de réduire la pollution** de la ressource en eau afin d'assurer à la population la distribution d'une eau de qualité, **notamment par la protection des captages.**

Les fiches de synthèse de la qualité de l'eau potable sont accessibles sur le site internet de l'ARS Grand-Est via le lien suivant : <https://www.ars-grandest.fr/fichequalite/meuse.html>

Sur les paramètres physico-chimique et microbiologique, le suivi analytique de l'ARS Grand-Est permet d'informer les collectivités afin qu'elles prennent les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité sanitaire de la population.

Le contrôle sanitaire de l'eau destinée à la consommation réalisée par l'ARS Grand Est sur le territoire concerné met en évidence que **l'eau d'alimentation est non conforme, à la limite de qualité réglementaire pour le paramètre nitrate**. Les pesticides analysés sont conformes en moyenne annuelle à la limite de qualité réglementaire à la limite du diméthachlore. Toute fois, les concentrations mesurées sont toujours restées inférieures aux valeurs maximales admissibles définies pour la santé. **La consommation d'eau est déconseillée aux femmes enceintes et aux nourrissons de moins de moins 06 mois.**

Un suivi analytique renforcé est réalisé pour vérifier l'évolution de la situation. Des mesures correctives doivent être prises.

La commune de Pagny-la-Blanche-Côte dans le cadre de l'élaboration de son PLU, étudiera les moyens permettant de garantir la qualité de l'eau, destinée à la consommation, conforme à la réglementation.

En compatibilité avec le SDAGE mais également avec le code de l'urbanisme, **l'ouverture à l'urbanisation d'un nouveau secteur ne peut pas être envisagée** si l'alimentation en eau potable de la commune de Pagny-la-Blanche-Côte ne peut pas

être effectuée dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur et si l'urbanisation n'est pas accompagnée par la programmation des travaux et actions nécessaires à la réalisation ou à la mise en conformité des équipements de distribution de traitement.

Le PLU devra comporter une analyse des capacités de ressources et des systèmes techniques (canalisations, ouvrages) assurant l'alimentation en eau potable (captages, réseaux, dispositifs de traitement) et le scénario de développement proposé devra être en adéquation avec ces capacités. Il importe également de faire référence à la performance du réseau et à ses faiblesses éventuelles et, le cas échéant, de prévoir un programme de travaux en adéquation avec les projets de développement. Les plans doivent être annexés au PLU.

Adéquation ressource / besoins

L'élaboration d'un PLU doit être l'occasion d'établir une description détaillée du patrimoine (canalisations, ouvrages) et de son fonctionnement. Les plans doivent être annexés au PLU.

La phase diagnostic est également l'occasion de mesurer l'état actuel de la consommation d'eau potable sur la commune et son adéquation par rapport à la ressource.

En application de l'article 40 – chapitre III- du règlement sanitaire départemental (arrêté préfectoral du 05/08/1981), « *tout logement loué ou occupé devra être muni d'une installation intérieure d'alimentation en eau potable provenant de la distribution publique, d'une source ou d'un puits potable et d'une évacuation réglementaire des eaux usées dans un délai de deux ans après la publication du présent règlement* ».

En conséquence, pour les zones constructibles :

- lorsque le réseau public d'eau potable existe, le branchement sur ce réseau est obligatoire pour toute construction nouvelle à usage d'habitation
- en l'absence de réseau public, les constructions ne seront admises que si le constructeur réalise, à sa charge, des dispositifs techniques permettant de les alimenter (raccordement à un réseau d'eau existant ou bien captage, forage de puits, dans le cadre de la réglementation correspondante et sous réserve de l'avis favorable du maire conformément à l'article L. 2224-9 du code général des collectivités territoriales).

La commune de Pagny-la-Blanche-Côte, dans le cadre de l'élaboration de son PLU, devra étudier les éventuels projets de développement ayant un impact sur la gestion quantitative en eau afin d'anticiper au mieux les besoins futurs. Elle évaluera les besoins supplémentaires liés aux projets d'urbanisation nouvelle.

Le PLU devra comporter une analyse des capacités de ressources et des systèmes techniques (canalisations, ouvrages) assurant l'alimentation en eau potable (captages, réseaux, dispositifs de traitement) et le scénario de développement proposé devra être en adéquation avec ces capacités.

Il importe également de faire référence à la performance du réseau et à ses faiblesses

éventuelles et, le cas échéant, de prévoir un programme de travaux en adéquation avec les projets de développement. Les plans doivent être annexés au PLU.

3.3- Planifier le développement en cohérence avec la capacité du système d'assainissement

L'objectif est la maîtrise de l'évacuation des eaux usées et des eaux pluviales. La politique d'assainissement de la communauté de communes doit être cohérente avec la politique d'aménagement et d'urbanisme.

Les informations qu'apporte le document d'urbanisme sur l'assainissement doivent attester de la préservation de la qualité de l'eau (article L. 101-2 du CU).

Les collectivités doivent s'assurer de la capacité de leur système épuratoire à collecter et traiter les effluents produits sur leurs territoires (eaux domestiques, industrielles et pluviales), ainsi que du respect du schéma directeur d'assainissement (assainissement collectif ou non collectif).

L'intégration des zones d'assainissement dans le PLU (article L. 2224-10 du CGCT) amène les collectivités à délimiter :

- **les zones d'assainissement collectif** où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- **les zones relevant de l'assainissement non collectif** où elles sont tenues d'assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
- **les zones où les mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation** des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- **les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte**, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Pour Pagny-la-Blanche-Côte, il n'y a pas de zonages d'assainissement ni de zonage pluvial.

Les annexes du PLU devront comprendre, à titre informatif, les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement et des systèmes d'élimination des déchets, existants ou en cours de réalisation, en précisant les emplacements retenus pour le captage, le traitement et le stockage des eaux destinées à la consommation, les stations d'épuration des eaux usées et le stockage et le traitement des déchets (art. R. 151-53 du CU).

L'organisation de l'assainissement (collectif et non collectif)

Dans le cadre de l'élaboration des PLU, 2 documents de référence en matière d'assainissement devront être pris en considération :

- Le schéma d'assainissement collectif (lorsqu'il existe) prévu par l'article L2224-8 du CGCT,

- Le zonage d'assainissement prévu par l'article L2224-10 du CGCT.

Par ailleurs, le règlement des différentes zones du document d'urbanisme devra être conforme avec les préconisations figurant au document suivant :

- Le règlement du service d'assainissement en vigueur, prévu par l'article L2224-12 du CGCT.

Enfin, lors de la définition des différentes zones du PLU, il serait intéressant que soient pris en considération les performances de traitement du système d'assainissement collectif éventuel, ainsi que l'état des masses d'eau et le niveau de fragilité du milieu récepteur, via les documents suivants :

- Rapport sur le prix et la qualité du service d'assainissement (RPQS),
- Le diagnostic éventuel du système d'assainissement collectif,
- L'état des masses d'eau à partir des portails de données des Agence de l'Eau,
- Les obligations en matière d'assainissement liées à une déclaration d'utilité publique (DUP) de protection de captage éventuelle.

Lors de l'élaboration du PLU, devront principalement être vérifiées :

- La cohérence du règlement des différentes zones avec le zonage d'assainissement,
- La capacité du système d'assainissement collectif éventuel à accepter la charge de pollution liée au développement urbain envisagé.

Assainissement collectif

L'article 5 de l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 indique que *"Dans le cas de systèmes de collecte en tout ou partie unitaires, les solutions de gestion des eaux pluviales le plus en amont possible sont étudiées afin de limiter les apports d'eaux pluviales dans le système de collecte. Chaque fois qu'elles sont viables sur le plan technico-économique, celles-ci sont prioritairement retenues."* Cet aspect est à prendre en compte dans les réflexions du PLU.

La commune de Pagny-la-Blanche-Côte est en assainissement collectif, en réseaux mixtes (unitaires et séparatifs) avec un traitement des eaux usées domestiques par des filtres plantés de roseaux de 240 équivalent-habitants (taille nominale). Cette compétence est gérée par la commune.
Son système d'assainissement est conforme en 2022.

Dans le cadre du PLU, un bilan des charges actuellement admises en entrée de station d'épuration et de la capacité restante sur ses ouvrages (transport et traitement des eaux usées) pour admettre de nouveaux flux polluants est à effectuer.

Les réflexions menées par la collectivité dans le cadre du développement de

l'urbanisation devront prendre en compte l'exigence de traiter les nouveaux flux polluants. Il s'agira de vérifier la compatibilité des ouvertures à l'urbanisation avec les possibilités de collecte, de transport et de traitement des eaux usées, en lien avec le syndicat compétant, la sensibilité du milieu récepteur (ressource en eau et usages) et l'implantation des équipements d'assainissement, dont l'ensemble des prescriptions techniques sont fixées par l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015, ainsi qu'avec les exigences de la directive cadre sur l'eau visant le bon état des masses d'eau.

De même, des réflexions en matière de réserves foncières pour l'implantation, l'extension des équipements d'assainissement ou de périmètres d'isolement pourront être nécessaires. Conformément à l'article R. 151-34 du code de l'urbanisme, des emplacements réservés pour les stations d'épuration des eaux usées et leurs annexes, ainsi que pour les dispositifs de traitement des eaux pluviales, doivent apparaître dans les documents graphiques, ainsi que les plans de zonage relatifs aux eaux usées et eaux pluviales. Une attention particulière sera portée sur les secteurs équipés de réseaux unitaires.

Le PLU doit éviter que des constructions nouvelles soient implantées dans les zones où elles pourraient subir des nuisances olfactives ou sonores provenant d'un équipement de traitement. Le retrait de 100 mètres entre les habitations et la station d'épuration recommandé dans la circulaire d'application de l'arrêté abrogé du 21 juin 1996 est donné à titre indicatif.

Assainissement non collectif

10 habitations sont en assainissement non collectif sur la commune de Pagny-la-Blanche-Côte.
Un document de définition du zonage d'assainissement est à annexer au PLU.

Pour les constructions existantes ne disposant pas d'un assainissement collectif conforme à l'arrêté ministériel, les dispositions du PLU ne devront pas favoriser leur agrandissement ou transformation générant plus d'eaux usées, s'il n'est pas possible de créer sur la parcelle un assainissement non collectif conforme à la réglementation.

Par ailleurs, **pour les constructions** susceptibles d'être admises **en zone inondable**, le rapport de présentation devra préciser les mesures ou précautions à prendre pour la réalisation de l'assainissement non collectif dans une telle zone.

Les immeubles devront être raccordés au réseau d'assainissement collectif lorsqu'il existe ou dotés d'un assainissement non collectif en l'absence de réseau.

En application de l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales, les communes doivent délimiter, après enquête publique, les zones relevant de l'assainissement collectif et celles relevant de l'assainissement non collectif.

Un document de définition du zonage d'assainissement est donc à annexer au PLU. Dans le cas où ce document n'existerait pas, il conviendra, soit d'initier une procédure spécifique nécessitant une enquête publique, soit de profiter de l'élaboration du PLU.

3.4 - La gestion des eaux pluviales

Enjeux

La gestion des eaux pluviales dans l'élaboration d'un PLU doit répondre à 2 enjeux principaux :

- Préserver la qualité et la quantité des ressources en eau,
- Ne pas aggraver les risques d'inondation et de coulée de boue.

Par conséquent, en plus d'une attention particulière pour limiter l'imperméabilisation des sols, l'infiltration, la récupération et la réutilisation des eaux pluviales devront être privilégiées dans le règlement des différentes zones du PLU.

Le rejet des eaux pluviales en réseau pluvial ou d'assainissement collectif unitaire ne devra être proposé qu'en dernier recours.

Prise en compte

La gestion des eaux pluviales fait l'objet d'un premier plan d'action national pour une gestion durable des eaux pluviales de 2022 à 2024 (cf. documentation jointe).

Celui-ci a notamment pour ambition de mieux intégrer la gestion des eaux pluviales dans les politiques d'aménagement du territoire, de faire de ces eaux, non plus une contrainte mais une ressource, notamment dans la lutte contre les effets du changement climatique, et de réduire leur impact sur la qualité des milieux aquatiques et la ressource en eau.

Rappel réglementaire : article L. 2226-1 du code général des collectivités territoriales :

La gestion des eaux pluviales urbaines correspondant à la collecte, au transport, au stockage et au traitement des eaux pluviales des aires urbaines, constitue un service public administratif relevant des communes, dénommé service public de gestion des eaux pluviales urbaines.

Ce service assure le contrôle du raccordement des immeubles au réseau public de collecte des eaux pluviales urbaines, et le respect des prescriptions fixées en application du dernier alinéa de l'article L. 1331-1 du code de la santé publique et par le zonage défini aux 3° et 4° de l'article L. 2224-10 du présent code ainsi que par les règlements en vigueur. Les modalités d'exécution de ce contrôle sont précisées par délibération du conseil municipal.

Il est nécessaire mettre en place une gestion intégrée des eaux pluviales, en cohérence avec la doctrine pluviale Grand-Est de 2020 et le plan national de gestion durable des eaux pluviales 2022- 2027 .

Le principe est d'éviter l'imperméabilisation dès que possible, la démarche de gestion des eaux pluviales consiste à infiltrer l'eau au plus près d'où elle tombe sauf impossibilité technique démontrée ou aléa lié à un risque naturel (en présence de sous-sol karstique par exemple). Des informations sont également disponibles sur le site des agences de l'eau (cf.Foire Aux Questions sur la Gestion Intégrée des eaux pluviales de l'AERM 2021).

En sus du respect des dispositions du SDAGE, il conviendra d'appréhender au mieux la gestion des eaux de ruissellement. Cette gestion présente un triple enjeu : la limitation du ruissellement à la source, la préservation des axes d'écoulement et le traitement qualitatif des eaux pluviales.

La gestion des eaux pluviales doit respecter les principes posés par la note de doctrine Grand Est. Ainsi, **l'ordre de priorité à respecter en matière de gestion des eaux pluviales est le suivant :**

- **Infiltration du maximum d'eau pluviale possible** (a minima les petites pluies)
- **Rejet du surplus** vers le milieu superficiel
- **En dernier recours**, et à condition de démontrer qu'aucune autre méthode n'est possible avec le raccordement au réseau public existant après étude avec le maître d'ouvrage.

Ces principes sont à adapter aux aléas rencontrés sur le territoire : inondation, cavité, ... Le rapport de présentation doit présenter et justifier les mesures de gestion des eaux pluviales retenues, en examinant notamment les incidences de l'urbanisation sur le dispositif de gestion en place (collecte, stockage, traitement) et éventuellement conduire à la définition des équipements en matière d'assainissement qui seraient rendus nécessaires en raison d'une augmentation de l'urbanisation prévue par ce projet de PLU.

Pour les parties du territoire concernées par une zone inondable, les objectifs en matière d'eaux pluviales doivent être particulièrement adaptés afin de limiter l'augmentation du risque. En plus de définir un objectif de réduction, de la maîtrise et du traitement des ruissellements, les rejets d'eaux pluviales sont également assujettis par le SDAGE à des prescriptions fortes en matière de traitement afin de respecter les objectifs d'atteinte du bon état pour le milieu récepteur.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2224-10 du CGCT, les collectivités doivent délimiter :

- **les zones où les mesures doivent être prises** pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- **les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte**, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

L'article 5 de l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 indique que *"Dans le cas de systèmes de collecte en tout ou partie unitaires, les solutions de gestion des eaux pluviales le plus en amont possible sont étudiées afin de limiter les apports d'eaux pluviales dans le système de collecte. Chaque fois qu'elles sont viables sur le plan technico-économique, celles-ci sont prioritairement retenues."*

Cet aspect est à prendre en compte dans les réflexions du PLU.

L'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones dans le PLU est conditionnée par le respect de la DERU et de l'arrêté du 21 juillet 2015.

Le règlement des diverses zones du PLU doit être adapté en fonction du zonage d'assainissement, des conditions de desserte des terrains par les réseaux d'assainissement ainsi que des filières de traitement à mettre en place spécifiées pour chaque zone. Il est indispensable de vérifier la cohérence entre la collecte (nature et quantité des effluents) et la capacité de traitement des eaux à court, moyen et long terme au regard des ouvertures envisagées à l'urbanisation. De même, l'augmentation de surfaces imperméabilisées et leurs incidences sur les eaux ainsi que la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement doivent être prises en compte dans les évolutions du territoire. L'augmentation de surfaces imperméabilisées doit être compensée par une surface plus conséquente désimperméabilisée et/ou dé-raccordée (gestion économe de l'espace et lutte contre l'artificialisation des territoires du SRADDET).

Réglementation relative aux commerces

La loi du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat a modifié l'article L. 111-19 du Code de l'urbanisme qui impose aux projets soumis à une autorisation d'exploitation commerciale (énumérés à l'article L. 752-1 du code du commerce) qu'ils intègrent sur les aires de stationnement : des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation et préservant les fonctions écologiques des sols

Impacts du projet sur la gestion des eaux pluviales

L'élaboration ou la révision d'un PLU doivent être l'occasion de respecter les dispositions sus-visées et de dresser un état des lieux de la gestion des eaux pluviales sur les communes : collecte, stockage, traitement.

Une fois le projet de la collectivité défini, le rapport de présentation doit présenter et justifier les mesures de gestion des eaux pluviales retenues, en examinant notamment les incidences de l'urbanisation sur le dispositif de gestion en place et éventuellement conduire à la définition des équipements en matière d'assainissement qui seraient rendus nécessaires en raison d'une augmentation de l'urbanisation prévue par ce projet de PLU.

Le règlement et les OAP quant à eux, prennent toute disposition réglementant la gestion des eaux pluviales.

De même, l'augmentation de surfaces imperméabilisées et leurs incidences sur les eaux ainsi que la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement doivent être évaluées et pris en compte dans les évolutions du territoire.

La doctrine régionale Grand-Est qui demande, lors de nouveaux projets, le « zéro rejet » pour les petites pluies et la réduction ambitieuse de l'impact des pluies moyennes et fortes. Cette doctrine est reprise dans le SDAGE. Ces eaux devront être infiltrées à la parcelle autant que possible.

Le principe général de gestion des eaux pluviales est l'infiltration, au plus près possible de leur lieu de production (gestion dite « à la parcelle »), conformément au SDAGE et au SRADDET.

En cas d'impossibilité d'infiltration, conformément à la règle n°25 du SRADDET, « les surfaces imperméabilisées dont les eaux pluviales rejoignent directement un réseau de collecte ou un cours d'eau devront être compensées à hauteur de 100 % en milieu rural ».

Pour les parties du territoire concernées par une zone inondable, les objectifs en matière d'eaux pluviales doivent être particulièrement adaptés afin de limiter l'augmentation du risque. En plus de définir un objectif de réduction, de la maîtrise et du traitement des ruissellements, les rejets d'eaux pluviales sont également assujettis par le SDAGE à des prescriptions fortes en matière de traitement afin de respecter les objectifs d'atteinte du bon état pour le milieu récepteur.

En outre, l'eau pluviale peut constituer une ressource dont les usages sont multiples, notamment pour l'arrosage. En cela, le PLU peut prévoir, notamment dans le règlement et les OAP, toute disposition encourageant ou imposant la mise en place de dispositif de récupération.

Enjeu : Protéger et gérer la ressource en eau

Le PLU de Pagny-la-Blanche-Côte devra être compatible avec le SDAGE Rhin-Meuse, et prendre en compte notamment les enjeux liés aux zones humides. Il conviendra en particulier de :

- **Protéger la ressource en eau** en suivant les prescriptions édictées pour la **protection des captages d'eau potable**. En particulier, il conviendra de limiter l'urbanisation à proximité de ces captages en maintenant les zones naturelles dans les périmètres de protection.
- **Maîtriser l'adduction d'eau potable et le traitement des eaux usées** en vérifiant la compatibilité des projets d'aménagement avec la capacité des réseaux existants et à créer.
- **Gérer les eaux pluviales** en prenant en compte la gestion intégrée des eaux pluviales (doctrine Grand-Est, plan national et sites des agences de l'eau (doctrine Grand-Est, plan EAU et site de l'Agence de l'eau) ainsi qu'en prévoyant des dispositifs visant à **limiter l'imperméabilisation des sols** et à assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales.
- **Définir leur zonage d'assainissement en ce qui concerne les eaux usées** et/ou les eaux pluviales. Un document de définition du zonage d'assainissement est à annexer au PLU. Dans la mesure où ce document n'existe pas, il convient soit d'initier une procédure spécifique nécessitant une enquête publique, soit de profiter de l'élaboration du PLU (dans ce cas, un arrêté précisera que l'enquête porte sur les deux objets).

Les plans de zonage relatifs aux eaux usées et pluviales sont obligatoires au titre de l'article L2224-10 du CGCT. Ils doivent être intégrés en annexe du PLU.

4. IDENTIFIER ET APPORTER UNE RÉPONSE ADAPTÉE AUX BESOINS EN LOGEMENTS

*Les objectifs et principes généraux de développement durable énoncés à l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme s'imposent au PLU. Ainsi, le PLU doit **prévoir des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes** pour la satisfaction des besoins présents et futurs en matière d'habitat. La mixité sociale dans l'habitat vise à répondre au mieux aux besoins présents et futurs, l'hétérogénéité des générations, des catégories sociales et des modes d'habitat sur le territoire.*

Un **Plan Départemental de l'Habitat (2016-2021)** est en vigueur dans la Meuse. Ses préconisations par rapport à la politique de l'habitat sont principalement :

- Intégrer l'objectif de remettre des logements sur le marché dans le cadre des OPAH intercommunales à venir ;
- Appuyer la stratégie de lutte contre la vacance mise en œuvre par l'OPH Meuse ;
- Mobiliser les acteurs locaux (INFO Énergie, CMAL, ANAH, travailleurs sociaux) pour rénover, adapter l'habitat ancien au besoin des ménages (notamment aux personnes vieillissantes), le rendre attractif et revitaliser le centre bourg ;
- Développer une offre en petits logements, abordable au niveau financier (ménages de petite taille, jeunes couples, familles monoparentales) pour accueillir de jeunes foyers et prévenir le vieillissement de la population (dessalement, décohabitation, vieillissement ou rajeunissement avec de nouveaux ménages) ;
- Favoriser le comblement des dents creuses.

Ce document est accessible sur le site du département de la Meuse à l'adresse suivante : <http://www.meuse.fr/page.php?url=cadre-de-vie/habitat-et-amenagement-du-territoire/habitat/orientations-politiques-departement-en-matiere-d-habitat>

La loi Climat Résilience adoptée le 22 août 2021 portant sur la lutte du réchauffement climatique et le renforcement de la résilience aborde la thématique de l'habitat en prenant des mesures pour la rénovation énergétique des bâtiments et la diminution de la consommation d'énergie.

Les règles générales du fascicule du SRADDET concernant le logement avec lesquelles le PLU doit être compatible sont les suivantes :

Règle n°16 : sobriété foncière

Règle n°17 : Optimiser le potentiel foncier mobilisable

Règle n°22 : Optimiser la production de logements.

4.1 - Une commune sous l'influence de l'attractivité de Nancy.

La commune de Pagny-la-Blanche-Côte fait partie de l'aire d'attraction de Nancy, dont elle est une commune de la couronne. En 2020, la commune comptait 234 habitants, en diminution de 4 % par rapport à 2014 (Meuse : -4,45 %).

Une migration professionnelle existe à Pagny-la-Blanche-Côte majoritairement vers Nancy, un peu moins vers Toul.

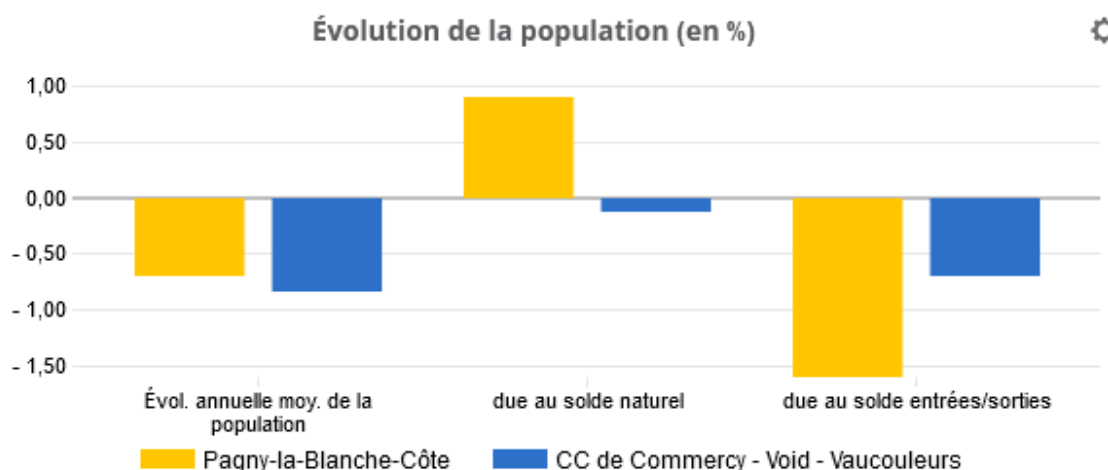
4.2 - Typologie de la population

Afin de pouvoir produire une offre de logement qui réponde aux besoins et aux capacités financières de la population, il conviendra tout d'abord de procéder à une analyse précise de la typologie de la population.

Une dynamique de l'évolution de la population à analyser attentivement

En 2020, la commune comptait 234 habitants, soit une diminution de 4 % par rapport à 2014, tandis que la Meuse enregistre une diminution de 4,45 % du nombre d'habitant entre 2014 et 2020, et 4,85 % pour la CC CVV.

La commune de Pagny-la-Blanche-Côte présente une perte démographique moins importante que la CC ou la Meuse. Ce phénomène est peut-être lié à un solde naturel positif et à l'aire d'attractivité de Nancy.

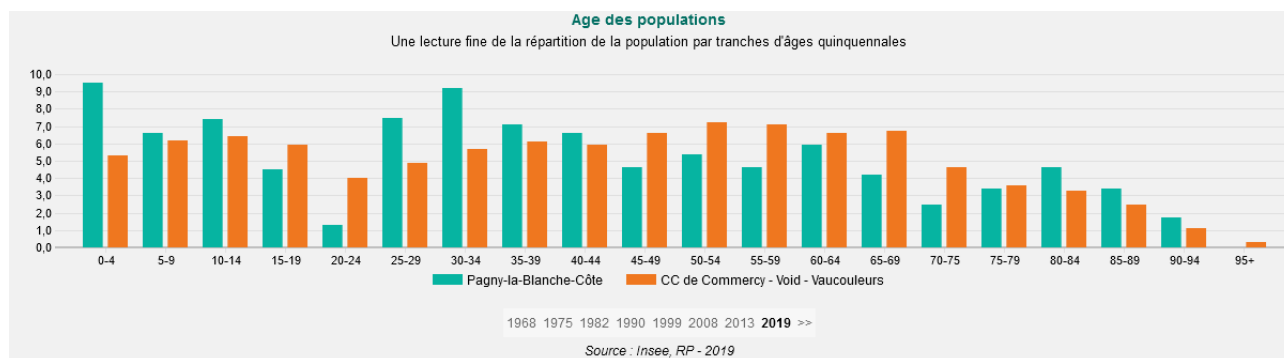


1968-1975 1975-1982 1982-1990 1990-1999 1999-2009 2009-2014 **2014-2020** >>

Source : Insee, séries historiques du RP, exploitation principale - État civil - 2014-2020

Le solde naturel de Pagny-la-Blanche-Côte est positif (0,9 % de 2014 à 2020), contrairement à la CC où il est négatif. Le taux de natalité, entre 2014 et 2020, est de 16‰, supérieur au taux de la CC CVV (9,8‰) et à celui de la Meuse, qui est de 9,3‰.

Avec une baisse démographique et une stabilité du nombre de ménage, il y a donc un desserrement des ménages. D'après les données INSEE, la taille des ménages baisse depuis 1968.



Un revenu médian inférieur tout comme le taux de chômage

La médiane du revenu disponible par unité de consommation sur la commune de Pagny-la-Blanche-Côte, de 20 430 €, est inférieure à celle de la CC Commercy-Void-Vaucouleurs (20 820 €) et à celle du département (21 320 €).

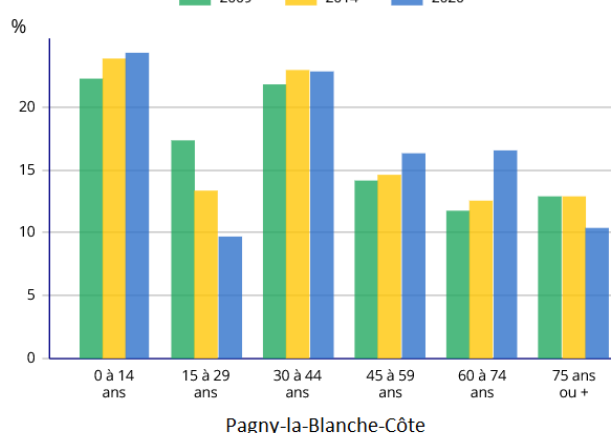
Le taux de chômage en 2020 est inférieur au taux de la Meuse : 10,2 % pour 12,6 % dans la Meuse, 13,9 % pour la CC CVV. Ce phénomène est peut-être lié aux migrations professionnelles massives vers Nancy et Toul et un prix de l'immobilier inférieur à ces villes.

Le nombre de ménages fiscaux est relativement stable depuis 2011, alors qu'il a augmenté pour la CC Commercy – Void- Vaucouleurs, tout comme en Meuse et en France.

Une population relativement jeune

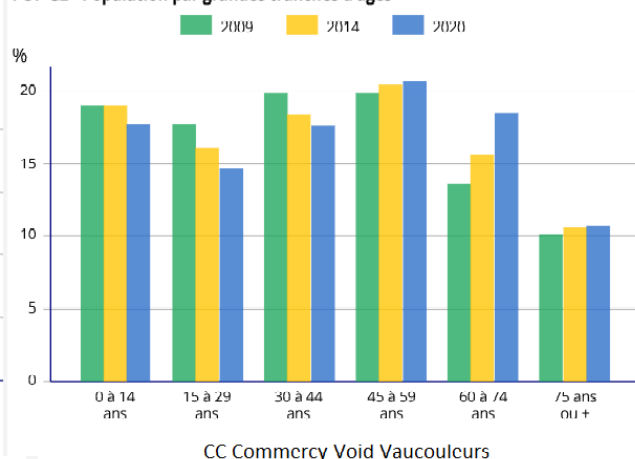
Population par tranche d'âge à Pagny-la-Blanche-Côte

POP G2 - Population par grandes tranches d'âges



Source : Insee, RP2009, RP2014 et RP2020, exploitation adaptée, récapitulatif du 01/01/2021

POP G2 - Population par grandes tranches d'âges



Source : Insee, RP2009, RP2014 et RP2020, exploitation adaptée, récapitulatif du 01/01/2021

La tranche d'âge des 30-44 ans est relativement stable et plus importante à Pagny-la-Blanche-Côte que dans la CC. Ceci est, peut-être, à mettre en lien avec un taux de natalité favorable. La part des 0-14 ans est également plus élevée que dans la CC. Ces chiffres témoignent d'un rajeunissement de la population.

Indice de vieillissement

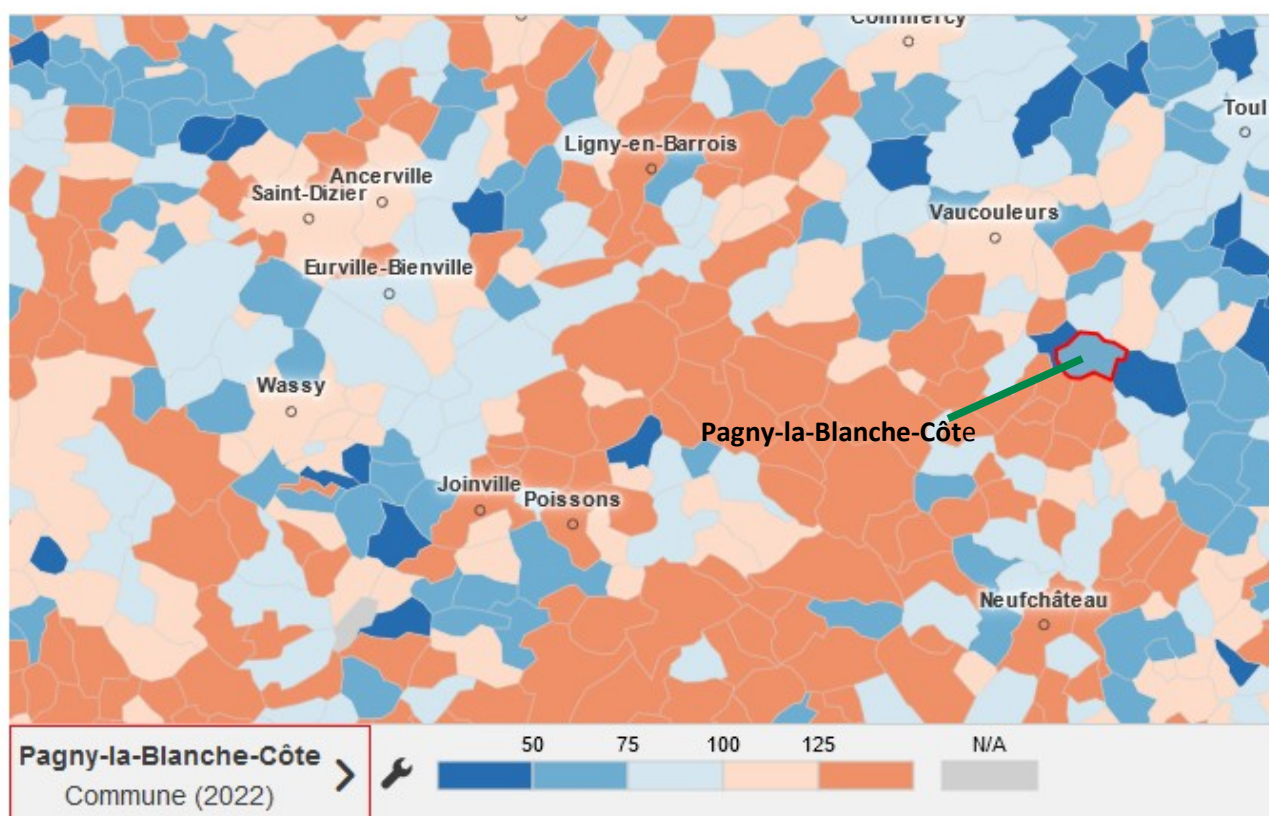
À Pagny-la-Blanche-Côte, l'indice de vieillissement, en 2019, est de 70 personnes de plus de 65 ans pour 100 jeunes de moins de 20 ans. À Vaucouleurs, il est de 112 personnes de plus de 65 ans pour 100 jeunes de moins de 20 ans. La population est donc plus jeune sur Pagny-la-Blanche-Côte. Ceci est également le cas pour les communes à proximité de Toul et de Nancy.

La population rajeunit (indice de 80 en 2013), pour autant cette tranche d'âge quitte la commune.

En outre, la taille des ménages est de 2,28, en diminution depuis 1990. 62,2 % des ménages sont des ménages d'une personne ou un couple sans enfant.

La population de Pagny-la-Blanche-Côte est donc une population plutôt jeune, active et en composée de ménages d'une personne ou de couple sans enfant.

1 Indice de vieillissement (personnes ≥ 65 ans pour 100 jeunes de < 20 ans) 2019 ▼



Le desserrement des ménages à prendre en compte

La taille des ménages sur Pagny-la-Blanche-Côte est en légère diminution depuis 2008.

Le desserrement des ménages correspond à la diminution de la taille moyenne des ménages. Les facteurs sont multiples : vieillissement de la population, décohabitation des jeunes, séparation, ou encore augmentation du nombre de familles monoparentales.

Le desserrement des ménages induit donc un besoin en logement : pour loger le même nombre d'habitants (selon une date de référence), il peut naître un besoin de disposer de plus de logements, de plus petite typologie.

Cependant, il convient de distinguer deux types de desserrement des ménages : le desserrement sur la population de moins de 65 ans, et celui sur la population de plus de 65 ans

Population de + de 65 ans (traitée dans la partie vieillissement de la population)



Le desserrement de la population de + 65 ans induit un besoin en logement nouveau négligeable. En effet, les situations rencontrées peuvent être les suivantes partant d'un couple :

- décès d'un des deux conjoints : diminution de la taille des ménages sur la commune, mais pas de besoin en logement ou alors plutôt un besoin de typologie différente : structure spécialisée, petite typologie, qui entraînerait la remise sur le marché du grand logement
- placement d'un des deux conjoints en structure spécialisée : diminution de la taille des ménages sur la commune ou alors plutôt un besoin de typologie différente : structure spécialisée, petite typologie, qui entraînerait la remise sur le marché du grand logement.

Il convient d'exclure la population de plus de 65 ans du calcul du desserrement des ménages.

- **Population de – de 65 ans**



Le desserrement de la population de moins 65 ans induit un réel besoin en logement.

Les situations sont multiples :

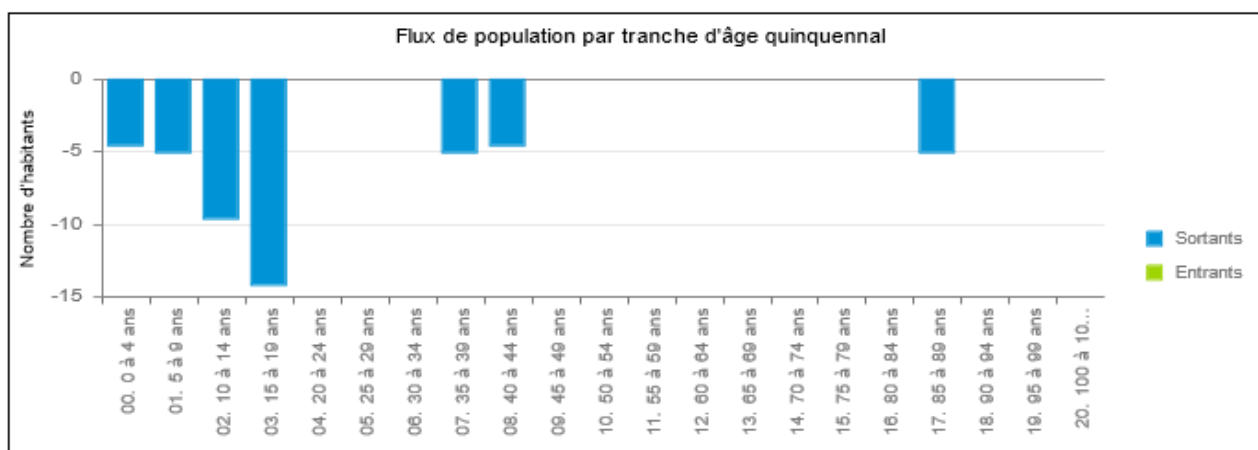
- décohabitation des jeunes,
- divorces,
- augmentation des familles monoparentales.

Migration résidentielle

source : GéoKit3-RP-Migrations résidentielles 2019

Les migrations résidentielles concernent surtout les moins de 19 ans, pour autant les 0-14 ans présentent une augmentation. La migration des 15-19 ans est peut-être liée à l'absence d'offre scolaire.

Les migrations résidentielles concernent plus les personnes sans emploi et les familles monoparentales.



Il revient au PLU de faire une analyse précise concernant le besoin éventuel de desserrement des ménages sur la commune en faisant bien la distinction des types de population concernées par ce besoin. **Les besoins en logement à satisfaire ne sont pas les mêmes qu'ils soient liés au desserrement des ménages ou liés à l'accueil de nouvelles populations.**

En effet, si ces dernières souhaitent bien souvent accéder à la propriété, les besoins liés au desserrement des ménages sont généralement différents en fonction des situations.

Ainsi, si le PLU justifie d'un besoin lié au desserrement des ménages, les logements prévus devront être en adéquation avec les besoins et ressources de ces populations :

- **Les logements locatifs groupés** (exemple : maisons accolées), petites parcelles en accession à la propriété (environ 400 m²).
- **Les enjeux liés au vieillissement** doivent être appréhendés dans le cadre de l'élaboration du PLU : dépendance, accessibilité et adaptation du logement, en tenant compte des marges de manœuvre financières limitées de ces ménages.
- **Les besoins en termes d'amélioration des logements** pour favoriser le maintien à domicile des personnes âgées pourront être évalués et des actions dans ce domaine pourront également être inscrites dans le PLU.

Par ailleurs, il s'agit de **garantir au maximum la pérennité des investissements** aux bénéfices des personnes âgées. Les logements de petites typologies, adaptés aux personnes vieillissantes et modestes peuvent par exemple répondre aux besoins de jeunes ménages en début de parcours résidentiel. En effet, même si le public est très différent, les besoins en matière de résidence sont convergents. Il pourrait aussi s'agir de favoriser la production **de produits modulables** afin de garantir **leur adaptabilité à la demande et ainsi d'optimiser leur utilisation.**

4.3 - Typologie de logement

Données générales

La commune compte 147 logements en 2020. Le nombre de logements a augmenté entre 2014 et 2020 (+10).

LOG T1 - Évolution du nombre de logements par catégorie en historique depuis 1968

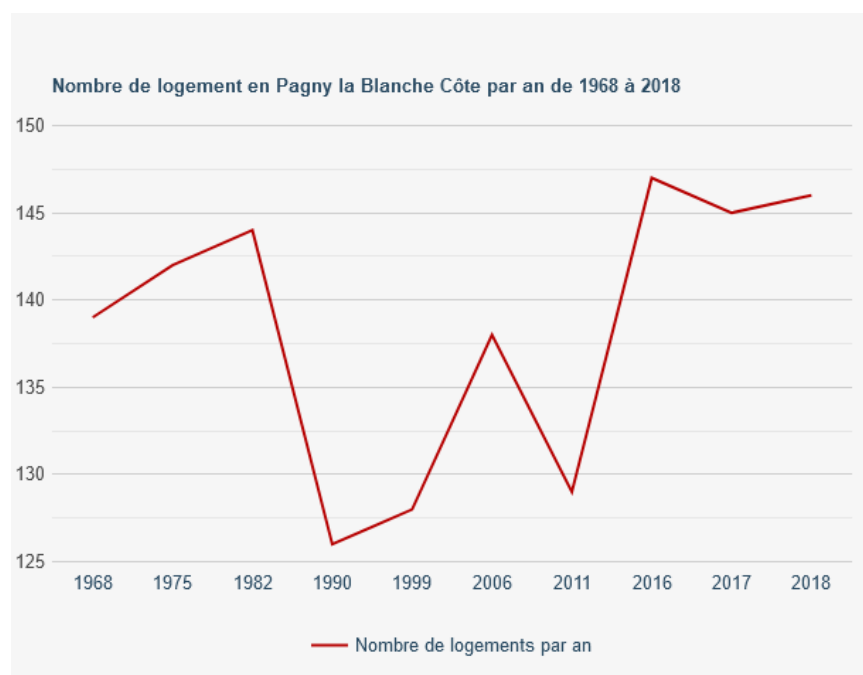
	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2009	2014	2020
Ensemble	139	142	144	126	128	141	137	147
Résidences principales	117	102	94	79	88	105	106	102
Résidences secondaires et logements occasionnels	7	20	29	33	35	27	18	18
Logements vacants	15	20	21	14	5	9	13	26

(*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2023.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2009 au RP2020 exploitations principales.

Le parc est composé de 139 maisons individuelles à Pagny-la-Blanche-Côte. Le nombre de maisons individuelles a progressé de 5% entre 2014 et 2020, soit 7 nouvelles constructions. Il existe 7 appartements. Il s'agit principalement de grandes typologies (59 % des résidences principales ont 5 pièces ou plus)



Sur 50 ans, le nombre de logements est passé de 139 en 1968 à 146 en 2018. Soit une évolution moyenne annuelle de 0 nouveau logement.

Sur une période plus courte de 10 ans, l'évolution du nombre de logements annuel est de 1 nouvelle construction par an.

La vacance est de 17,7 % en 2020, pour 12,2 % en Meuse et 12 % dans la CC CVV. Le nombre de logements vacants a doublé sur 5 ans, soit 13 logements vacants de plus. D'après l'étude de la DREAL menée en 2020, cette vacance concerne surtout les maisons de ville ou de faubourg.

Il s'agit quasiment de la même augmentation que le nombre de logement. Cette vacance peut être liée au temps de changement des occupants. Il faudra toutefois être vigilant sur le fait que les nouvelles constructions n'entrent pas en concurrence avec l'existant et risquerait d'augmenter la vacance.

Le pourcentage de ménage propriétaire est d'environ 87,9%, soit 23% de plus que la moyenne départementale ou de la CC. Il s'agit majoritairement de maison. La part de ménage ayant emménagé depuis plus de 10 ans est de 63,8%, supérieure à la valeur de la Meuse (58,3%) et de la CC (57,8%). De même, l'ancienneté moyenne des logés gratuitement est de 19,8 années, tandis que pour la Meuse, elle est de 14,3 et 15,2 pour la CC. Les logés gratuitement désignent les personnes hébergées par la famille ou logés par l'employeur. Les ménages sont donc installés depuis plus longtemps dans la commune.

Le PLU devra prendre en compte ces éléments dans l'élaboration du PLU afin d'accroître son attractivité en créant une offre de logement adaptée à l'évolution de la population de la commune de Pagny-la-Blanche-Côte.

Il s'agira aussi d'accompagner l'acquisition et la réhabilitation des biens anciens pour favoriser l'installation et l'investissement de jeunes ménages sur le territoire.

En outre, le PLU devra être l'occasion d'une réflexion approfondie sur les éventuels outils que la collectivité pourrait déployer afin de maintenir un taux de vacance pour fluidifier la revente du patrimoine ancien.

La taille des ménages

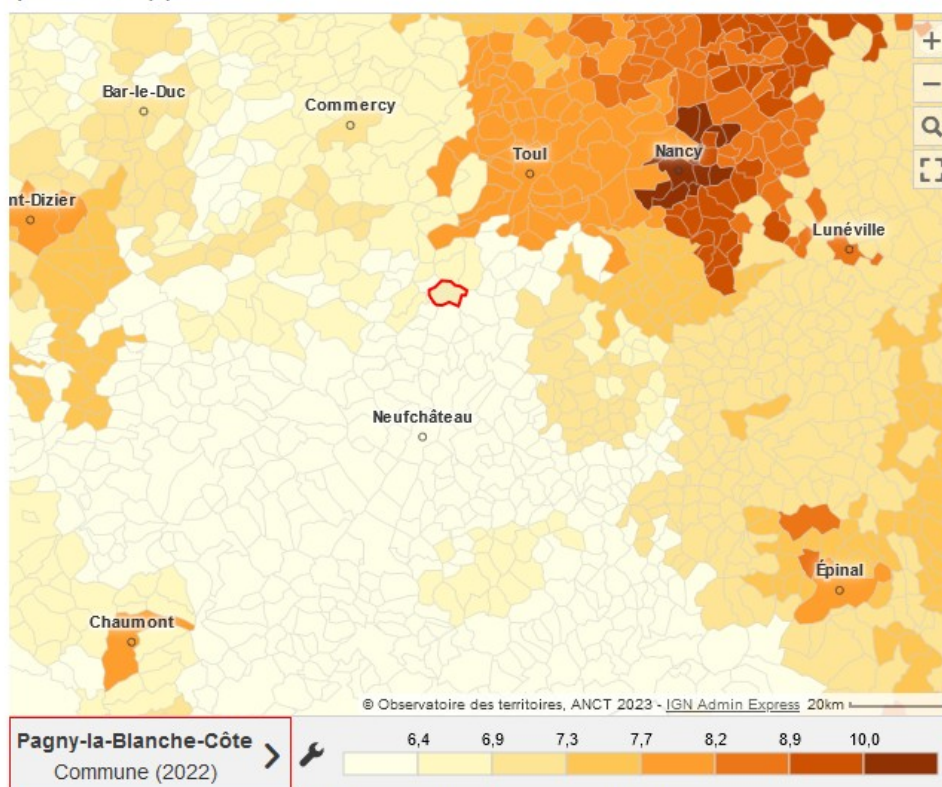
	2009	2014	2020
Taille des ménages	2,36	2,31	2,28
Nbre 1 pièce	1	1	2
Nbre 2 pièces	4	3	6
Nbre 3 pièces	13	9	8
Nbre 4 pièces	24	31	28
Nbre 5 pièces ou plus	63	62	59
Nbre de résidences principales	105	106	102

La taille des ménages baisse depuis 1968. Le nombre de petits logements a augmenté depuis 2014, et celui des 4 pièces et plus, a diminué.

Pour autant, il n'y a pas d'offre suffisante de logements de petites typologies, ce qui peut être problématique dans le cadre du parcours résidentiel. En effet, le flux migratoire résidentiel fait apparaître une évolution de -30 % pour les plus de 75 ans et des moins de 29 ans. Ce phénomène peut confirmer une inadéquation de l'offre en logement, ou d'une offre en service, emploi.

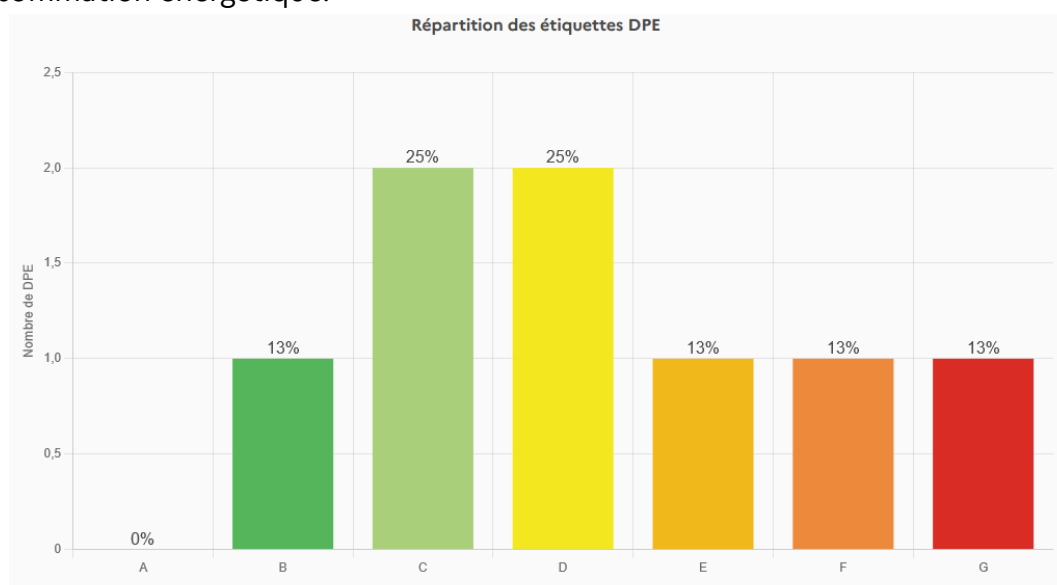
Prix des logements

1 Loyer d'annonce par m² charges comprises pour une maison type du parc privé locatif (€) 2022



La carte des loyers ci-dessus montre que les loyers sont moindres à Pagny-la-Blanche-Côte qu'à Toul ou Nancy, ceci étant certainement une des raisons des migrations professionnelles. Pour autant, il s'agit d'être vigilant, car le contexte actuel d'augmentation des coûts énergétiques pourrait avoir une incidence sur le futur, les personnes chercheront peut-être à se rapprocher de leur lieu de travail.

De plus, même si le prix d'achat ou de location d'un bien immobilier est moindre, il faudra rester vigilant aux capacités financières pour la rénovation énergétique et/ou la consommation énergétique.



Source : ADEME- DPE

Ces données doivent être interprétées avec précaution. En effet, le DPE est obligatoire seulement pour une vente, une location ou à l'achèvement de toute nouvelle construction. Ainsi, tous les biens ne sont pas dotés d'un DPE. À ce titre, la base de données DPE ne couvre pas l'ensemble du parc immobilier et elle n'en est pas représentative.

Toutefois, d'après les données INSEE 2020, 72 % des résidences principales ont été construites avant 1970 dont 59 % avant 1919. La rénovation énergétique devra être prise en compte dans le PLU.

Logements sociaux

Compte tenu de sa population, la commune n'est pas soumise aux obligations liées à la loi solidarité urbaine (pourcentage minimum de logements sociaux pour les communes d'au moins 3 500 habitants (article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation).

Bien qu'il n'y ait pas d'offre en logements sociaux, d'après les données Filocom 2019, 32,4 % des ménages sont éligibles au parc très social, avec des revenus <60% des plafonds HLM (30,3 % pour la CC CVV, 28,3 % pour la Meuse et 73,3 % des ménages sont éligibles au parc social (63 % pour CC CVV et 59,3 % pour la Meuse)

Rappelons qu'un logement « social » est :

- loué pour un prix modéré à des personnes ayant des revenus modestes ou moyens qui ne peuvent supporter des coûts trop importants pour se loger, à noter les aides à la personne (AL et APL) qui viennent atténuer le poids des loyers ;
- financé par des subventions (État, Région, Département, EPCI, communes), des prêts privilégiés (caisse des Dépôts et consignations, banques, collecteurs 1 % logement) et des avantages fiscaux dans le cadre d'une convention avec l'État ;
- construit en accord et en collaboration avec la commune, par un bailleur social (Office HLM, SA HLM, SEM, OPAC, etc.) qui en plus de son expérience peut apporter des fonds propres pour compléter le financement.

Il convient de rappeler que 2/3 des ménages français sont en dessous des plafonds de ressources et peuvent donc prétendre à un logement social.

Un logement très social du parc public est réservé à des personnes à faibles revenus. Généralement, les retraités ou jeunes ménages peuvent notamment y prétendre. La création éventuelle de ce type de logements devra autant que possible prendre en compte la présence de commerces de proximité et de réseaux de transport en commun.

Afin de promouvoir la mixité sociale, la diversité et la qualité de l'habitat, il convient que dans le cadre de l'élaboration de son PLU, la commune de Pagny-la-Blanche-Côte doit encourager la **création d'une offre de logement diversifiée adaptée aux besoins actuels** (perte d'autonomie liée au vieillissement de la population, besoin en petites typologies lié au desserrement des ménages).

Pour atteindre la meilleure proportion possible de logements sociaux parmi les créations de logements, la commune a la possibilité dans les zones urbaines (U) ou à urbaniser (AU) :

- **soit de « délimiter, dans les zones urbaines ou à urbaniser, des secteurs dans lesquels les programmes de logements comportent une proportion de logements d'une taille minimale qu'il fixe »** (article L. 151-15 du CU) ;

- **soit d'instituer** « *des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de programmes de logements qu'il définit* » (article L. 151-41 du CU).

Ces outils permettront au PLU de répondre aux demandes de l'article L. 101-2 du CU en termes de mixité sociale et de diversité de l'habitat.

Accueil des gens du voyage

Le schéma départemental d'accueil et d'hébergement des gens du voyage a été approuvé le 13 avril 2021.

Il n'y a pas de prescription concernant la commune de Pagny-la-Blanche-Côte, ni pour la CC.

Enjeu : Identifier et apporter une réponse adaptée aux besoins en logements

En synthèse, d'un point de vue « qualitatif », la commune a une population relativement jeune, avec un solde naturel positif. Le revenu médian est inférieur à celui de la CC, tout comme le taux de chômage. Il revient au PLU d'étudier ces phénomènes précisément pour permettre un rééquilibrage territorial, en prenant en compte notamment la situation des jeunes et des navetteurs.

En cela, le PLU devra :

- **Se baser sur un scénario démographique crédible et circonstancié**, en termes de population nouvelle et d'attrait pour les résidents entrants. Le parc de logements de Pagny-la-Blanche-Côte est majoritairement constitué de maisons de grande typologie (plus de 57% de logements de 5 pièces et plus), or 62,2 % des ménages sont des ménages d'une personne ou un couple sans enfant. Il convient de réfléchir à un parcours résidentiel adapté.
- **Prendre en compte les besoins de la population de plus de 75 ans et des moins de 24 ans**, en fixant des objectifs de production de logements de petites typologies et adaptés à leurs revenus. Il n'y a quasiment pas d'offre en petites typologies.
- **Proposer une réponse adaptée au défi que représente le vieillissement de la population et l'augmentation du nombre de personnes dépendantes**, en travaillant à leur maintien dans un domicile adapté.
- **Proposer des offres de logements variés qui n'entrent pas en concurrence avec les logements vacants pour éviter l'augmentation de la vacance.**
- **Rendre attractif le parc immobilier** eu égard aux flux migratoires professionnels importants
- **Fixer des objectifs ambitieux de rénovation énergétique du parc de logements.** 72 % des résidences principales ont été construites avant 1970, beaucoup nécessitent des réhabilitations ou des rénovations énergétiques.

5. PRÉSERVER ET METTRE EN VALEUR LES PAYSAGES ET LE PATRIMOINE

L'article L.101-2 du code de l'urbanisme indique que les documents d'urbanisme doivent permettre d'assurer la protection des sites, des milieux et paysages naturels et la sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquable.

L'enjeu paysager et la valorisation des sites d'un PLU sont importants puisqu'ils associent différents partenaires, dont les habitants du territoire tout au long du processus de concertation. Il s'agit d'un moment privilégié pour mener une réflexion globale. La sauvegarde de la qualité des paysages et la maîtrise de l'urbanisation doivent être des préoccupations constantes.

Au-delà des sites remarquables, les paysages ordinaires participent à un processus de reconnaissance et/ou de construction identitaire à l'échelle collective ou individuelle. Il s'agit de dépasser la simple relation affective pour tendre vers un réel vecteur identitaire. Ordinaire et banal, ce paysage se démarque par ses représentations et ses pratiques habitantes pour d'une part donner du sens aux lieux de vie mais aussi des valeurs aux paysages même banaux. La connaissance de ces territoires du quotidien contribue à une meilleure connaissance des façons de les habiter mais aussi à une meilleure réflexion des actions d'aménagement et/ou de développement sur ces territoires et donc contribue à leur durabilité.

Pour identifier et protéger les paysages, la DREAL Grand Est a édité le guide « **Le Grand Est et ses Paysages** » en janvier 2018 : <http://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/les-enjeux-du-grand-est-et-ses-paysages-a17553.html>

5.1 - Les entrées de ville

Principe

En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de 100 m de part et d'autre des autoroutes, des routes express et des déviations, et de 75 m des autres routes classées à grande circulation, sauf exceptions (existant, projet qualitatif).

Cette interdiction ne s'applique pas :

- aux constructions et installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières, aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières, aux bâtiments d'exploitation agricole, aux réseaux d'intérêt public,
- à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension des constructions existantes.

Les entrées de la commune de Pagny-la-Blanche-Côte sont bien définies et gagneraient à être préservées.

Dérogation : réalisation d'une étude d'entrée de ville

Cette disposition législative introduite dans la loi « Barnier » du 2 février 1995 vise à améliorer la qualité des extensions urbaines, en particulier celles situées le long des axes routiers les plus fréquentés.

L'objectif est donc d'amener ces collectivités à concevoir une réglementation de ces zones (en particulier des zones AU) intégrant les paramètres qualitatifs nécessaires en termes de prévention des nuisances, de prise en compte des objectifs de sécurité routière et plus globalement de qualité paysagère, urbanistique et architecturale. Ce n'est qu'à défaut de règles introduites à cet effet dans le règlement opposable des zones concernées que s'applique le principe d'inconstructibilité d'une bande de 100 m ou 75 m.

La commune de Pagny-la-Blanche-Côte n'est pas traversée par une route à grande circulation.

Par conséquent, la commune n'est pas concernée par l'application des articles L. 111-6 à L. 111-8 du CU.

5.2 - Voirie

L'entrée de la commune représente réglementairement une limitation de vitesse. Afin de permettre aux véhicules entrant de percevoir au mieux le caractère urbain (et donc la limitation de vitesse à 50 km/h), **l'aménagement de l'entrée de la commune est à prendre en compte** : panneau de signalisation verticale d'entrée d'agglomération de taille réglementaire, implantation adéquate et pertinente, création de cheminement pour piétons, implantation d'un éclairage public, mise en place d'aménagements paysagers.

Accessibilité

Le PLU respectera les décrets n° 2006-1657, n° 2006-1658 et l'arrêté du 15 janvier 2007 relatifs à l'accessibilité de la voirie aux personnes handicapées, l'aménagement en agglomération et hors agglomération, des espaces publics, de la voirie ouverte à la circulation publique et des zones de stationnement.

Le bruit

Les nuisances sonores posent des problèmes de santé publique et constitue depuis plusieurs années une préoccupation majeure.

La prise en compte du bruit dans le PLU devra se faire selon les quatre principes suivants :

- éloigner les sources de bruit des populations et réciproquement ;
- orienter les bâtiments et les équipements bruyants par rapport aux bâtiments et zones sensibles au bruit ;
- protéger les bâtiments et zones sensibles par un système d'écran (bute de terre, bâtiment écran, espace boisé) ;
- isoler les sources de bruit ou à défaut les façades.

Le PLU devra prendre en compte cette nuisance pour toute urbanisation proche d'une route fréquentée (RD 32).

5.3 - Le paysage et le patrimoine bâti

Le PLU doit prendre en compte la préservation de la qualité des paysages et la maîtrise de leur évolution. Le PADD doit en particulier définir les orientations générales des politiques de paysage.

Le règlement peut en outre « *identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à*

mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation » (article L. 151-19 du CU).

L'utilisation de cet article permet de sauvegarder d'une façon souple et adaptée les éléments du petit patrimoine et du paysage que la commune tient à conserver (lavoir, puits, pigeonnier, arbres isolés, talus plantés). Le fait de désigner aux documents graphiques du PLU ces éléments de patrimoine et de paysage donne une portée juridique à la protection en soumettant toute modification ou démolition à une déclaration préalable.

Pagny-la-Blanche-Côte possède un territoire partagé entre la vallée de la Meuse et le plateau que cette dernière entaille. Les deux entités sont séparées par un coteau très pentu du haut duquel s'ouvre un panorama remarquable. La patrimonialité de ces coteaux, ainsi que les éléments structurant les paysages visibles du haut de ces coteaux (haies, ripisylves notamment), méritent d'être préservés.

Il convient de recenser et délimiter ces éléments de manière fine dans le cadre du diagnostic territorial qui sera effectué dans le cadre de l'élaboration du PLU. Un classement (au titre des espaces boisés classés ou autres) des espaces les plus structurants (coteaux, haies, ripisylves) est à envisager.

Architecture et urbanisme

Selon les articles L.101-2 et L.151-19 du Code de l'urbanisme (CU), le PLU devra caractériser l'architecture, la morphologie urbaine et son évolution ainsi que l'intérêt de les conserver et de les mettre en valeur. Les éléments patrimoniaux (notamment bâtis) devront être recensés, localisés et bénéficier d'une protection.

Une réflexion globale sur le paysage et les entrées de ville doit être menée à l'occasion de l'élaboration du PLU :

- . En identifiant, en préservant et en mettant en valeur le patrimoine remarquable présent sur la commune.
- . En sollicitant le CAUE dans le cas de restauration de bâtiment ou d'aménagement d'espace public ponctuels afin de ne pas endommager le cadre en vie en attendant que la commune soit dotée d'un PLU approuvé .
- . **En étant vigilant face à la nécessaire qualité des aménagements et des objectifs de développement durable à poursuivre, notamment en :**
 - . Réduisant les dimensions des parcelles dans un souci de gestion économe du sol (préservation de l'agriculture et des paysages).
 - . **Identifiant les dents creuses** dans un objectif de limiter l'extension des zones urbaines conduisant à une artificialisation des sols **pour combler en priorité les parties urbaines libres de construction.**
 - . **Formalisant un projet de paysage** dans le document graphique, en procédant au recensement des espaces, sites et éléments structurant les unités paysagères.
 - . **Favorisant une architecture sobre**, bioclimatique et respectueuse des

paysages dans lesquels elle prend place.

Deux outils semblent cohérents au regard du patrimoine bâti et paysager présent :

. **Un volet patrimonial clair et pédagogique** et une gestion spécifique sont demandés dans le cadre de l'élaboration du PLU. En effet, le patrimoine d'une commune ne se résume pas uniquement au patrimoine protégé. Il concerne également les réalisations, les ensembles architecturaux ou les œuvres de l'homme et de la nature encore présents, qui participent en tant que tels à la mémoire du territoire.

Sans faire l'objet d'une protection réglementaire, certains éléments situés sur le territoire de Pagny-la-Blanche-Côte peuvent mériter une attention particulière.

Pour identifier les éléments remarquables patrimoniaux bâtis, à repérer au titre des articles L.157-18, L.151-19 et L.151-23, plusieurs partenaires peuvent être sollicités comme :

- . les associations locales,
- . le service régional de l'inventaire,
- . les archives départementales,
- . la direction régionale de l'écologie, de l'aménagement et du logement (DREAL) et sa base de données interactive CARMEN ;

5.4 - Le patrimoine archéologique

La Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) de la région Grand Est (site de Metz, Service régional de l'archéologie (SRA)) est chargée d'étudier, de protéger, de sauvegarder, de conserver et de promouvoir le patrimoine archéologique de la France. À ce titre, elle veille à l'application de la législation sur l'archéologie rassemblée dans le livre V du code du patrimoine. L'archéologie vise à étudier les traces matérielles laissées par les sociétés passées. En tant que telle, elle n'a pas de limite chronologique et peut s'intéresser à des vestiges en élévation.

Pour rappel, l'article R. 111-4 du CU permet le refus ou l'acceptation sous réserve de prescriptions spéciales de l'autorisation d'urbanisme, par le Maire, lorsque le projet est de nature à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.

Modalités de consultation du SRA

Les modes de saisie de la DRAC de la région Grand Est sont régis par les articles R. 523-9 à R. 523-14 du code du patrimoine. Dans ce cadre, le Préfet de région a défini des zones où les projets d'aménagement affectant le sous-sol sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation (L. 522-5 du code du patrimoine), en fonction de leur emprise au sol. Ce zonage est consultable sur l'atlas des patrimoines (<http://atlas.patrimoines.culture.fr/atlas/trunk/> ; rubrique Rechercher : région Lorraine, thème Archéologie).

En application de cette réglementation, les projets soumis aux autorisations ou déclarations suivantes doivent être transmis au Service régional de l'archéologie, site de Metz :

- . **lorsqu'ils ont une surface supérieure aux seuils définis dans l'arrêté précédent :**
 - les demandes de permis de construire, de permis d'aménager et de permis de démolir ;

- les projets de zones d'aménagement concerté ;
- les travaux soumis à déclaration préalable en application de l'article R. 523-5 du code du patrimoine (travaux d'affouillements, de nivellement, d'exhaussement, travaux de plantation, travaux de destruction de souches ou de vignes, travaux de création de retenues d'eau ou de canaux) ;
- **quelle que soit leur surface :**
 - les aménagements précédés d'une étude d'impact,
 - les travaux sur les immeubles classés au titre des Monuments Historiques

L'article L. 425-11 du code de l'urbanisme précise que « *lorsque la réalisation d'opération d'archéologie préventive a été prescrite, les travaux ne peuvent être entrepris avant l'achèvement de ces opérations* ».

Autres dispositions législatives et réglementaires

En application de l'article L. 531-14 du code du patrimoine, réglementant en particulier les découvertes fortuites, toute découverte de quelque ordre qu'elle soit (vestige, structure, objet, monnaie, etc.) doit être signalée immédiatement à la DRAC, soit directement, soit par l'intermédiaire de la mairie ou de la préfecture. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits avant examen par un agent de l'État et tout contrevenant est passible des peines prévues aux articles 322-3-1 du Code pénal.

Enfin, les travaux qui affectent le sous-sol sont susceptibles de donner lieu à la perception d'une redevance conformément aux articles L. 524-1 à L. 524-16 du code du patrimoine et de l'article L. 332-6 du code de l'urbanisme.

Carte archéologie nationale

La carte archéologie nationale rassemble et ordonne les données archéologiques disponibles sur la commune. Elle peut être consultée à la DRAC (Service régional de l'archéologie, site de Metz).

5.5 - Publicité et enseignes

En respect de la loi ENE du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et son décret d'application du 30 janvier 2012 relatif à l'affichage publicitaire, les compétences d'instruction et de police de la publicité, jusqu'alors exercées par le maire au nom de l'État, sont depuis exercées par le préfet, sauf dans les communes dotées d'un **Règlement Local de Publicité (RLP)** où elles continuent d'être exercées par le maire au nom de la commune.

Cette même loi a fixé jusqu'au 14 juillet 2020 pour mettre en conformité les RLP existants avec les nouvelles dispositions du code de l'environnement.

A NOTER : en vertu de la nouvelle loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, les compétences d'instruction et de police de la publicité retourneront aux communes au 1er janvier 2024.

Le RLP est un document de planification qui permet d'adapter la réglementation nationale en matière d'affichage publicitaire aux spécificités du territoire, afin de mieux protéger et mettre en valeur le patrimoine architectural, paysager ou naturel local. Il vise aussi à rechercher une cohérence de l'implantation des dispositifs publicitaires dans le paysage tout en répondant aux attentes de la population en recherchant un cadre de vie de qualité. Le RLP permet aussi de réintroduire la publicité et les pré-enseignes dans

les lieux où elles sont en principe interdites et dont la liste figure à l'article L. 581-8 du code de l'environnement, pour mieux signaler les activités.

Cette même loi a fixé jusqu'au 14 juillet 2020 pour mettre en conformité les RLP existants avec les nouvelles dispositions du code de l'environnement.

Néanmoins, les procédures d'élaboration et de révision d'un RLP étant calquées sur celles des PLU (cf article L. 581-14-1 de code de l'environnement), l'élaboration ou la révision d'un RLP ne peut être réalisée que par la collectivité compétente en matière de PLU.

Toujours selon l'article L. 581-14-1 du code de l'environnement, **l'élaboration**, la révision, ou la modification d'un RLP peut également se faire conjointement à un PLU et faire l'objet d'une procédure unique et d'une même enquête publique.

Pour information, un RLP peut réglementer de manière très différenciée l'espace : la réglementation de certains quartiers/communes pourra rester inchangée (réglementation nationale), et la réglementation d'autres communes modulée.

La commune de Pagny-la-Blanche-Côte ne dispose pas de RLP. La compétence est actuellement exercée par le Préfet.

L'élaboration d'un PLU peut être l'occasion pour la commune, d'élaborer un règlement local de publicité (RLP), en cohérence avec le document d'urbanisme projeté.

En vertu de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, **les compétences d'instruction et de police de la publicité seront confiées aux communes au 1er janvier 2024.**

Enjeu : Préserver et mettre en valeur les paysages et le patrimoine

De façon générale, le PLU devra prendre en compte les enjeux de paysage, aussi bien pour les entrées de ville qu'à plus grande échelle en identifiant les cônes de vue à préserver autour des zones bâties.

Pour cela, le PLU devra :

- être l'occasion **d'établir un inventaire de ce patrimoine remarquable** et de prévoir des objectifs ou règles adaptés en vue de sa préservation.

De façon générale, le PLU devra prendre en compte les enjeux de paysage, en identifiant d'éventuels cônes de vue à préserver, les entrées de bourg à préserver, le patrimoine construit ou naturel... Pour cela, le PLU pourra :

- **préserver et mettre en valeur le paysage, en procédant au recensement des espaces, sites et éléments structurant les unités paysagères**, afin de permettre leur mise en valeur, de réglementer leur maintien, ou de prévoir leur restitution.
- **identifier le cas échéant les secteurs propices au développement à grande échelle des énergies renouvelables et ceux qui en seront préservés** en lien avec la cartographie des zones d'accélération des EnR (loi du 10 mars 2023) .

6. FAVORISER UNE MOBILITÉ DURABLE

Les objectifs et principes généraux de développement durable énoncés à l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme s'imposent au PLU. Notamment, dans le cadre du principe de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile.

L'organisation générale de l'espace, la qualité des espaces de proximité, l'efficacité des transports publics influent sur les distances parcourues et la dépendance à l'automobile. L'interdépendance entre ces thématiques fonctionne également dans l'autre sens : les transports façonnent notre urbanisme et nos modes de vie.

Ce lien fort entre organisation de la mobilité et urbanisme doit guider la construction du projet de PLU.

La loi portant Nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015 a institué la région comme cheffe de file de la compétence transport. L'action de la région, qui porte sur les transports non urbains, est complétée par celle des Autorités organisatrices de la mobilité (AOM) pour les transports urbains.

La loi du 17 août 2015 relative à la Transition énergétique pour la croissance verte (TECV) définit comme prioritaire le développement des transports à faibles émissions de gaz à effet de serre tant au regard des exigences de la transition énergétique que de la nécessité d'améliorer le maillage et l'accessibilité des territoires. L'article 40 de la loi TECV détermine la stratégie de l'État pour le développement de la mobilité propre. Cela concerne notamment :

- le développement des véhicules à faible émission et déploiement des infrastructures permettant leur alimentation en carburant,
- les reports modaux du véhicule individuel vers les transports en commun, le vélo et la marche-à-pied.

Le PLU est un outil de planification qui permet de déterminer les conditions permettant **d'assurer la diversité des fonctions urbaines et rurales** en tenant compte en particulier :

- d'une répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services ;
- de la diminution des obligations de déplacements et du développement des transports alternatifs.

De son côté, **la loi « Climat Résilience » adoptée le 22 août 2021** prévoit d'adapter les territoires aux effets du dérèglement climatique via une réglementation des déplacements (Art 103-147) :

- Promouvoir les alternatives à l'usage individuel de la voiture et la transition vers un parc de véhicules plus respectueux de l'environnement.
- Améliorer le transport routier et réduire des émissions
- Associer les habitants aux actions des autorités organisatrices de la mobilité.
- Limiter les émissions du transport aérien et favoriser l'intermodalité entre le train et l'avion

Cette loi sera intégrée au SRADETT et prise en compte dans le PLU.

En effet, en matière d'aménagement du territoire, la Région est dotée d'un document prescriptif, le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET). **Le SRADDET répond à deux enjeux fondamentaux de simplification :**

- la clarification du rôle des collectivités territoriales, en octroyant à la Région un rôle majeur en matière d'aménagement du territoire, en la dotant d'un document d'aménagement prescriptif ;
- la rationalisation du nombre de documents existants en prévoyant l'insertion au sein du SRADDET, de plusieurs schémas sectoriels, afin de permettre une meilleure transversalité du projet régional d'aménagement et une plus grande coordination des politiques publiques régionales concourant à l'aménagement du territoire.

Plusieurs règles générales du fascicule du SRADDET concernent cette thématique

Règle 1 : Atténuer et s'adapter au changement climatique ;

Règle 5 : Développer les énergies renouvelables et de récupération ;

Règle 6 : Améliorer la qualité de l'air ;

Règle 16 : Sobriété foncière ;

Règle 17 : Optimiser le potentiel foncier mobilisable ;

Règle 24 : Développer la nature en ville ;

Règle 26 : Articuler les transports publics localement ;

Règle 27 : Optimiser les pôles d'échanges ;

Règle 28 : Renforcer et optimiser les plateformes logistiques multimodales

Le PLU de Pagny-la-Blanche-Côte doit être compatible avec les règles du SRADDET

6.1 - Promouvoir la mixité fonctionnelle en développant et renforçant le commerce

Prise en compte de cette thématique dans le PLU

Rapport de présentation	PADD	OAP	Règlement
Il s'appuie sur un diagnostic qui doit répertorier les besoins en termes de commerce (L.151-4 du CU). Pour établir ce diagnostic, il est possible de réaliser une étude du tissu commercial et de son insertion dans son environnement urbain.	Il arrête des orientations générales en matière d'équipement commercial.	Elles peuvent favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation, un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces » (L.151-7 du CU).	Il peut identifier et délimiter les quartiers, îlots et voies dans lesquels est préservée ou développée la diversité commerciale, notamment à travers les commerces de détail et de proximité, et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer cet objectif (L.151-16 du CU). Il peut différencier les règles selon les destinations dont le commerce fait expressément partie (R.151-37 4° du CU).

6.2 - Planifier la mobilité

La loi de transition énergétique pour la croissance verte (loi TECV) a créé un nouvel outil à destination des territoires non couverts par un **PDU**. Il s'agit d'un Plan de Mobilité Rurale. L'élaboration de ce document est une démarche volontaire à l'initiative d'un Pôle d'équilibre territorial rural (PETR) ou de la structure en charge du SCoT.

En termes de planification des déplacements, aucun territoire Meusien n'est couvert par un Plan de Déplacement Urbain (PDU) qui ne s'impose qu'aux agglomérations de plus de 100 000 habitants.

Le plan de mobilité rurale complète le volet mobilité du SRADDET et a pour objectif d'offrir une alternative à la voiture individuelle en veillant à la complémentarité **entre les transports collectifs, les usages partagés des véhicules et les modes de déplacement non motorisés**.

La dépendance à l'automobile est fortement marquée dans les territoires ruraux.

Le développement des mobilités durables constitue un enjeu fort en matière d'économies d'énergie et de réductions des émissions de gaz à effet de serre. Il contribuera également à favoriser l'accès aux services et à accompagner la revitalisation des centralités engagée au travers des dispositifs liés à l'habitat.

L'élaboration du PLU peut être l'occasion de recenser les services de covoiturage solidaire et de courte distance, les garages solidaires, les plateformes de mobilités, etc.

6.3 - Promouvoir le développement des modes de déplacement alternatifs

L'article 40 de la LTECV détermine la stratégie de l'État pour le développement de la mobilité propre :

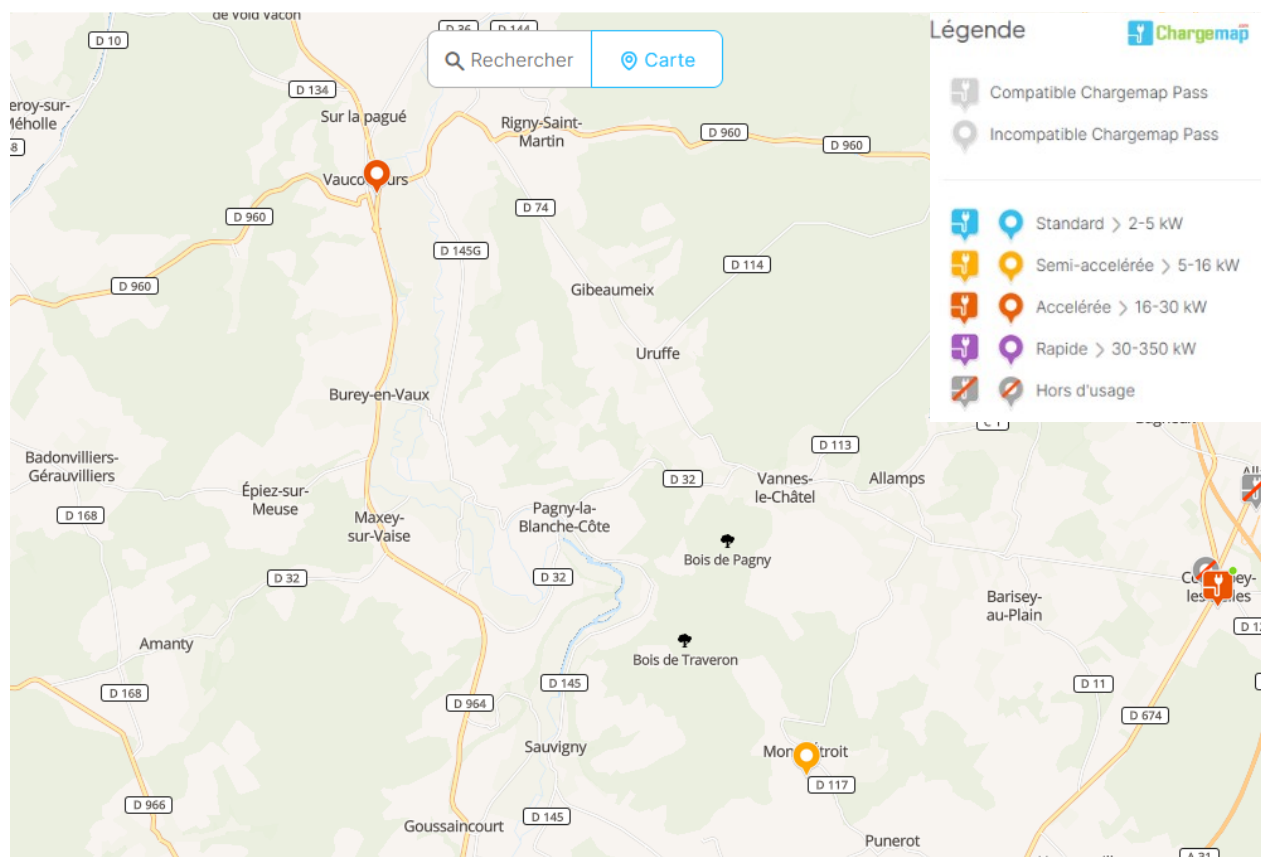
- développement des véhicules à faible émission et déploiement des infrastructures permettant leur alimentation en carburant ;
- amélioration de l'efficacité énergétique du parc de véhicules ;
- reports modaux du véhicule individuel vers les transports en commun, le vélo et la marche;
- augmentation du taux de remplissage des véhicules de transports de marchandises.

Véhicules électriques

Afin de favoriser le développement des véhicules électriques, la LTECV fixe à sept millions le nombre de points de charge à installer d'ici 2030. Le syndicat des énergies de la Meuse s'est inscrit dans cette dynamique **en installant 44 bornes électriques sur le département**.

Le titre 3 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la loi de transition énergétique pour la croissance verte (LTECV), intitulé « *développer les transports propres pour améliorer la qualité de l'air et protéger la santé* », définit comme prioritaire le développement des transports à faibles émissions de gaz à effet de serre tant au regard des exigences de la transition énergétique que de la nécessité d'améliorer le maillage et l'accessibilité des territoires et introduit de nouvelles obligations à appliquer notamment dans le domaine de la construction.

La dépendance aux véhicules thermiques est donc fortement marquée dans les territoires ruraux.

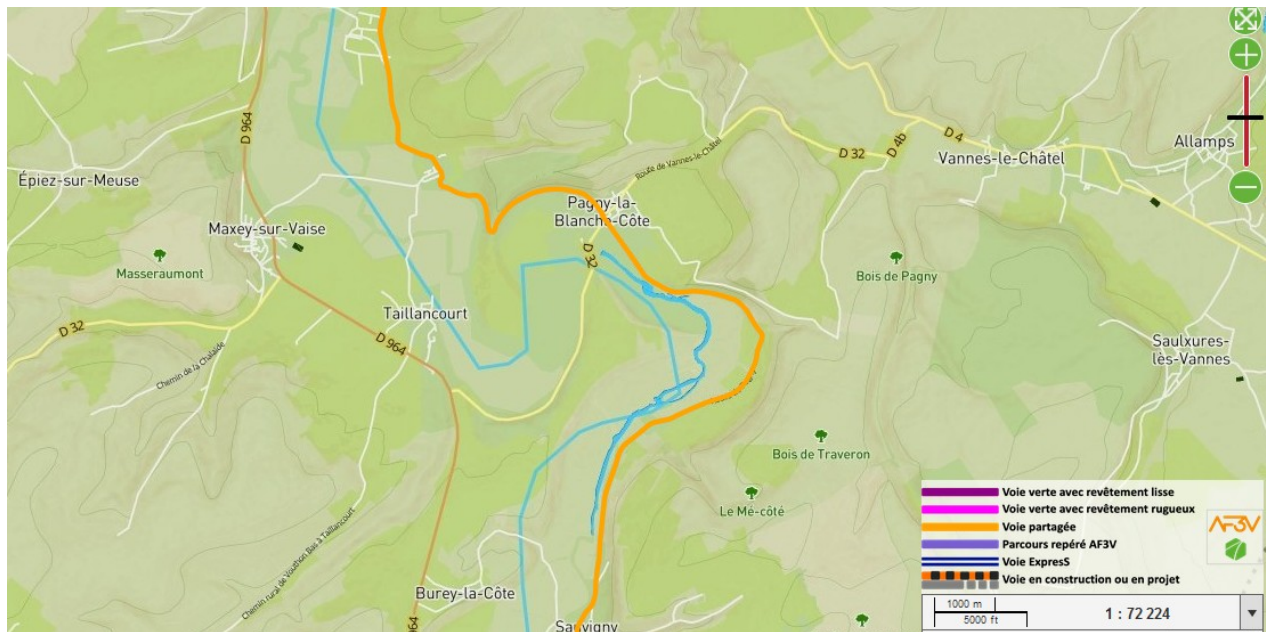


La loi Climat Résilience du 22 août 2021 favorise également l’installation de bornes électriques dans les copropriétés et les parkings publics (de plus de 20 emplacements). Le nombre d’emplacements de bornes de recharge électrique est à développer si l’on veut permettre l’utilisation courante de véhicules électriques (règle 27 du SRADDET).

Une réflexion à l’échelle de la Communauté de communes serait bénéfique. La période d’étude du PLU peut favoriser cette réflexion.

Mode doux, véloroute voie verte

La commune pourrait en collaboration avec la Communauté de Communes, impulser la réalisation d’un schéma cyclable et de manière plus générale engager une réflexion afin de relier : les centres-bourgs, les zones commerciales, les entreprises, les commerces, les éléments remarquables du paysage ou les éléments structurant du territoire (support pour le développement du tourisme par exemple).



Le PLU peut organiser la desserte des espaces à aménager ou déjà aménagés en définissant les caractéristiques des rues, des sentiers piétonniers, des itinéraires cyclables, des voies et espaces réservés au transport public (art. L.151-38, al. 1 et R.151-48, 1°).

La stratégie de renforcement et d'amélioration de l'offre de déplacement alternative à l'automobile individuelle s'appuie également sur la promotion d'un urbanisme plus mixte, et privilégiant les déplacements doux ou alternatifs à l'automobile.

Le renforcement de la densité des espaces urbanisés, l'incitation à la mixité des projets d'aménagement, l'amélioration de l'accessibilité en transport collectif des zones d'activités et des zones commerciales, ou encore la conception des espaces urbains intégrant les cheminements doux peuvent contribuer à ces objectifs. La commune tendra ainsi à limiter le besoin en places de stationnement pour les voitures (cf supra).

Le règlement devra permettre la réalisation des projets. La création d' « emplacements réservés » permet l'expropriation de terrains par la collectivité. En vertu de l'article L. 151-41 du code de l'urbanisme, un emplacement réservé peut être décidé en vue de quatre types de finalités :

- Voies ou ouvrages publics ;
- Installations d'intérêt général ;
- Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques ;
- Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale.

Le PLU permettra la réalisation de projets cyclables.

Les OAP peuvent également comprendre des principes d'aménagement des voies et des espaces publics, qu'ils soient destinés aux véhicules motorisés ou non (L. 151-7 et R. 151-8), quel que soit le mode d'usage de ces voies : sentes piétonnes, voies ouvertes aux vélos. Les OAP peuvent également inciter à recourir aux modes actifs (vélo, marche). Ces dispositions peuvent par exemple être retranscrites dans une OAP thématique (art. L. 151-6 et L. 151-7 du Code de l'urbanisme), dédiées aux liaisons douces.

Les documents d'urbanisme doivent ainsi contribuer à diminuer « les obligations de

déplacements motorisés » et promouvoir « le développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile » (L. 101-2 du code de l'urbanisme).

L'article R. 151-44 rappelle que l'encadrement du stationnement par des dispositions du PLU peut participer à l'incitation à atteindre des objectifs de diminution des déplacements motorisés, de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile, de réduction de la consommation d'espace et de l'imperméabilisation des sols.

L'article 41 de la LTECV (décret n° 2016-968 du 13 juillet 2016, arrêtés des 13 juillet 2016 et 3 février 2017) et l'article 64 de la loi d'orientation des mobilités n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 concernant les obligations d'infrastructures destinées aux véhicules électriques et aux vélos (articles L.113-11 à L.113-17 et R.113-6 à R.113-17 du CCH) **définissent les exigences en matière de constructions liées au déploiement des infrastructures nécessaires au développement des modes de transport doux (locaux à vélos et rechargement électrique des véhicules)**. Les futures opérations concernées devront créer le nombre de places de vélos aux normes réglementaires ainsi que le nombre de places pré-équipées à l'aide de gaines ayant une section minimale de 100 mm de côté, pour les véhicules électriques ou hybrides rechargeables.

La règle n° 27 du SRADDET demande de densifier et d'améliorer la mixité des fonctions (télétravail, services, logements, loisirs, etc) autour des pôles d'échanges et de favoriser un accès en modes alternatifs grâce à des aménagements dédiés (parking vélo, aire de covoiturage, etc). **Un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités est à réaliser.**

L'élaboration du PLU doit être l'occasion d'étudier **la faisabilité d'itinéraires cyclables** domicile-travail. La réalisation d'un plan matérialisant les itinéraires à déployer : pistes ou bandes cyclable, voie partagée, zone 30, etc.

La gestion du stationnement a de véritables impacts en matière de mobilité en facilitant ou non le recours à la voiture. En imposant ou en restreignant les aires de stationnement dans les projets, la collectivité peut influencer le comportement des usagers. Il en va de même pour le développement du stationnement destiné au vélo.

Depuis la loi ALUR, le rapport de présentation du PLU doit établir un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités (Art. L. 151-4 du Code de l'urbanisme).

Le règlement peut alors minorer les obligations de réalisation d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés pour des opérations de construction qui comportent plusieurs destinations ou sous-destinations permettant la mutualisation de tout ou partie des aires de stationnement.

Des cheminements piétonniers peuvent être déployés, sous forme de venelle par exemple, dans les centres-bourg, les lotissements.

Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) et le PADD illustrent leur déploiement. Ils peuvent relier des chemins de randonnées de type GR aux communes, permettre de contourner une partie du village, relier une forêt ou une ZAE, être parallèle à la traverse de la commune.

6.4 - Développer les communications numériques

Le PLU devra respecter les principes d'aménagement et de développement durable des territoires prévus à l'article L.101-2 en matière de satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière de développement des communications électroniques (article L. 101-2 du CU).

La première alternative permettant de limiter les besoins en déplacement peut être de **développer les communications numériques**, qui peuvent par exemple permettre un déploiement du télétravail.

La Région porte l'ambition de finaliser la couverture de tout le territoire par la fibre optique permettant un accès très haut débit à internet. Les objectifs du Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique de la Meuse (SDTAN actualisé le 12 novembre 2015) a été intégrés au SRADDET. Le déploiement de celui-ci est en cours et s'organise de manière différenciée sur le territoire.

PADD

Il arrête les orientations générales concernant le développement des communications numériques retenues pour l'ensemble de la commune (L.151-5 du CU).

Règlement

Il peut, notamment dans les secteurs qu'il ouvre à l'urbanisation, définir des critères de qualité renforcé en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques et les imposer aux constructions, travaux, installations et aménagements (L.151-40 du CU).

Le règlement du PLU doit imposer les pré-câblages (fourreaux et regards pour fibre optique au droit de chaque implantation nouvelle) nécessaires à l'utilisation du futur très haut débit.

Enjeu : Favoriser une mobilité durable

Le moyen de transport numéro un pour les habitants de Pagny-la-Blanche-Côte est l'automobile.

Un pourcentage significatif des actifs se déplace quotidiennement pour aller travailler.

Dans un contexte de crise sociale récente et afin de tendre vers la transition énergétique, il conviendra que le PLU anticipe la question de la limitation de la dépendance des ménages aux hydrocarbures, et plus globalement aux déplacements, par des réflexions relatives à la mixité fonctionnelle, au développement des communications numériques, mais aussi en favorisant l'essor d'offres de transports alternatives, notamment le transport à la demande, le covoiturage et les modes doux.

Ces démonstrations s'avéreront d'autant plus importantes si la commune souhaite ouvrir une zone à l'urbanisation en extension. En effet, en l'absence de Schéma de cohérence territoriale (SCoT), aucune ouverture à l'urbanisation n'est possible sauf à bénéficier d'une dérogation du Préfet, prévue à l'article L142-5 du code de l'urbanisme, qui démontre notamment que l'urbanisation envisagée :

- ne génère pas d'impact excessif sur les flux de déplacements,
- ne nuit pas à une répartition équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services.

Concernant cette thématique, le PLU devra donc agir en trois temps :

- **Diagnostiquer les usages actuels et leurs causes** : identifier les pôles générateurs de déplacement et les problématiques de stationnement ou de report modal.
- **Proposer un projet qui facilite la mobilité des ménages et limite leur dépendance aux hydrocarbures** en articulant les réflexions sur le développement des transports en communs, du transport à la demande, du covoiturage, et des liaisons douces, avec la localisation des habitations, des équipements et du stationnement.
- **Évaluer les impacts du scénario retenu** en termes de flux de déplacements et de capacité d'absorption des réseaux existants ou à créer.

7. ADOPTER UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOME EN FONCIER

Les objectifs et principes généraux de développement durable énoncés à l'article L.101-2 du code de l'urbanisme s'imposent au PLU afin d'atteindre les objectifs relatifs à l'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;*
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain ;*
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;*
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables.*

La consommation d'espace engendre partout une perte de la biodiversité, de productivité agricole, de capacité de résilience face au risque d'inondation, au changement climatique et à la précarité énergétique, une banalisation des paysages et en conséquence une perte d'attractivité, y compris économique, des territoires. Ce phénomène s'accompagne d'une augmentation des besoins en services de transport et de réseaux coûteux en investissement comme en exploitation.

Ainsi, la gestion économe de l'espace ne doit pas s'envisager comme une politique sectorielle supplémentaire mais comme un objectif de convergence et de cohérence des politiques publiques en matière d'énergie, de climat, d'écologie, d'urbanisme de cohésion et d'agriculture.

Notamment, dévoilé le 4 juillet 2018 par le Gouvernement, le Plan biodiversité vise à renforcer l'action de la France pour la préservation de la biodiversité et à mobiliser des leviers pour la restaurer en faveur de la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers afin d'**atteindre l'objectif de zéro artificialisation nette**. En effet, l'étalement urbain et l'artificialisation des sols, en détruisant et en morcelant les espaces naturels, agricoles et forestiers, contribuent directement à la dégradation du fonctionnement des écosystèmes et à l'érosion de la biodiversité. Malgré les progrès de la planification urbaine, la consommation des espaces naturels reste trop rapide, même dans les zones où la population n'augmente pas, avec pour causes la construction d'habitats individuels, de zones commerciales en périphérie et le développement d'infrastructures de transport ou logistiques.

Récemment, le 29 juillet 2019, le Gouvernement a publié une instruction relative à l'engagement de l'État en faveur d'une gestion économe du territoire rappelant l'objectif à atteindre à terme : « zéro artificialisation nette du territoire ». Cette instruction appelle au renforcement de la mobilisation de l'État local pour porter les enjeux de lutte contre l'artificialisation des sols, appliquer les dernières mesures législatives en la matière et mobiliser les acteurs locaux.

Enfin, la loi Climat Résilience adopté le 22 août 2021 prend des mesures pour réduire de moitié le rythme de la consommation d'espaces et atteindre l'objectif national visant l'absence d'artificialisation nette des sols en 2050 (Art L. 101-2-1 du code de l'urbanisme).

Le SRADDET est opposable depuis le 24 janvier 2020. Les règles générales du fascicule concernant la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers ainsi que le développement urbain avec lesquelles le PLU devra être compatible le PLU sont les suivantes :

Règle n° 16 : Sobriété foncière

Règle n° 17 : Optimiser le potentiel foncier mobilisable

Règle n° 18 : Développer l'agriculture urbaine et périurbaine

Règle n° 22 : Optimiser la production de logements

Règle n° 25 : Limiter l'imperméabilisation des sols

7.1 - Un cadre réglementaire strict à respecter

Depuis les années 2000, les lois successives visant les documents de planification n'ont fait que renforcer le souci de la prise en compte environnementale et de l'économie de l'espace : loi SRU de 2000, lois Grenelle de 2009 et 2010, loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet 2010, loi ALUR de 2014 et dernièrement, loi portant Evolution du logement, de l'aménagement et du logement du 23 novembre 2018.

Le 22 août 2021 la loi « Climat Résilience » portant sur la lutte contre le réchauffement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets a été adoptée. Elle permet la mise en place de dispositifs visant à adapter les règles d'urbanisme pour lutter contre l'artificialisation des sols (Articles 191 à 226). Le PLU devra traduire cet objectif à l'échelle du territoire.

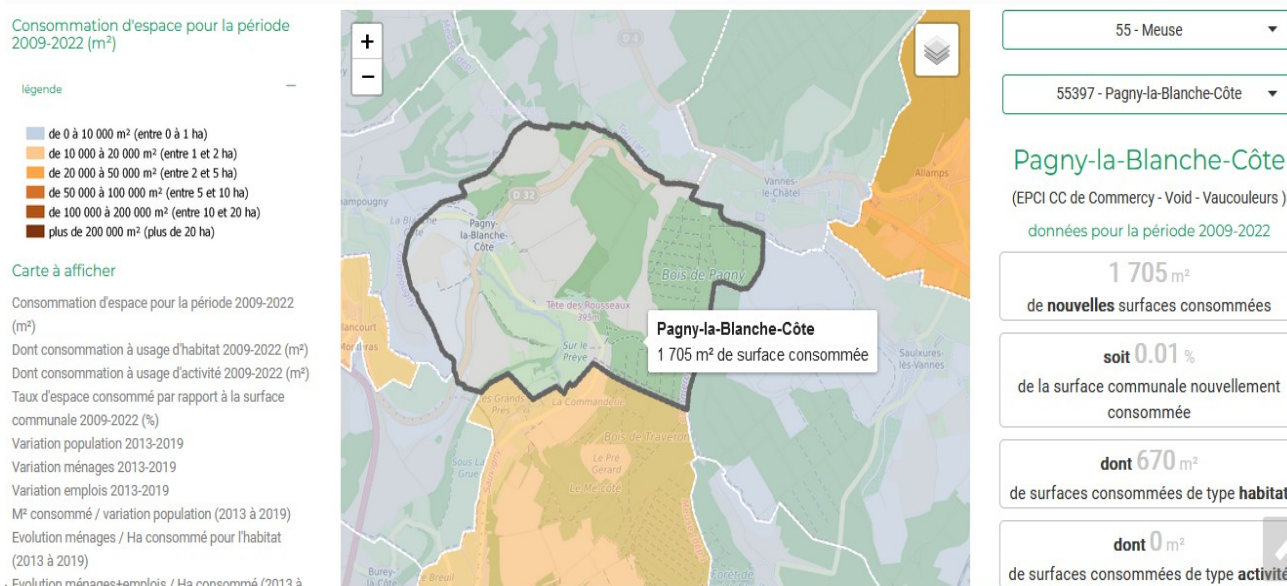
Maîtrise de la consommation d'espace

La maîtrise de la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers représente un enjeu important au regard de la lutte et de l'adaptation au changement climatique. La réduction des consommations foncières permet de préserver la part de carbone stocké dans les sols. Elle réduit ainsi le carbone relâché dans l'atmosphère, mais également lutte contre l'artificialisation des sols. La biomasse végétale, les prairies et le bois (forêt ou matériau de construction et ameublement) représente un des principaux réservoirs de carbone.

En dix ans (2011-2021), la Communauté de Communes Commercy-Void-Vaucouleurs a consommé 45 ha. L'enveloppe urbaine de la commune a peu évolué depuis 1866 (carte de l'État-major à gauche ci-dessous). Seule quelques constructions sont apparues le long du chemin rural des vignes et de la route de Vannes le Chatel.



La règle 16 du SRADDET demande de réduire la consommation du foncier naturel, agricole et forestier d'au moins 50 % d'ici 2030 et de tendre vers une réduction de 75 % de la consommation foncière à l'horizon 2050. De plus, la règle 17 du même document demande de mobiliser en priorité le potentiel foncier dans les espaces urbanisés, dans une logique de préservation ou de valorisation de ces espaces qui peuvent avoir une vocation économique, écologique, sociale ou patrimoniale.



Plan biodiversité (2018)

Dévoilé le 4 juillet 2018 par le Gouvernement, le Plan biodiversité vise à renforcer l'action de la France pour la préservation de la biodiversité et à mobiliser des leviers pour la restaurer lorsqu'elle est dégradée. Décliné en 6 axes et 90 actions, celui-ci prévoit des mesures concernant la lutte contre l'artificialisation des sols.

L'axe 1, « Reconquérir la biodiversité dans les territoires » dans sa partie « 1.3 Limiter la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers pour atteindre l'objectif de zéro artificialisation nette » prévoit 8 actions (actions 6 à 13) en faveur de l'atteinte de cet objectif.

Notamment, l'action 10 prévoit la définition, en concertation avec les parties prenantes de l'horizon temporel à retenir pour atteindre l'objectif « zéro artificialisation nette » et la trajectoire pour y parvenir progressivement. Dans ce cadre, **les collectivités, à l'occasion du renouvellement de leurs documents d'urbanisme, devront se fixer un objectif de maîtrise ou de réduction de l'artificialisation des sols compatible avec la réglementation définie au niveau national, tout en tenant compte des spécificités locales.**

SRADDET Grand Est

Le SRADDET est une stratégie à horizon 2050 pour l'aménagement et le développement durable du Grand Est. Cette stratégie issue de la loi NOTRe du 7 août 2015 est portée et élaborée par la Région Grand Est mais a été co-construite avec tous ses partenaires (collectivités territoriales, État, acteurs de l'énergie, des transports, de l'environnement, associations, etc.).

Après cette vaste concertation, le SRADDET a été adopté par le Conseil Régional le 22 novembre 2019 et approuvé par le Préfet de région le 24 janvier 2020.

Il est actuellement en cours de modification.

Il se compose de 3 parties :

- le diagnostic territorial,
- une stratégie en 30 objectifs,
- un fascicule composé de 30 règles générales.

Le PLU de Pagny-la-Blanche-Côte devra prendre en compte les objectifs du SRADDET.

Rappel: la loi « Climat et Résilience » du 22 août 2021 inscrit la lutte contre l'artificialisation des sols dans les domaines de compétence thématiques du SRADDET. Le SRADDET Grand Est ayant été adopté avant l'entrée en vigueur de cette loi, il devra évoluer pour intégrer l'objectif de zéro artificialisation nette et de réduction du rythme de l'artificialisation.

En l'absence de SCoT applicable sur le territoire de Pagny-la-Blanche-Côte le PLU devra être compatible avec les règles du fascicule et prendre en compte les objectifs du SRADDET.

Stratégie :

Le premier axe de la stratégie du SRADDET vise à changer de modèle pour un développement vertueux de nos territoires. En cela plusieurs objectifs sont fixés, notamment **l'objectif 11 d'économiser le foncier naturel, agricole et forestier** et l'objectif 14 visant à reconquérir les friches et accompagner les territoires en mutation.

Fascicule :

L'orientation IV du fascicule concerne la gestion des espaces et l'urbanisme. Elle se décline en 10 règles (règles 16 à 25) et 12 mesures d'accompagnement.

La règle 16 concernant la sobriété foncière impose : « Définir à l'échelle du PLUi les conditions permettant de réduire la consommation foncière d'**au moins 50% à horizon 2030** et tendre vers 75 % en 2050. Cette trajectoire, propre à chaque territoire, s'appuiera sur une période de référence de 10 ans à préciser et justifier par le document de planification et sur une analyse de la consommation réelle du foncier. »

La règle 17 concernant l'optimisation du potentiel foncier mobilisable impose de : « Définir les conditions permettant d'évaluer le potentiel foncier (friches, dents creuses, immobilier d'entreprise vacant, logements vacants, etc.) dans les espaces urbanisés. Dans une logique de préservation ou de valorisation de ces espaces qui peuvent avoir une vocation économique, écologique, sociale ou patrimoniale, démontrer la mobilisation prioritaire de ce potentiel foncier avant toute extension urbaine. »

La règle 25 concernant la limitation de l'imperméabilisation des sols impose : « Dans le respect de la séquence éviter-réduire-compenser, définir les conditions permettant de limiter l'imperméabilisation des surfaces et de favoriser l'infiltration des eaux pluviales in situ, en cohérence avec les conditions d'infiltration locales. Les surfaces imperméabilisées dont les eaux pluviales rejoignent directement un réseau de collecte ou un cours d'eau devront être compensées à hauteur de 100% en milieu rural. La compensation peut s'effectuer en rendant perméable des surfaces imperméabilisées ou en les déconnectant des réseaux de collecte via des dispositifs d'infiltration végétalisée.

Le principe de l'urbanisation limitée en l'absence de SCoT

Le principe

La règle de l'urbanisation limitée est issue de la loi SRU de 2000 qui visait à encourager les collectivités territoriales et leurs groupements à se doter de SCoT en restreignant leur possibilité d'urbanisation nouvelle en l'absence d'un tel document.

Aujourd'hui codifié à l'article L. 142-4 du code de l'urbanisme, il est applicable à toutes les communes non couvertes par un SCoT opposable.

Aucune nouvelle zone ne peut désormais être ouverte à l'urbanisation à l'occasion de l'élaboration d'un document d'urbanisme en l'absence de SCoT opposable.

La dérogation préfectorale, exception au principe

L'article L. 142-5 du code de l'urbanisme offre au Préfet la possibilité d'autoriser des dérogations au principe d'urbanisation limitée, sous conditions strictes, et après avis de la Commission départementale de la prévention des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) et, le cas échéant, de l'établissement public en charge du SCoT en cours d'élaboration.

Les conditions de fond :

La dérogation ne peut être accordée que si l'urbanisation projetée « ne nuit pas à la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers ou à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques, ne conduit pas à une consommation excessive de l'espace, ne génère pas d'impact excessif sur les flux de déplacements et ne nuit pas à une répartition équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services ».

Ces conditions sont cumulatives et appréciées strictement du fait du caractère exceptionnel de la dérogation. La méconnaissance de ces conditions limitativement énumérées par le législateur, est susceptible de justifier un refus de dérogation.

La demande de dérogation :

La demande de dérogation est adressée au Préfet par lettre recommandée avec avis de réception.

Quant au contenu du dossier de demande de dérogation, sont attendus tous les éléments permettant au Préfet ainsi qu'à la CDPENAF de se prononcer sur le respect des conditions de fond définies par l'article L. 142-5 du code de l'urbanisme et d'identifier les secteurs concernés et les règles qui s'y appliquent.

Le code de l'urbanisme ne précise pas le moment au cours duquel doit être formulée la demande de dérogation mais si la dérogation est accordée, elle doit impérativement être jointe au dossier d'enquête publique.

En Meuse, la pratique est la suivante :

- si une demande de dérogation à l'urbanisation limitée s'avère nécessaire, il convient de vous rapprocher de votre chargé d'études référent afin qu'il vous communique le cahier des charges à remplir ;
- il est d'usage de déposer la demande de dérogation à l'urbanisation limitée en même temps que le projet d'arrêt.

L'instruction de la demande de dérogations :

La dérogation est instruite par le Préfet, après avis de la CDPENAF et, le cas échéant, de l'établissement public en charge du SCoT en cours d'élaboration.

L'article R. 142-2 du code de l'urbanisme précise que le délai d'instruction de la demande est de 4 mois à compter de la saisine et qu'à défaut de réponse, l'avis est réputé favorable.

L'avis de la CDPENAF est également réputé favorable s'il n'est pas intervenu dans les 2 mois suivant la saisine du Préfet. Il est joint au dossier d'enquête publique (alinéa 8 de l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime).

Le SCoT de la Communauté de Communes Commercy-Void-Vaucouleurs est en cours d'élaboration. Dans l'attente de son approbation la commune de Pagny-la-Blanche-Côte est concernée par la règle de l'urbanisation limitée. Une demande de dérogation adressée au Préfet de la Meuse sera systématiquement nécessaire si la commune souhaite ouvrir de nouvelles zone à l'urbanisation.

La commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF)

Cette commission, instituée par la loi d'avenir pour l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt du 13 octobre 2014, a remplacé la commission départementale de consommation des espaces agricoles (CDCEA).

Dans le cadre de l'élaboration du PLU de Pagny-la-Blanche-Côte, la CDPENAF pourra être consultée à différents titres :

Objet de la saisine	Articles du CU	Moment de la saisine	Qui saisit la CDPENAF ?	Portée de l'avis	Délai de réponse (nature de l'avis tacite)
Élaboration d'un PLU, hors SCoT approuvé, réduisant les surfaces des espaces naturels, agricoles et forestiers	L. 153-16 L. 153-33 R. 153-4	Arrêt du projet	Collectivité	Simple	3 mois (favorable)
Élaboration d'un PLU dont le règlement définit des STECAL dans les zones agricoles, naturelles ou forestières	L. 151-13 R. 151-26	Arrêt de projet	Collectivité	Simple	3 mois (favorable)
Élaboration d'un PLU dont les dispositions du règlement autorisent les extensions et les annexes aux bâtiments existants en zones agricoles, naturelles ou forestières	L. 151-12 R. 151-26	Arrêt de projet	Collectivité	Simple	3 mois (favorable)
Demande de dérogation à l'urbanisation limitée	L. 142-5 R. 142-2	En principe, arrêt de projet	Préfet	Simple	2 mois (favorable)

Les PLU prévoyant une réduction des espaces agricoles ou forestiers ne peuvent être approuvés qu'après avis de la Chambre d'agriculture, et le cas échéant de l'Institut

national de l'origine et de la qualité dans les zones d'appellation d'origine contrôlée, et du centre national de la propriété forestière (article R. 153-6 du code de l'urbanisme).

7.2 - Les attendus dans le PLU

Rapport de présentation

Il analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers sur les communes lors des dix dernières années précédant l'arrêt du projet

Il justifie des objectifs de modération de cette consommation et de lutte contre l'étalement urbain arrêtés dans le PADD au regard des dynamiques économiques et démographiques

Il analyse de la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales

Il expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers (L.151-4 du CU) comprend un inventaire des capacités de stationnement ouvertes au public et des possibilités de mutualisation de ces espaces.

PADD

Il définit des orientations générales en matière de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de restauration des continuités écologiques

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain. En application de l'article L.151-5 du CU, ces objectifs sont fixés pour l'ensemble des zones urbanisables en extension (zones U non construites, zones d'urbanisation immédiate 1AU et zones d'urbanisation future 2AU) après analyse de sa consommation foncière sur la décennie précédente et fixation d'objectifs d'accueil de population et de logements sur la commune.

La recherche d'une meilleure densité pourra s'appuyer sur les modalités prévues aux articles L. 151-26 à L. 151-29 du code de l'urbanisme.

7.3 - Mise en place d'une démarche éviter-réduire-compenser

La lutte contre la consommation de l'espace est un enjeu majeur auquel l'État, mais aussi la Mission régionale de l'autorité environnementale (MRAe) sont particulièrement sensibles à la prise en compte de cette thématique.

Le PLU devant faire l'objet d'une évaluation environnementale, la question de la limitation de la consommation de l'espace devra faire l'objet d'une attention très particulière.

Dans le cadre d'une utilisation économe des espaces naturels et de la préservation des terres agricoles, le projet de la collectivité **doit faire l'objet d'une démarche éviter-réduire-compenser selon les modalités détaillées ci-dessous.**

ÉVITER

- **Évaluer les besoins avec précision et à la bonne échelle** (nécessairement intercommunale concernant le développement économique)
- **Prioriser la réponse aux besoins dans le tissu urbain existant**
 - * Effectuer un **recensement exhaustif du potentiel foncier mobilisable** : friches, bâti vacant, potentiel en renouvellement urbain, dents creuses d'une surface > 200 m², parcelles bâties pouvant être densifiées
 - * Prendre toute **disposition qui favorise la mobilisation de ces espaces**
 - * Se fixer un **objectif ambitieux de mobilisation de ces espaces**

RÉDUIRE

- **Ne pas fixer de coefficient de rétention foncière sur les zones en extension**
- **Fixer une densité minimale de construction élevée**
- **Fixer un objectif ambitieux de réduction de la consommation foncière**
 - * Nécessairement modération par rapport aux 10 ans précédents
 - * Compatibilité avec le SRADDET
 - * Inscription dans la trajectoire du zéro artificialisation nette
- **Phaser et programmer les ouvertures à l'urbanisation dans le temps (1AU, 2AU et dans les OAP)**

COMPENSER

Il n'existe pas encore de notion de compensation pour la plupart des projets dans le code de l'urbanisme (seuls ceux visés ci-dessous sont concernés). Elle devrait être déployée prochainement dans l'optique de l'atteinte du zéro artificialisation nette. Néanmoins, la compensation sera nécessairement lourde et coûteuse, d'où l'extrême nécessité d'appliquer rigoureusement les étapes ÉVITER et RÉDUIRE.

- **Compenser à hauteur de 150 % en milieu urbain et 100 % en milieu rural les surfaces imperméabilisées dont les eaux pluviales rejoignent directement un réseau de collecte ou un cours d'eau.**

CONDITIONS A REMPLIR POUR LES PROJETS RÉSIDUELS

- **Élaborer un projet durable** par exemple par l'engagement de la collectivité dans le processus de labellisation Écoquartier
 - * Créer des formes urbaines sobres et de qualité (rationalisation des équipements et réseaux)
 - * Prévoir de la mixité fonctionnelle
 - * Fixer un coefficient de biotope
 - * Gérer qualitativement les franges avec les autres espaces
 - * Favoriser la haute qualité énergétique des constructions
 - * Promouvoir la mobilité douce et les mobilités alternatives
 - * Préserver les ressources naturelles et la biodiversité

Enjeu : Adopter une stratégie de développement économe en foncier

La consommation d'espace engendre partout une perte de biodiversité, de productivité agricole, de capacité de résilience face au risque d'inondation, au changement climatique et à la précarité énergétique, une banalisation des paysages. En conséquence : une perte d'attractivité, y compris économique, des territoires, une augmentation des besoins en services de transport et de réseaux coûteux en investissement comme en exploitation.

Ainsi, la nécessité d'une **gestion économe de l'espace est une problématique essentielle sur la commune qu'il conviendra de traiter avec attention lors de l'élaboration du PLU**. Toutefois, celle-ci ne doit pas s'envisager comme une politique sectorielle supplémentaire mais comme un objectif de convergence et de cohérence des politiques publiques en matière d'énergie, de climat, d'écologie, d'urbanisme, de cohésion et d'agriculture.

Le PLU devra :

- **Réaliser un diagnostic foncier exhaustif des espaces urbanisés. En compatibilité avec la règle 17 du SRADDET**, il est notamment attendu un recensement des friches, dents creuses dont la surface excède 200 m², parcelles bâties pouvant être densifiées, logements vacants, bâti pouvant faire l'objet d'opération de démolition/reconstruction.
- **Mettre en place toute mesure garantissant la mobilisation prioritaire** de ces secteurs.
- **Démontrer que la satisfaction des projets de développement (logements, services, activités) est prioritairement réalisée dans les secteurs urbanisés.**

En outre, le PLU devra prendre en compte le Plan biodiversité, qui prévoit d'atteindre, à terme, **zéro artificialisation nette du territoire**.

En l'absence de SCoT applicable, le PLU devra être compatible avec les règles du fascicule du SRADDET et prendre en compte ses objectifs. Le PLU devra en particulier :

- **Réaliser un bilan très fin de la consommation foncière sur le territoire**, et l'objectiver avec des données telles que l'évolution de la population, du nombre de ménages, des emplois, de la surface agricole ou encore des surfaces boisées et forestières.
- **Fixer des objectifs très ambitieux de réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers en tenant compte de la consommation réelle** et non des surfaces définies dans le document d'urbanisme préexistant. L'enjeu est non seulement d'être compatible avec le SRADDET en prenant une période de référence la plus récente possible, mais de s'inscrire dans la trajectoire nationale permettant d'atteindre, à moyen terme, zéro artificialisation nette sur le territoire. En cela, il est attendu que le PLU établisse **une stratégie à horizon à 2050** avec un point d'étape à 2035, date d'horizon probable prévue pour le PLU.
- **Identifier les dents creuses** dans un objectif de limiter l'extension des zones urbaines conduisant à une artificialisation des sols **pour combler en priorité les parties urbaines libres de construction**.
- **Limitier l'imperméabilisation des sols** dans un souci de gestion de l'eau et de préservation des paysages.
- **Démontrer que les éventuels projets de zones d'activités économiques**

répondent à un besoin avéré. Il s'agira de tenir compte du tissu existant, des taux de remplissage des zones existantes, des capacités d'évolution et de reconversion et de dimensionner les nouvelles zones **en s'appuyant sur un diagnostic approfondi et mené nécessairement à l'échelle intercommunale.**

La commune n'étant pas encore couverte par un SCoT applicable, il n'est pas possible d'ouvrir de nouvelles zones à l'urbanisation. Des dérogations peuvent être accordées par le Préfet, pour des besoins avérés auxquels il est impossible de répondre dans l'enveloppe urbaine existante. En outre, ces dérogations ne devront pas aller à l'encontre de la reconquête du centre-bourg, via le développement d'une offre foncière concurrentielle.

8.

LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET S'Y ADAPTER

Selon l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme, le PLU doit déterminer les conditions permettant la lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

En cohérence avec ses engagements internationaux et européens en matière d'énergie et de lutte contre le réchauffement climatique, la France s'est dotée de différents outils permettant la mise en œuvre de ses politiques publiques.

La lutte contre le dérèglement climatique et l'adaptation à celui-ci sont des enjeux majeurs qui visent à réduire la vulnérabilité des territoires pour les années à venir.

Dans un contexte marqué par une prise de conscience d'une grande partie des citoyens et des décideurs, sur les conséquences du changement climatique et de la dégradation de l'environnement, et, parallèlement, par une augmentation des demandes d'énergie et de matières premières par les pays industrialisés et en cours d'industrialisation, la France s'est inscrite dans la continuité des démarches engagées à l'échelle mondiale et européenne avec l'adoption de différentes lois imposant des prescriptions en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, la réduction des consommations énergétiques ou encore le développement des énergies renouvelables (cf. paquet climat-énergie en 2007, amendé en 2014).

Note : Les données énergétiques ne sont disponibles qu'à l'échelle de la Communauté de communes Commercy-VoidVaucouleurs Ainsi, toutes les données chiffrées utilisées ci-dessous sont à retrouver dans l'étude menée par ATMO Grand Est « Source ATMO Grand Est Invent'Air V2019 » et consultable sur le site internet : <https://observatoire.atmo-grandest.eu/nos-publications/>

8.1 - Contexte climatique

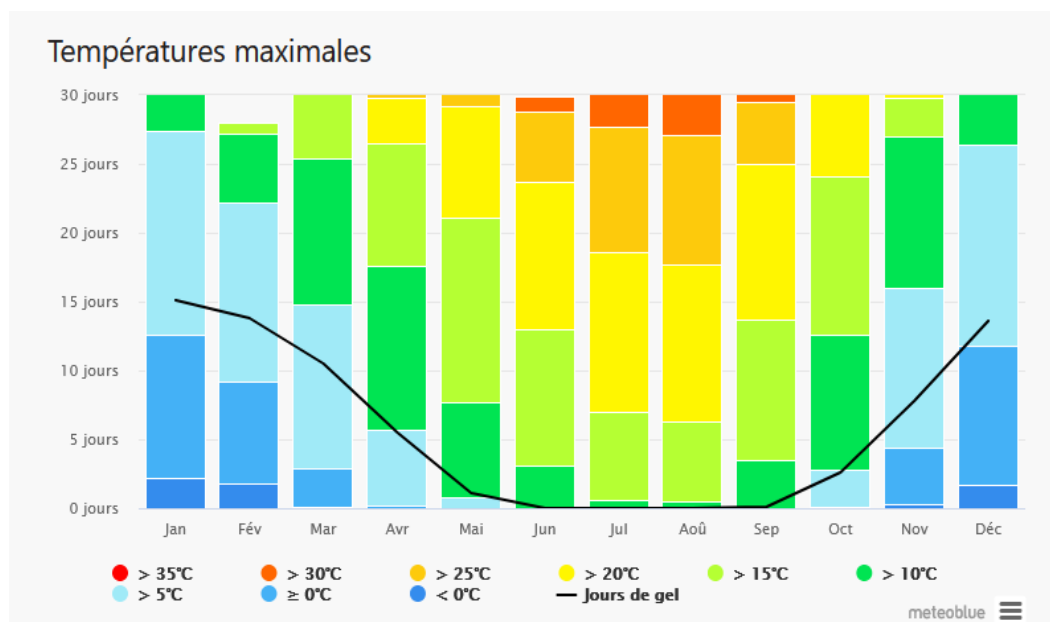
Evolution climatique

Conformément à l'article R 104-7 du code de l'urbanisme modifié par décret n° 2021-1345 du 13 octobre 2021, à l'occasion de leur élaboration, un PLU est soumis à évaluation environnementale qui comprend notamment une analyse de l'état initial de l'environnement du territoire.

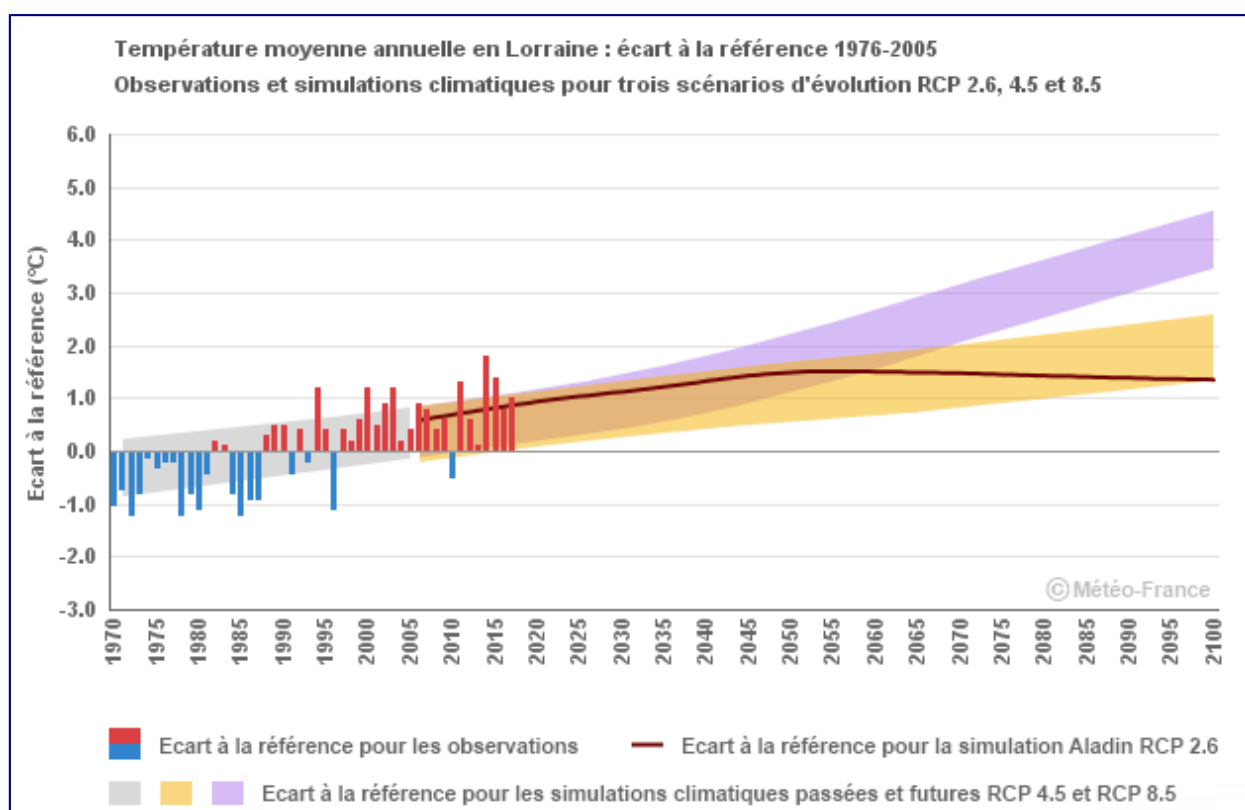
C'est à l'occasion de cette évaluation que sont intégrées dans la réflexion sur le PLU des études, des cartes climatiques et des modélisations indiquant, dans le diagnostic territorial, quels sont les enjeux énergétiques et climatiques, et notamment quelles sont les zones urbaines concernées ou menacées notamment par le phénomène d'îlots de chaleur urbain.

Température de l'air

Le diagramme de la **température maximale à Pagny-la-Blanche-Côte** montre le nombre de jours par mois qui atteignent certaines températures (moyenne sur 30 ans).



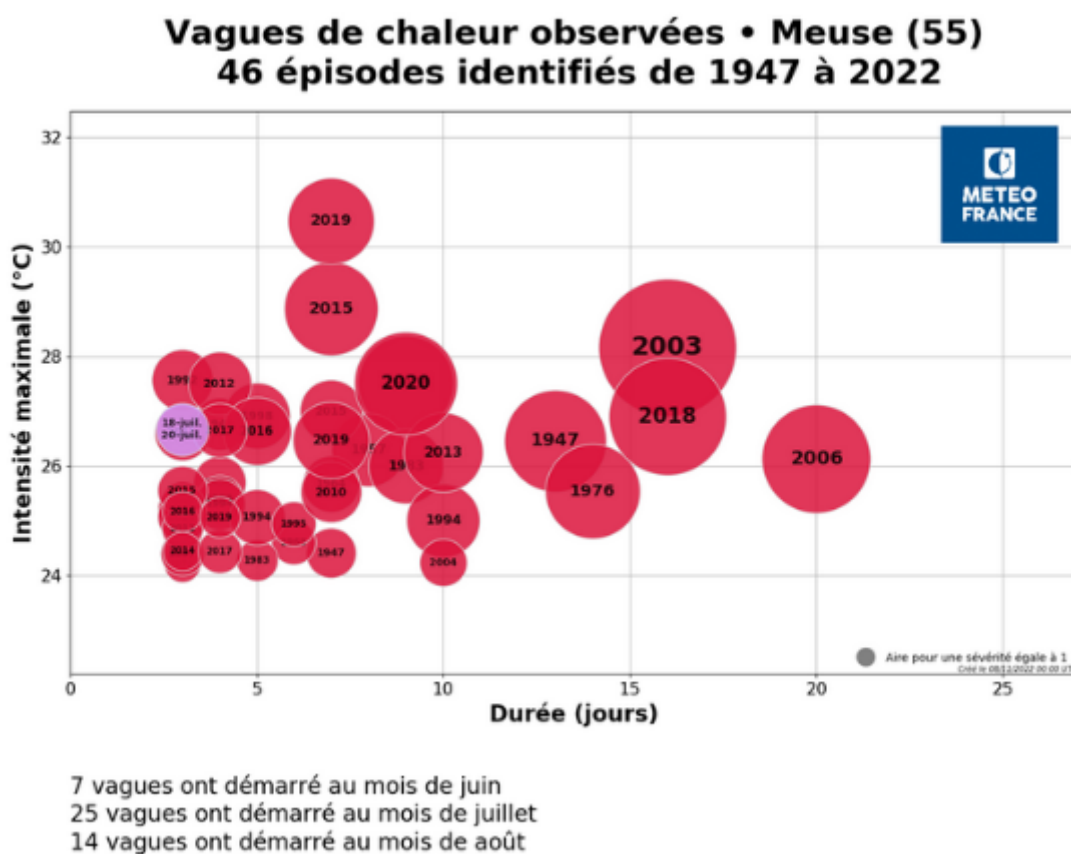
Sur la période 1959-2009, la tendance observée à l'augmentation des températures moyennes annuelles dépasse + 0,3 °C par décennie.



Les projections climatiques montrent **une poursuite du réchauffement jusqu'en 2050**, quel que soit le scénario.

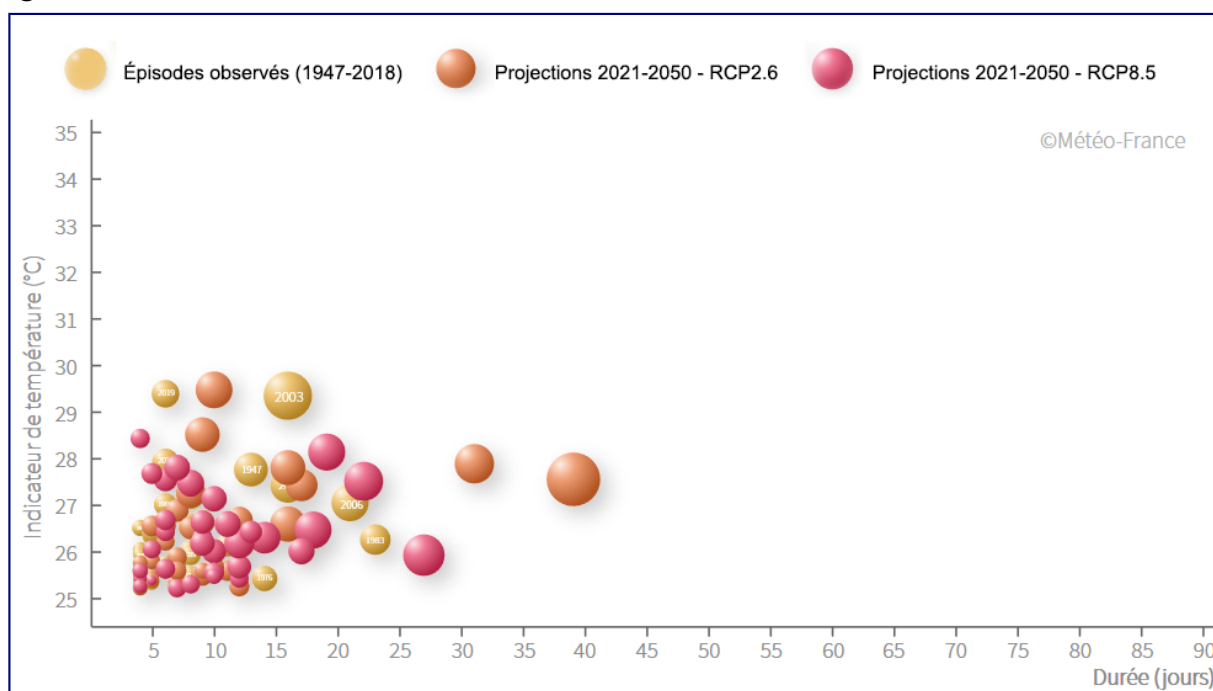
Selon le RCP8.5 (scénario sans politique climatique), le réchauffement pourrait atteindre + 4 °C à l'horizon 2071-2100.

Vagues de chaleur

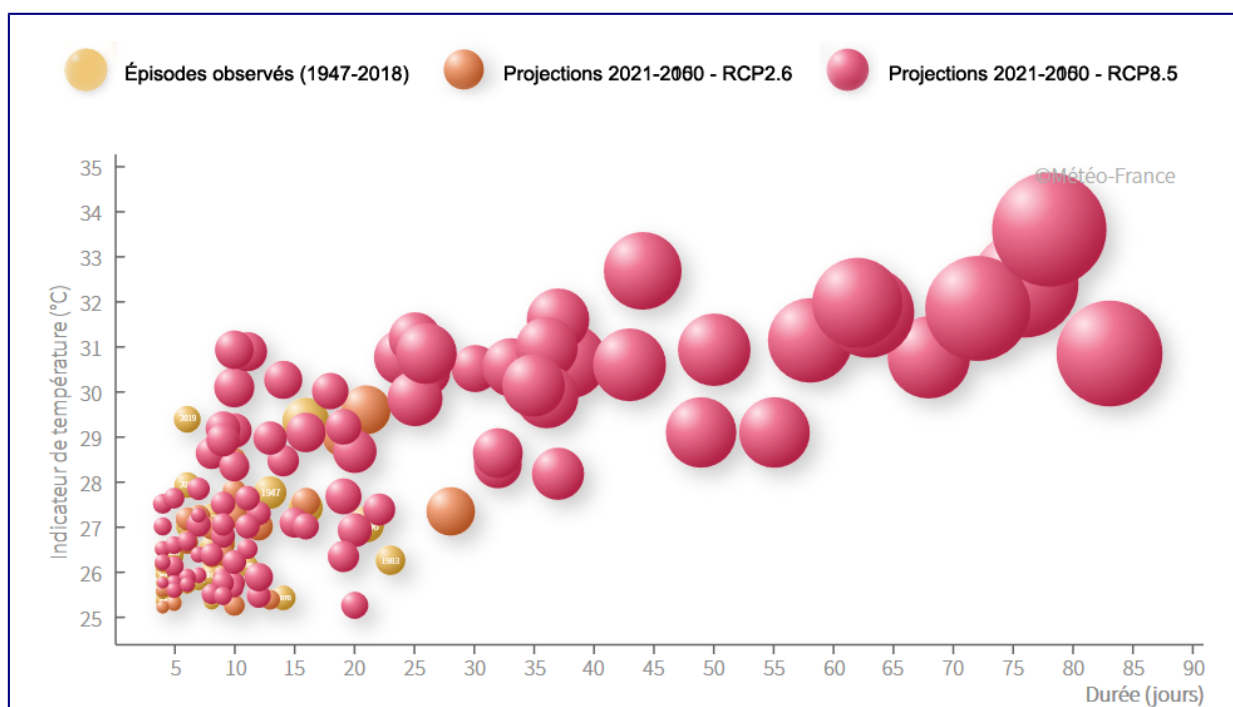


Entre 1947 et 2019, Météo France a identifié 47, 48 et 50 épisodes de vagues de chaleur respectivement en Lorraine, en Champagne-Ardenne et en Alsace.

Sur la même période, 41 épisodes ont été enregistrés en France. La région Grand-Est a une sensibilité particulière à cet aléa climatique, du fait de sa position géographique qui la dote d'un climat un peu plus continental (l'océan étant un bon modérateur des vagues de chaleur).

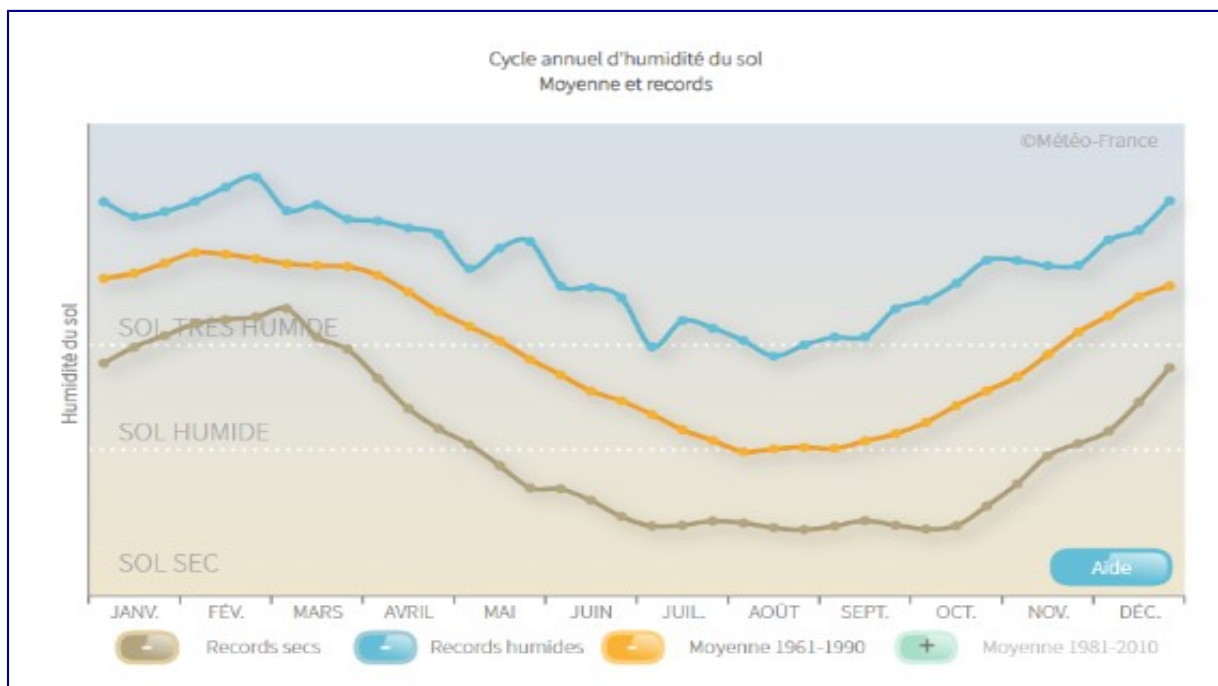


La fréquence et l'intensité des vagues de chaleur en France pourraient augmenter au XXI^e siècle, mais avec un rythme différent entre l'horizon proche (2021-2050) et la fin du siècle (2071-2100). Dans un premier temps, un doublement de la fréquence des événements est attendu vers le milieu du siècle.



En fin de siècle, les vagues de chaleur pourraient être bien plus fréquentes qu'aujourd'hui mais aussi beaucoup plus sévères et plus longues, avec une période d'occurrence étendue de la fin mai au début du mois d'octobre.

Humidité des sols

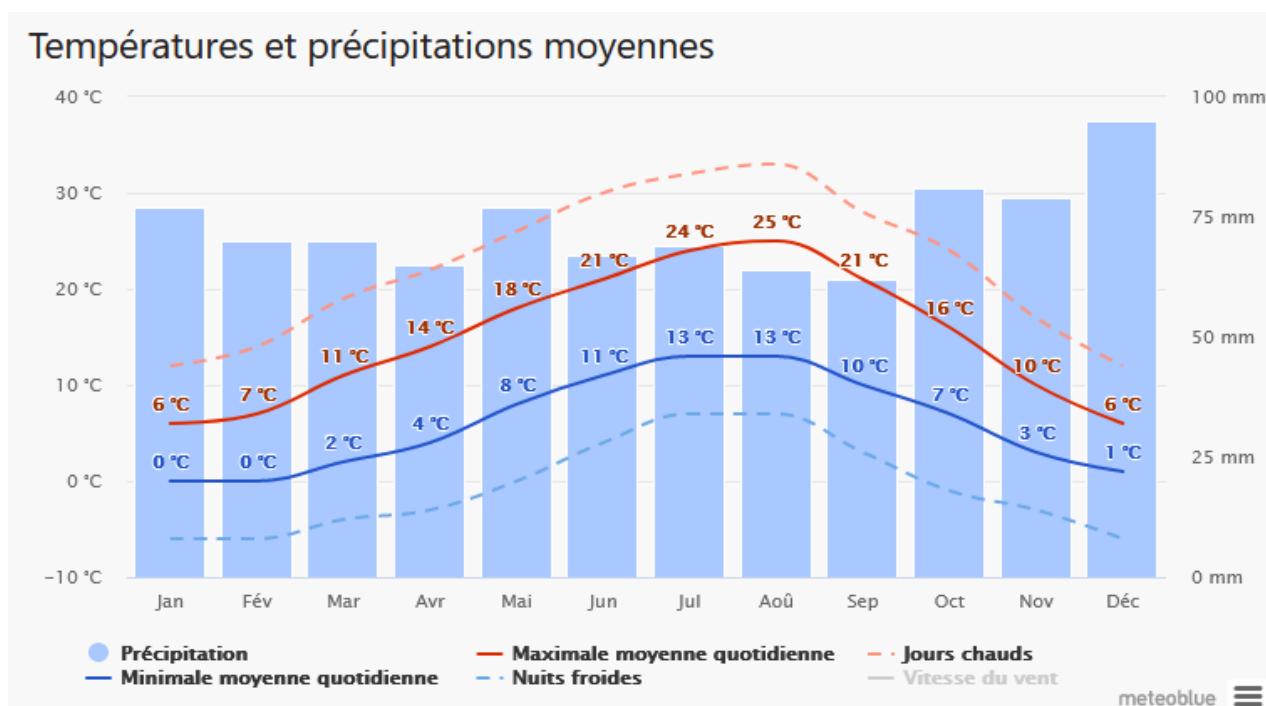
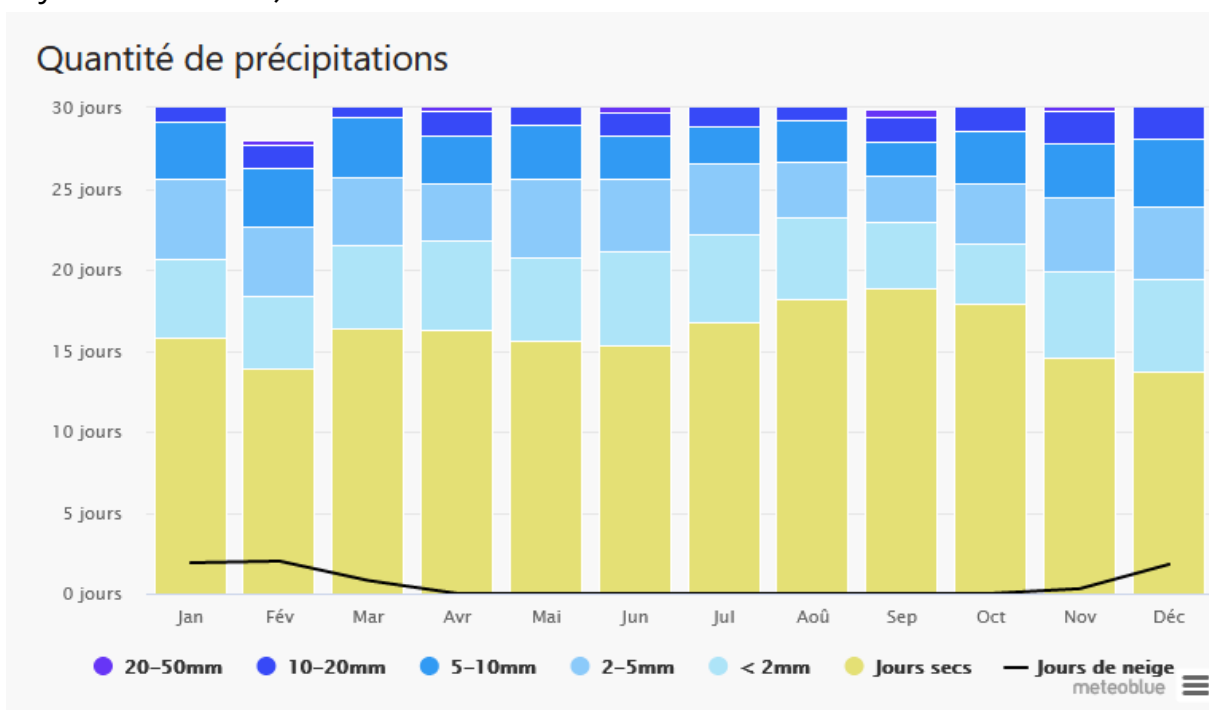


La comparaison du cycle annuel d'humidité du sol entre la période de référence climatique 1961-1990 et 1981-2010 sur l'ancienne région Lorraine montre un assèchement proche de 5 % sur l'année, à l'exception de l'automne qui reste stable.

On note que l'humidité moyenne du sol en fin de siècle pourrait correspondre aux situations sèches extrêmes d'aujourd'hui.

· Précipitations

Le diagramme des précipitations enregistrées sur le territoire Pagny-la-Blanche-Côte. Il indique la quantité d'eau ainsi que la durée des précipitations sur les 12 mois de l'année (moyenne sur 30 ans).

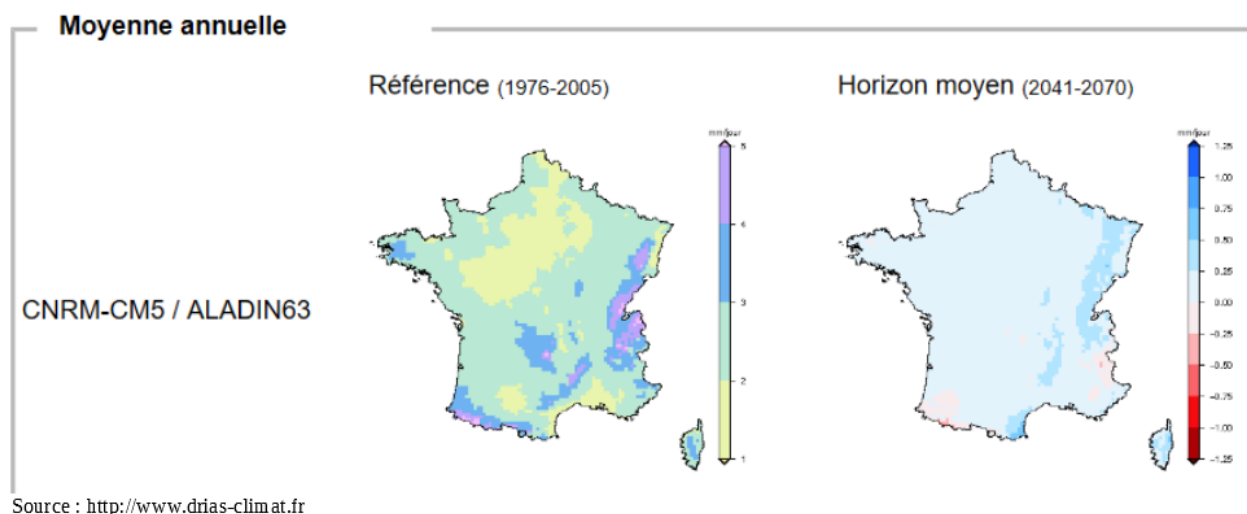


La "maximale moyenne quotidienne" (ligne rouge continue) montre la température maximale moyenne d'un jour pour chaque mois pour Pagny-la-Blanche-Côte.

De même, « minimale moyenne quotidienne » (ligne bleu continue) montre la moyenne de la température minimale.

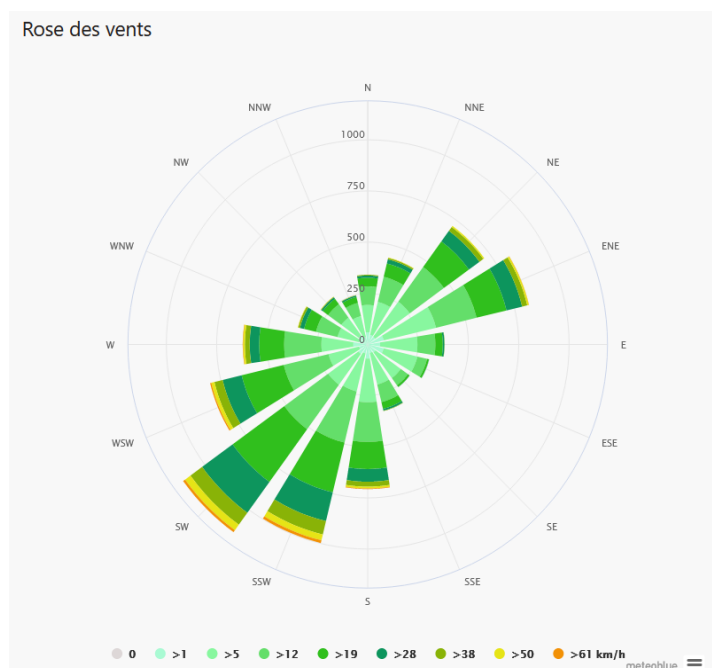
Les jours chauds et les nuits froides (lignes bleues et rouges en pointillé) montrent la moyenne de la plus chaude journée et la plus froide nuit de chaque mois des 30 dernières années.

Précipitations moyennes : valeur de référence et écart à cette valeur par horizon [mm] , RCP8.5 : Scénario sans politique climatique

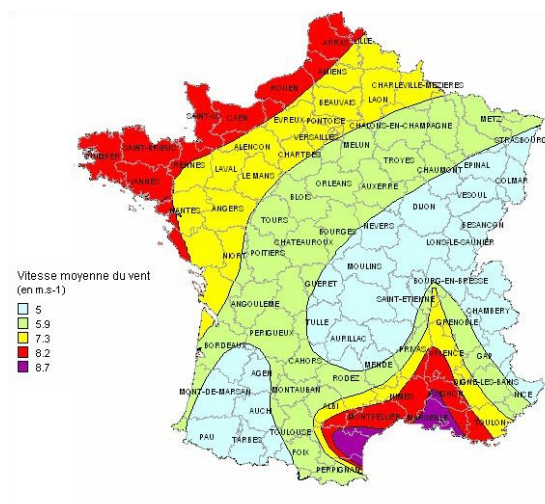


Quel que soit le scénario considéré, les projections climatiques sur l'évolution des précipitations annuelles d'ici la fin du XXI^{ème} siècle montrent des contrastes saisonniers, avec une augmentation des précipitations hivernales et une diminution des précipitations estivales, plus ou moins marquées selon le scénario

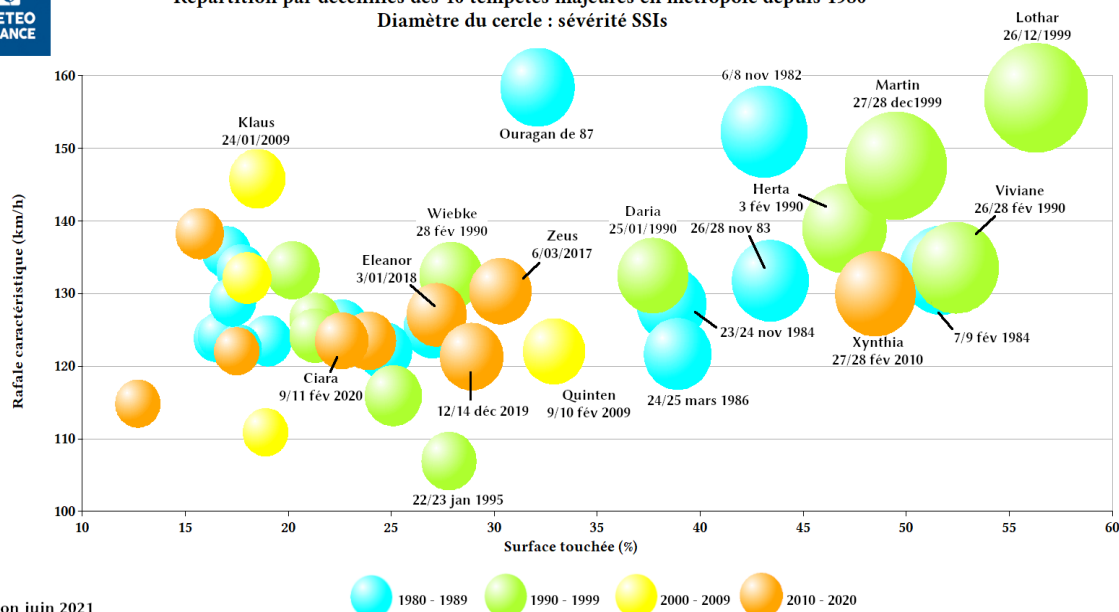
· Vents



La Rose des Vents pour Pagny-la-Blanche-Côte montre combien d'heures par an le vent souffle dans la direction indiquée (moyenne sur 30 ans).
Il apparaît nettement que les vents de sud/ouest sont dominants.



Répartition par décennies des 40 tempêtes majeures en métropole depuis 1980
Diamètre du cercle : sévérité SSI



Le tableau ci-dessous représente les 7 tempêtes majeures pour la Lorraine par sévérité décroissante (classement au 30 juin 2021). Il est établi à partir de l'indice de sévérité régional SSI_s (indice de sévérité des tempêtes).

Lorraine	26/12/1999 Lothar	27/02/1990 Viviane	03/02/1990 Herta	28/02/2010 Xynthia	23/11/1984	28/02/1990 Wibke	10/02/2020 Ciara
----------	----------------------	-----------------------	---------------------	-----------------------	------------	---------------------	---------------------

Source Météo France

Enjeux concernant le contexte climatique

La régulation des phénomènes climatiques est possible par des aménagements, la nature en ville participe au bien-être et à la santé des habitants... La collectivité dispose de différents outils (emplacements réservés, espaces agricoles urbains, espaces éco-aménageables, prescriptions de plantations (en espalier sur les façades par exemple), variétés d'arbres résilients, revêtement clair des trottoirs...) qu'elle peut inscrire dans le PLU dans sa partie réglementaire ou dans ses OAP.

Les nouveaux règlements de PLU ont la possibilité « d'imposer une part minimale de surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables, éventuellement pondérées en fonction de leur nature, afin de contribuer au maintien de la biodiversité et de la nature en ville ».

À cette fin, la loi ALUR donne la possibilité au PLU de favoriser le maintien de la nature en zone urbaine en réservant lors des opérations de constructions neuves une part de surfaces non imperméabilisables comme des surfaces en terre végétalisée, des toitures et terrasses ou murs et façades végétalisées, des surfaces alvéolées perméables, des zones humides, l'abaissement dans son règlement du ratio des superficies de stationnements pour le plafonner à une fois la surface bâtie...

Le but est d'inciter à la création de « puits de fraîcheur » afin de lutter contre les îlots de chaleur urbaine, d'éviter une « bétonisation » générale et une part congrue laissée aux espaces verts.

Le texte réglementaire ne parle pas de « coefficient » mais d'une « part de surface », qui peut bien sûr se traduire par une fraction, un pourcentage ou « une proportion », ce qui revient au même.

Cette part doit toujours être « minimale ». Comme toutes les surfaces n'ont pas la même valeur au regard de l'écosystème (toiture végétalisée, aire de stationnement végétalisée, terrasse engazonnée...), il est possible de prévoir une pondération par rapport à la pleine terre selon les modalités fixées par le 1^o de l'article R. 151-43 du code de l'urbanisme.

De même, au travers des règles de volumétrie et d'implantation, le PLU a la faculté de définir des formes urbaines (art. R. 151-39 du Code de l'urbanisme) qui limitent les îlots de chaleur urbains et facilitent la dispersion des polluants (pour éviter l'effet « canyon »).

Les outils disponibles :

L'OAP

L'aménagement des espaces non artificialisés peut être prévu par une OAP qui en donnera les principes sur la manière dont les espaces extérieurs seront traités (traitement des clôtures, réalisation de plantations, revêtement des trottoirs, des pistes cyclables...).

Le règlement écrit

Au sein des unités foncières à aménager, le règlement peut prévoir diverses mesures visant à intégrer ou à réintégrer la végétation dans les espaces libres zone urbanisée U et AU). Il peut imposer qu'une partie de l'unité foncière soit éco-aménageable (L.151-22 et R.151-43, 1^o) ou non imperméabilisée, ce qui permet des plantations en pleine terre et une bonne perméabilité du sol.

L'emplacement réservé

Le PLU peut mobiliser les emplacements réservés (L.151-41) pour réaliser, dans les quartiers ou dans les projets d'aménagement, des espaces verts et/ou des espaces destinés à la détente des habitants (des espaces arborés avec des espèces résilientes, des aires de jeux ou aires de loisirs, etc).

8.2 - Contexte réglementaire

Réglementation nationale

Introduite par la loi de Transition énergétique pour la croissance verte (TECV), la **Stratégie nationale bas carbone (SNBC)**, est la feuille de route de la France pour lutter contre le changement climatique. Elle donne des orientations pour mettre en œuvre, dans tous les secteurs d'activité (transports, bâtiment, agriculture, sylviculture, industrie et déchets), la transition vers une économie bas-carbone, circulaire et durable.

Elle définit une trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre jusqu'à 2050 et fixe des objectifs à court-moyen termes : les budgets carbone. Ce sont des plafonds d'émissions de gaz à effet de serre à ne pas dépasser sur des périodes de cinq ans.

Elle a deux ambitions qui doivent être prises en compte : atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 et réduire l'empreinte carbone liée la consommation des Français.

Adoptée pour la première fois par décret du 18 novembre 2015, la SNBC a été révisée en 2018-2019, en visant d'atteindre la neutralité carbone en 2050 (ambition rehaussée par rapport à la première SNBC qui visait le facteur 4, soit une réduction de 75 % de ses émissions GES à l'horizon 2050 par rapport à 1990).

Le projet de SNBC révisée a fait l'objet d'une consultation du public du 20 janvier au 19 février 2020. La nouvelle version de la SNBC et les budgets carbone pour les périodes 2019-2023, 2024-2028 et 2029-2033 ont été adoptés par décret le 21 avril 2020.

Le Plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques, créé par la loi TECV et approuvé par arrêté du 10 mai 2017, fixe les objectifs nationaux de réduction des émissions par rapport à l'année 2005 pour les années 2020 à 2024, 2025 à 2029, et à partir de 2030 pour améliorer la qualité de l'air et réduire l'exposition des populations aux pollutions atmosphériques.

La loi TECV, complétée par la « loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat » confirme les objectifs nationaux. La réglementation donne un cadre à l'action conjointe des citoyens, des entreprises, des territoires et de l'État.

Elle fixe des objectifs à moyen et long termes :

- **réduire les émissions de gaz à effet de serre** de 40 % entre 1990 et 2030 et d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 en divisant les émissions de gaz à effet de serre par un facteur supérieur à six entre 1990 et 2050 ;
- **baisser la consommation énergétique** finale de 50 % en 2050 par rapport à la référence 2012 en visant un objectif intermédiaire de 20 % en 2030 ;

- **diminuer la consommation énergétique primaire** d'énergies fossiles de 40 % en 2030 par rapport à la référence 2012 ;
- **porter la part des énergies renouvelables à 23 % de la consommation finale brute** d'énergie en 2020 et à 33 % au moins de la consommation finale brute d'énergie en 2030. À cette date, pour parvenir à cet objectif, les énergies renouvelables doivent représenter au moins 40 % de la production d'électricité, 38 % de la consommation finale de chaleur, 15 % de la consommation finale de carburant et 10 % de la consommation de gaz.

La loi « Climat Résilience » adoptée le 22 août 2021 a pour objectif de lutter contre le réchauffement climatique et d'augmenter la résilience du territoire face à ce phénomène.

Loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables promulguée le 10 mars 2023.

Le texte s'articule autour de quatre axes :

- planifier les énergies renouvelables,
- simplifier les procédures,
- mobiliser le foncier déjà artificialisé pour déployer les énergies renouvelables,
- mieux partager la valeur générée par ces énergies.

La loi instaure un dispositif de planification territoriale des énergies renouvelables pour faciliter l'approbation locale des projets et assurer leur meilleur équilibre dans les territoires.

L'État devra mettre à la disposition des collectivités locales les informations disponibles sur le potentiel d'implantation des énergies renouvelables. Les communes devront ensuite, après concertation du public, identifier des zones d'accélération favorables à l'accueil des installations et leur établissement public de coopération intercommunale débattre de ces zones avec le projet du territoire. Passé un délai de six mois, le référent préfectoral arrêtera la cartographie des zones d'accélération et la transmettra pour avis au comité régional de l'énergie. Si ce comité conclut que les zones identifiées sont suffisantes pour atteindre les objectifs de développement des énergies renouvelables, les référents préfectoraux de la région arrêteront la cartographie à l'échelle du département, après avis conforme de chaque commune concernée pour les zones situées sur son territoire. Dans le cas contraire, les référents préfectoraux devront demander aux communes d'identifier de nouvelles zones. Les communes pourront toujours délimiter des zones d'exclusion dès lors que les objectifs régionaux sont atteints.

La carte à l'échelle du département de la Meuse est en cours de réalisation et devrait être approuvée fin 2023-début 2024.

Le SRADDET Grand-Est

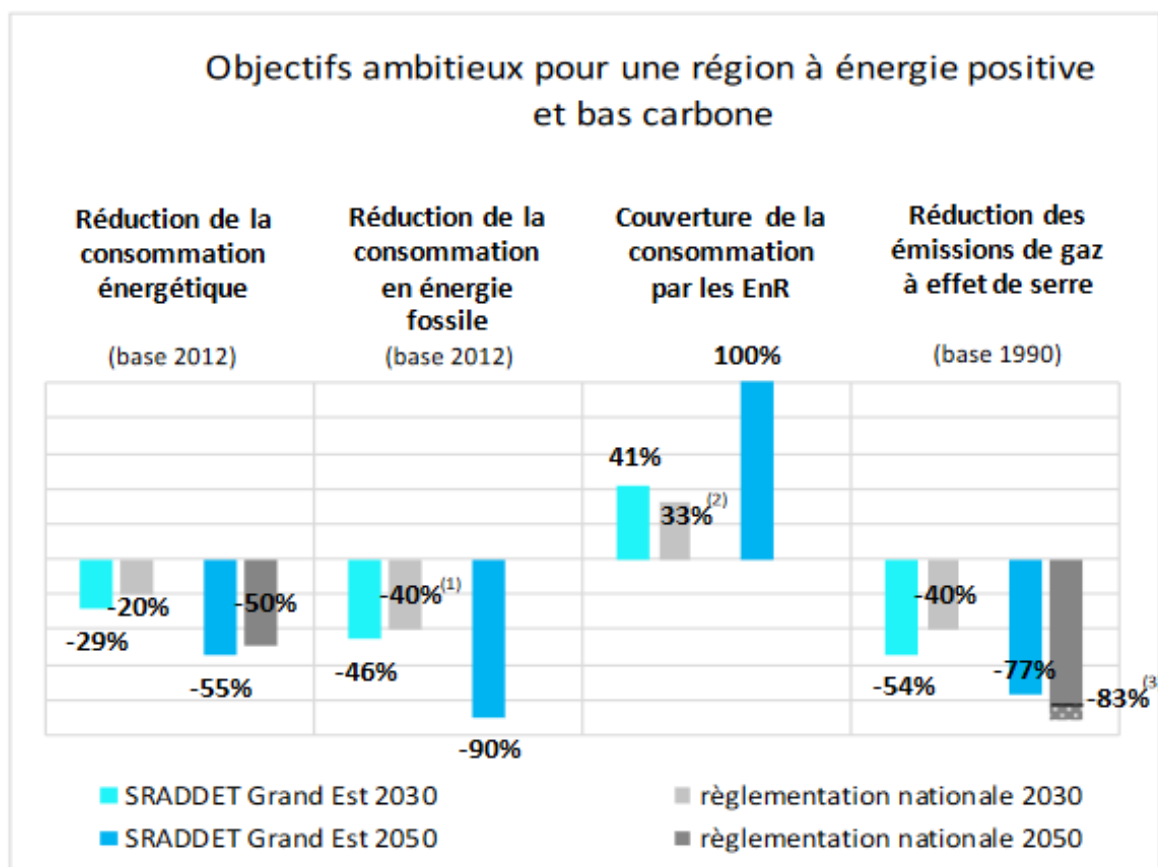
En matière de climat-air-énergie, le SRADDET Grand-Est fixe, pour la région, les règles suivantes à moyens et longs termes :

Règle 1 : Atténuer et s'adapter au changement climatique ;

Règle 5 : Développer les énergies renouvelables et de récupération ;

Règle 6 : Améliorer la qualité de l'air ;
Règle 16 : Sobriété foncière ;
Règle 17 : Optimiser le potentiel foncier mobilisable ;
Règle 24 : Développer la nature en ville ;
Règle 26 : Articuler les transports publics localement ;
Règle 27 : Optimiser les pôles d'échanges ;
Règle 28 : Renforcer et optimiser les plateformes logistiques multimodales.

Le SRADDET ambitionne de « couvrir 41 % de la consommation finale d'énergie par les énergies renouvelables et de récupération en 2030 et 100 % en 2050 ».



(1) : Objectif porté de -30% à -40% par la Loi Energie Climat de novembre 2019

(2) : Objectif porté de -32% à -33% au moins en 2030 par la Programmation Pluriannuelle de

(3) : Objectif de Neutralité Carbone défini par la Loi Energie Climat de novembre 2019, correspondant à une division par un facteur 6 au moins des émissions de 1990

Plan climat air énergie territorial (PCAET)

Le Plan climat air énergie territorial (PCAET) remplace, depuis le 1^{er} janvier 2017, les Plans climat énergie territoriaux (PCET) qui s'appliquaient aux collectivités de plus de 50 000 habitants. **Les PCAET sont rendus obligatoires dès que le seuil intercommunal de 20 000 habitants est atteint.**

Un PCAET est un projet de territoire qui fixe les objectifs stratégiques et opérationnels de la collectivité afin d'améliorer la qualité de l'air, d'atténuer et lutter efficacement contre le réchauffement climatique et de s'y adapter.

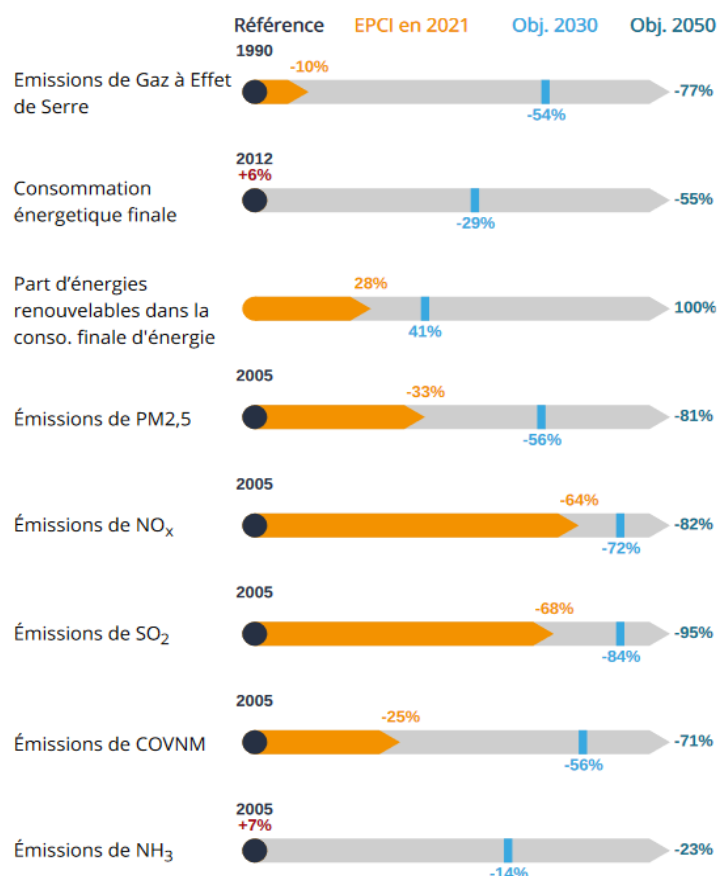
Le PCAET comprend un plan d'action visant à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments, à augmenter la production d'énergie renouvelable et réduire les émissions de gaz à effet de serre.

les PLU doivent prendre en compte les dispositions du plan climat, air, énergie territorial (PCAET) relevant de l'article L.131-5 et du SRCAE.

Principaux objectifs régionaux

Les PCAET et autres plans locaux comportant les thématiques Climat-Air-Energie doivent prendre en compte les objectifs et être compatibles avec les règles du SRADDET (code env. R229-55) ainsi qu'avec les objectifs nationaux (SNBC révisée notamment).

A cet effet, le graphique ci-contre présente ces différents objectifs à atteindre en 2030 et 2050, ainsi que la position du territoire en 2021 par rapport à ces objectifs.



8.3 - Favoriser le développement des énergies renouvelables et de récupération

Diagnostic

L'énergie primaire peut être produite sous trois formes différentes appelées «vecteurs énergétiques» : électricité, chaleur et carburant (ou combustible). Les filières produisant de l'électricité primaire sont les filières nucléaires, incinération de déchets (EnR ou non), hydraulique non renouvelable (pompage), éolien, hydraulique renouvelable, géothermie très haute énergie, photovoltaïque et biogaz. Les filières produisant de la chaleur sont les filières Incinération de déchets (EnR ou non), Géothermie (chaleur) et géothermie très haute énergie, PACs aérothermiques, solaire thermique et biogaz. Enfin les filières produisant des combustibles ou des carburants sont les filières pétrole, bois-énergie, agrocultures, biogaz et cultures énergétiques.

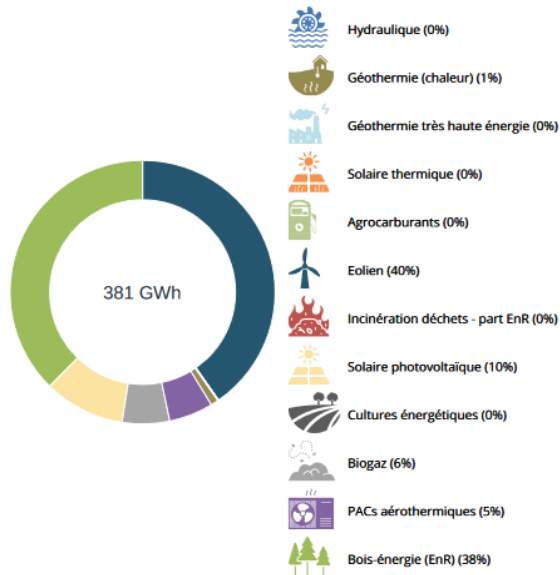
L'analyse de la production d'énergie primaire permet d'évaluer le développement de filières de productions. Il est à noter que l'énergie produite sur le territoire n'est pas

nécessairement consommée en totalité sur le territoire (exemple du nucléaire, des agrocarburants ou du bois-énergie).

La production d'énergies renouvelables :

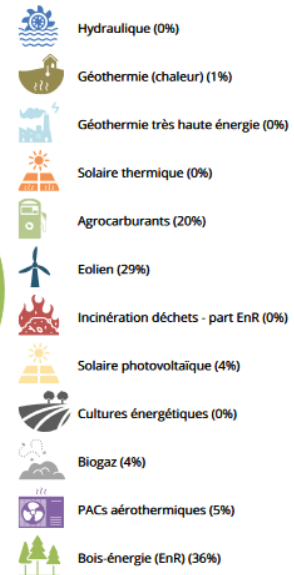
CC de Commercy - Void - Vaucouleurs

Production d'énergie renouvelable... ...par filière en 2021



Meuse

Production d'énergie renouvelable... ...par filière en 2021

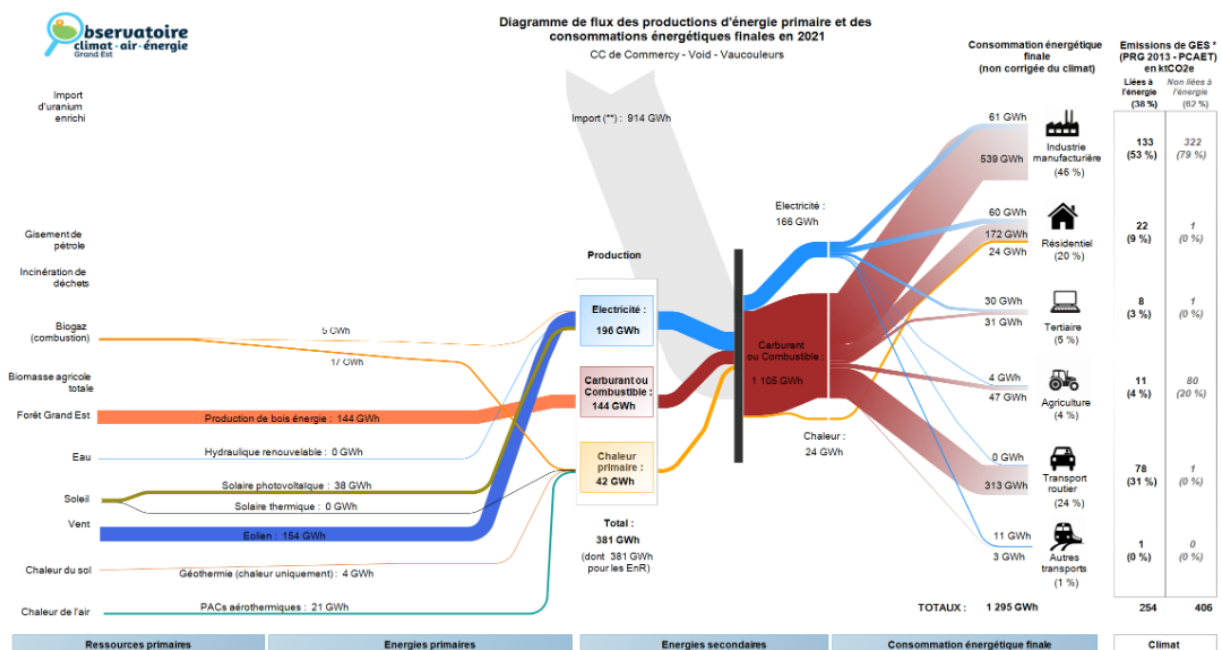


La production d'énergies renouvelables du territoire de la Communauté de Communes s'établit à **55 GWh en 2019**, les principales sources de productions sont l'éolien (40%) et la filière bois (39 %).

La production d'énergie photovoltaïque compte 10 % de la part de production.

D'ailleurs, les autres modes de production d'énergies propres sont très peu présents et méritent d'être encouragés notamment dans le secteur résidentiel par l'installation de pompes à chaleur aérothermiques ou de dispositifs de géothermie.

Flux des productions d'énergies et flux des consommations énergétiques sur le territoire :



Mise en œuvre d'une politique de production d'énergie renouvelable

La réglementation n'impose pas d'intégrer un volet énergétique au sein du PLU. **Cependant, il est fortement conseillé de réaliser au titre du diagnostic territorial**, une analyse des données et du potentiel de production d'énergies renouvelables (EnR) sur le territoire. Le rapport de présentation peut identifier des zones d'implantation préférentielles qui n'auront pas de caractère prescriptif, mais elles permettront d'appeler des points de vigilance en fonction des sites potentiels.

Pour couvrir 41 % de la consommation finale d'énergie par les énergies renouvelables et de récupération en 2030 et 100 % en 2050 (**Axe 1, objectif 4 du SRADDET**, il convient de déployer les mesures nécessaires permettant de développer les énergies renouvelables.

La règle n°5 du SRADDET : « Développer les énergies renouvelables et de récupération » demande aux PLU de "Favoriser le développement des énergies renouvelables et de récupération en tenant compte du potentiel local des filières existantes, émergentes et d'avenir, dans le respect des usages et des fonctionnalités des milieux forestiers, naturels et agricoles ainsi que des patrimoines et de la qualité paysagère". Cette règle est à mettre en synergie avec le SRDEII, le PRFB et le SRB, notamment ».

Conformément à la loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables l'article L. 141-5-3 du code de l'énergie prévoit la création de zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'ENR. Leurs lieux d'implantation sont définis par délibération du conseil municipal, après concertation du public, en fonction du potentiel pour l'accélération de la production des ENR au sens de l'article L. 211-2 du même code pour atteindre les objectifs fixés à l'article L. 100-4 et de manière à prévenir et maîtriser les dangers ou inconvénients résultant de l'implantation de tels ouvrages.

Si ces zones peuvent, sous conditions, être implantées dans le périmètre d'une aire protégée ou d'un grand site de France, aucune ne peut se situer dans un parc national ou une réserve naturelle ni, s'agissant d'installations utilisant l'énergie mécanique du vent, dans un site classé dans la catégorie de zone de protection spéciale ou de zone spéciale de conservation des chiroptères au sein du réseau Natura 2000. La cartographie de ces zones d'accélération est arrêtée par le référent préfectoral après avis du comité régional de l'énergie ou de l'organe en tenant lieu.

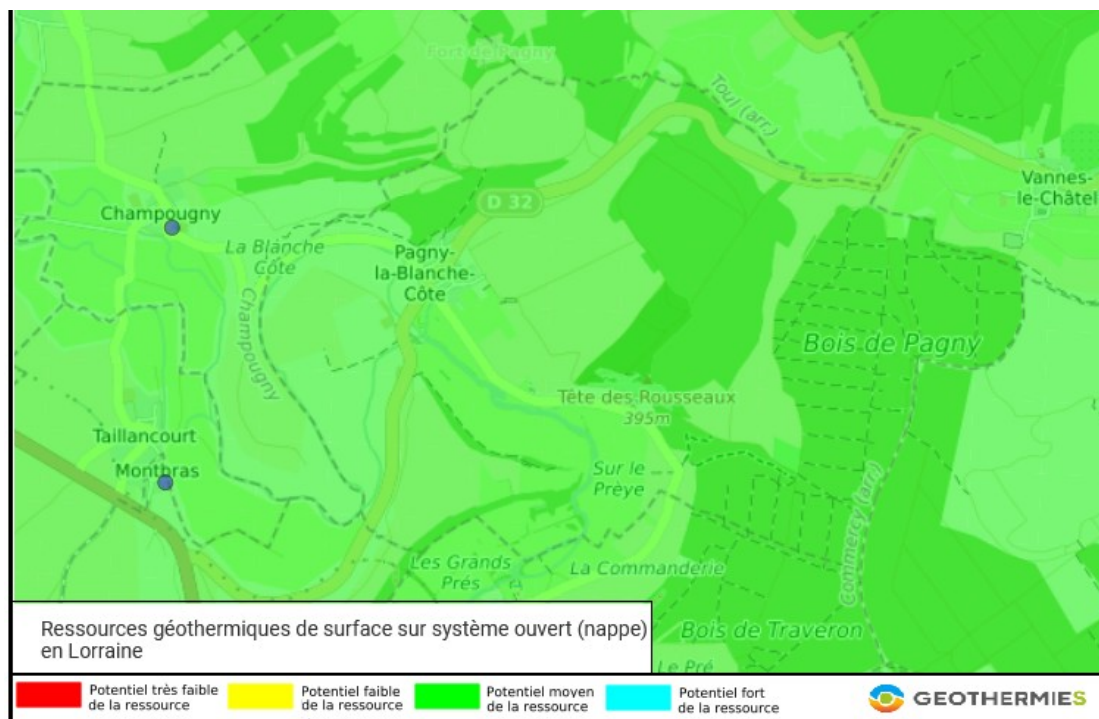
Il serait intéressant qu'au titre du diagnostic territorial, une analyse des données et du potentiel de production d'énergies renouvelables soit réalisée sur le territoire de Pagny-la-Blanche-Côte.

Le SCoT n'ayant pas été approuvé l'article L. 151-7 du code de l'urbanisme permet au PLU d'identifier des zones d'accélération au sein des orientations d'aménagement et de programmation.

Le cas échéant, il conviendra d'intégrer au PLU la cartographie des zones d'accélération (loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables).

Conseils par filière

Le potentiel géothermique du territoire, sous réserve de la vérification du milieu aquifère, est moyen (zone vert) sur l'ensemble du territoire communal.



Unité de méthanisation

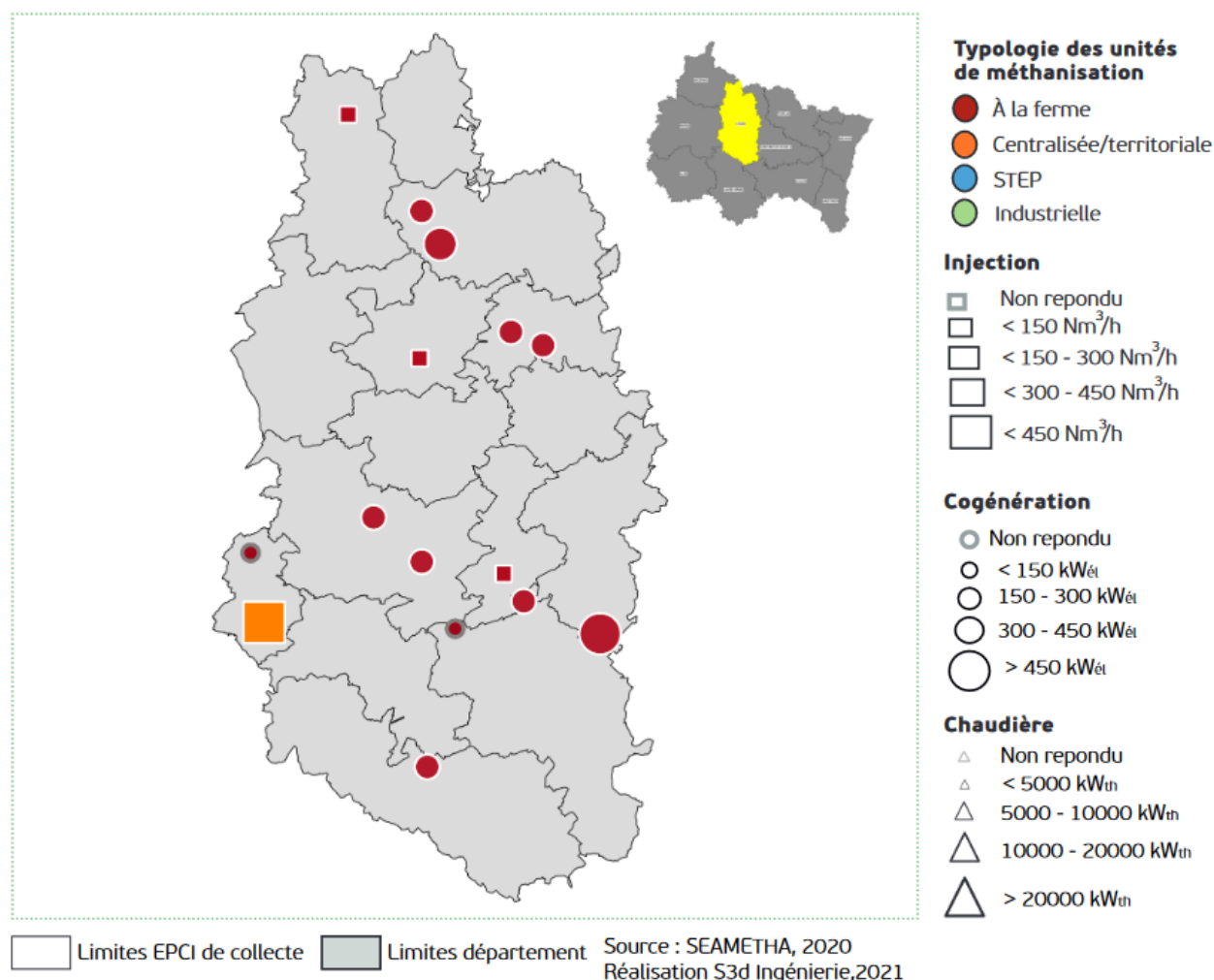
Au 01/12/2021 aucune unité de méthanisation en fonctionnement n'est répertoriée sur le territoire de la commune.

L'étude peut comptabiliser le tonnage de biodéchets fermentescibles, permettant de voir si la création d'une ou plusieurs unités de méthanisation est viable. Le potentiel est issu de l'agriculture, des industries agroalimentaires (IAA), des herbes de fauche des accotements routiers, des forêts, des Grandes et Moyennes Surfaces (GMS), de la Restauration Hors Foyer (RHF) collective.

En Meuse, La majorité sont des installations à la ferme. On recense également une installation centralisée territoriale.

La carte ci-dessous présente l'ensemble des unités de méthanisation du département y compris celles n'ayant pas répondu à l'enquête.

NB : le site en chaudière n'est pas représenté ; il s'agit d'une couverture de fosse.



Plus de 142 000 tonnes de déchets organiques sont valorisés par méthanisation dans le département, dont 84% dans les installations à la ferme. Pour les installations à la ferme et centralisées/territoriales, 65% en moyenne des intrants sont des effluents d'élevage, et 23% en moyenne des matières végétales. Les cultures principales représentent 4,8% des gisements utilisés dans les installations à la ferme, et les cultures intermédiaires à vocation énergétique (CIVE) représentent 8,8%.

Le chiffrage des déchets potentiellement utiles à une unité de méthanisation est à réaliser durant la phase d'étude du PLU. Un état des lieux des déchets émanant de la collectivité et des établissements collectifs aidera à définir les besoins en la matière.

Le solaire thermique

Le solaire thermique présente un potentiel dans le logement résidentiel par l'équipement des logements neufs ou en rénovation, ainsi que dans des domaines d'activités grands consommateurs d'eau chaude sanitaire mais sa production est inexistante pour le moment.

Le solaire photovoltaïque

La réhabilitation d'une des nombreuses carrières présentes sur le territoire peut permettre de réaliser une Step ou un champ photovoltaïque. Outre ces lieux, le cabinet d'études recensera des emplacements pouvant faire l'objet d'une reconversion vers une production d'électricité : anciennes carrières, friches (industrielle, militaire, commerciale, habitat, etc)., décharges. Une friche (industrielle, militaire, commerciale, habitat, etc).

L'énergie éolienne : le Schéma régional éolien (SRE)

Le schéma régional éolien est la déclinaison du SRCAE pour le volet éolien. Il a pour objectif de définir des zones favorables au développement de l'éolien, c'est-à-dire qui concilient les objectifs énergétiques avec les enjeux environnementaux. Il établit la liste des communes dans lesquelles sont situées les zones favorables au développement de l'énergie éolienne.

Le SRE, annexe du SRCAE, a été annulé par la Cour Administrative d'Appel de Nancy le 14 janvier 2016, annulation confirmée en Conseil d'État en 2017. Les orientations du SRE peuvent cependant s'avérer utile dans la réflexion pour le PLU.

En ce qui concerne la commune de Pagny-la-Blanche-Côte, selon les critères définis par l'ex-SRE. La commune ne dispose pas de zone favorable, de taille suffisante, pour le développement de l'énergie éolienne.

Cependant, selon l'étude sur la capacité des paysages à accueillir le développement de l'éolien(http://webissimo-ide.developpementdurable.gouv.fr/IMG/pdf/2020_11_etude_paysage_eolien_meuse_version_diffusable_cle0fb7d3.pdf)

Le territoire de Pagny-la-Blanche-Côte fait partie de l'unité paysagère "Vallée de la Meuse",

Les fortes amplitudes du relief entre le fond plat de la vallée et le haut des versants, la faible ouverture visuelle et l'intérêt patrimonial et historique de cette unité sont peu compatibles avec le développement de l'éolien.

Des risques de covisibilités et d'écrasements sont également possibles. Au regard de ces caractéristiques paysagères, la compatibilité de la vallée de la Meuse avec l'éolien est qualifiée de très faible.

Evolution de la production d'énergies renouvelables de la Communauté de Communes de Commercy-Void-Vaucouleurs :

Evolution de la production d'énergie renouvelable (GWh)



Ainsi, les PLU laissent la liberté de choix aux communes d'admettre ou pas des équipements de production d'énergies renouvelables ou des équipements d'intérêt collectif en zones agricoles (zone A) et zones naturelles (zone N). Toutefois, pour couvrir 41 % de la consommation finale d'énergie par les énergies renouvelables et de récupération en 2030 et 100 % en 2050 (Axe 1, objectif 4 du SRADET), il convient de déployer les mesures nécessaires permettant de développer les énergies renouvelables. Ce développement ne devra néanmoins pas se faire au détriment des autres politiques prioritaires de l'État, et notamment la limitation de l'artificialisation de l'espace.

Il est recommandé, au titre du diagnostic territorial de la commune de Pagny-la-Blanche-Côte qu'une analyse des données et du potentiel de production d'énergies renouvelables soit réalisée.

Il conviendra de définir notamment en lien avec une étude portant sur les caractéristiques paysagères du territoire, **les éventuelles zones propices au développement éolien** (article L. 151-7 du code de l'urbanisme)

La même démarche serait à **conduire considérant le développement photovoltaïque**, toutefois, en compatibilité avec le SRADET. Il conviendra de privilégier les espaces artificialisés et sites dégradés.

Le PLU entrera en compatibilité avec la règle n°5 du SRADET relative au développement des énergies renouvelables et de récupération, qui fixe des préconisations par filière.

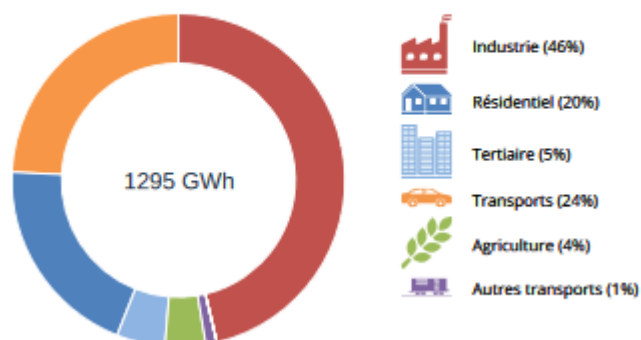
8.4 - Contribuer à réduire la consommation énergétique du territoire

La consommation énergétique finale correspond à l'énergie livrée aux différents secteurs économiques (à l'exclusion de la branche énergie) et utilisée à des fins énergétiques (les usages matière première sont exclus). Cette notion permet de suivre l'efficacité énergétique et la pénétration des diverses formes d'énergie dans les différents secteurs de l'économie. Elle est différente de la consommation finale d'énergie qui inclut la consommation finale non énergétique. La consommation à climat réel correspond à l'énergie réellement consommée, elle est exprimée en GWh PCI.

Données locales

Un état des lieux de la consommation énergétique au niveau du territoire communal n'est pas systématiquement possible. En conséquence, il est utilisé des données à l'échelle de l'EPCI de la Communauté de communes Commercy-Void-Vaucouleurs. Elles sont donc à relativiser, puisque sur certains thèmes, des différences notoires peuvent exister d'une commune à l'autre au sein de la Communauté de Communes.

Consommation d'énergie finale... ...par secteurs en 2021



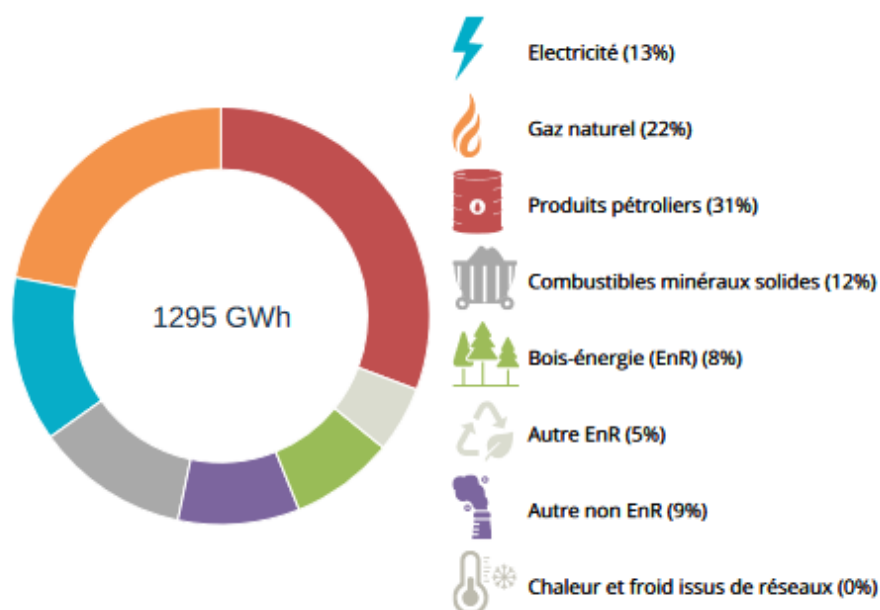
C'est le secteur résidentiel (43 %) et les transports (31 %) qui concentrent les parts les plus importantes de consommation d'énergies du territoire avec (74 % en cumulé), suivi par le tertiaire (11 %). L'industrie compte une part peu significative avec seulement 6 % (contre 33 % pour l'ensemble du département).

Consommation	Industrie	Résidentiel	Tertiaire	Transports	Agriculture	Autre transports
CC Commercy-Void-Vaucouleurs	46,00 %	20,00 %	5,00 %	24,00 %	4,00 %	1,00 %
Meuse	31,00 %	27,00 %	10,00 %	25,00 %	6,00 %	1,00 %

Par rapport au territoire meusien, on constate que la Communauté de Communes consomme plus d'énergie pour l'industrie et légèrement moins pour le résidentiel.

Corrélativement à cette ruralité, les transports routiers consomment également d'énergie que la moyenne meusienne du fait des navetteurs.

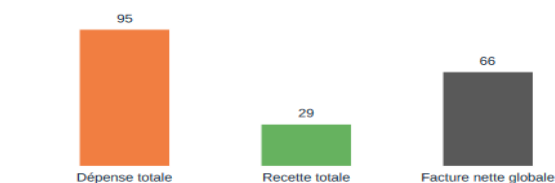
...répartie par type d'énergie en 2021



Les produits pétroliers (31 %) et le gaz naturel (22 %) représentent les énergies les plus consommées suivies par l'électricité avec une part non négligeable de 13 %. Le territoire de la Communauté de Communes de Commercy-Void-Vaucouleurs représente environ 16,5 % (1295 GWh/7832 GWh) des consommations totales d'énergies en Meuse.

Facture énergétique

Facture énergétique du territoire en 2021
en millions d'€



La facture énergétique nette territoriale est constituée de la différence entre les dépenses énergétiques d'un territoire (le solde annuel des achats d'énergie finale consommée sur le territoire, tous secteurs confondus) et ses recettes (les ventes d'énergies renouvelables produites sur le territoire).



Les Chiffres-clés en un clin d'oeil Edition 2023 - CC de Commercy - Void - Vaucouleurs

Il conviendra d'évaluer l'impact du scénario d'aménagement retenu en termes de consommation énergétique.

L'enjeu pour le PLU est d'assurer un urbanisme et un aménagement durable du territoire qui concilie les logiques d'aménagement et de logement avec celles d'une gestion économe des ressources naturelles et de l'espace.

Pour cela, le PLU peut :

- conditionner l'ouverture à l'urbanisation des secteurs nouveaux à des critères de performances énergétiques et environnementales ainsi qu'au niveau de desserte en transports collectifs,
- imposer aux constructions de couvrir une part de leur consommation d'énergie par la production d'énergie renouvelable (L. 151-21 du CU),
- autoriser un bonus de 30 % de surface constructible aux bâtiments les plus performants (L. 151-28 du CU),
- prévoir sur les aires de stationnement que le nombre de places exigé ordinairement soit réduit d'au moins 15 % en contre-partie de la mise à disposition de véhicules électriques en autopartage (article L. 151-31 du CU).
- Afin d'engager la transition énergétique du territoire, il conviendra d'évaluer l'impact du scénario d'aménagement retenu en termes de consommation énergétique.

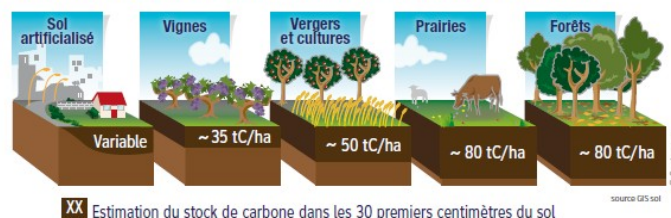
8.5 - Réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES)

Séquestration des gaz à effet de serre et maîtrise de la consommation des espaces

La séquestration désigne l'ensemble des processus extrayant le CO₂ de l'atmosphère et le stockant dans un réservoir. Aujourd'hui, les principaux réservoirs terrestres de carbone sont les océans, les sols (dont les tourbières) et la biomasse végétale, en particulier le bois qu'il soit en forêt (arbres et bois mort) ou utilisé comme matériau dans la construction ou l'ameublement.

À l'échelle mondiale, les sols et la biomasse stockent environ 4 fois plus de carbone que n'en contient l'atmosphère. Leurs évolutions sont donc déterminantes dans le processus de régulation du climat. En France métropolitaine, 3 à 4 milliards de tonnes de carbone sont stockées dans les 30 premiers centimètres de sols et 1,5 milliard dans la biomasse forestière.

Variation des stocks de carbone organique selon l'affectation des sols en France



Evolution des émissions de GES (ktCO₂e)



On constate entre 2005 et 2017 une **baisse conséquente des GES sur le territoire de la Communauté de Communes**. Depuis, une relative stagnation est observée aux environs de **620 ktCO₂e**. Des pics sont notables en 2019 (**679 ktCO₂e**) et en 2021 (**660 ktCO₂e**). Un objectif de GES à **36 ktCO₂e** est espéré à l'horizon 2030.

Emissions par habitant en 2021

7,60

tCO₂e


30,20

tCO₂e


Il serait pertinent que le **PLU intègre ces objectifs** et évalue, pour le scénario retenu, **comment le projet respecte les grands objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre**.

Les forêts et les terres agricoles représentent un espace important de stockage du carbone, ce qui contribue à limiter le réchauffement climatique. La réduction des consommations foncières permet de préserver la part de carbone stocké dans les sols. Elle réduit ainsi le carbone relâché dans l'atmosphère, mais également lutte contre l'artificialisation des sols. La biomasse végétale, les prairies et le bois (forêt ou matériau de construction et ameublement) représente un des principaux réservoirs de carbone. Les changements d'affectation des terres entraînent un déstockage immédiat de carbone dans l'atmosphère et ont **un impact négatif** direct et durable en matière d'émissions de gaz à effet de serre. **Il conviendra de veiller à cet élément lors de l'élaboration du projet d'aménagement**.

Démarche EcoQuartier

La démarche EcoQuartier portée par le Ministère de la Cohésion des Territoires, vise à favoriser l'émergence d'une nouvelle façon de concevoir, de construire et de gérer la ville durablement. Si les quartiers en extension ont vocation à devenir des EcoQuartiers, un des principaux objectifs de cette démarche est de reconstruire la ville sur elle-même en s'appuyant notamment sur les friches dont elle dispose.

La labellisation EcoQuartier s'adresse à tous les territoires, qu'ils soient situés en milieu rural, périurbain ou urbain. Tous les quartiers, quel que soit leur contexte social, économique ou environnemental ont la possibilité de devenir EcoQuartier.

Un EcoQuartier est un projet d'aménagement multi facettes qui repose sur quatre piliers :

- une dimension « démarche et processus » favorisant une approche itérative du projet et une gouvernance participative ;
- Une dimension « cadre de vie et usages » permettant d'assurer les bonnes conditions de mixité et de vivre ensemble ;
- Une dimension « développement territorial » favorisant un développement équilibré, solidaire et favorisant les modes de transports actifs ;
- Une dimension « Environnement et climat » visant à atténuer et à s'adapter aux effets du changement climatique.

Les EcoQuartiers représentent de puissants leviers pour le développement des territoires.

Le label ÉcoQuartier comporte quatre étapes et se fonde sur vingt engagements rassemblés dans la Charte ÉcoQuartier.

Déclinaison dans le PLU

Afin de concourir à l'atténuation du changement climatique, la collectivité peut, au travers de son document d'urbanisme :

- **inciter à construire des bâtiments économes en énergie** en imposant un seuil de performance énergétique dans le règlement du PLU ;
- **favoriser les modes de transports actifs ou alternatifs**, par la réalisation de cheminements piétons sécurisés, la réalisation d'aires de covoiturage ou encore la mise en place de bornes de recharge pour les véhicules électriques ;
- **protéger les sols et forêts qui permettent de stocker le carbone**, évitant ainsi son rejet dans l'atmosphère ;
- **encourager la réalisation de bâtiments à énergie positive** en imposant aux constructions de couvrir une part de leur consommation énergétique par la production d'énergies renouvelables.

L'outil GES PLU, élaboré par le CEREMA et l'ADEME, permet la comparaison des émissions de GES pour différents scénarios d'aménagement du territoire lors de la réflexion sur les orientations générales du PADD, et notamment sur les thématiques pour lesquelles le PLU peut avoir un impact ou disposer de leviers d'actions pour réduire les émissions de GES. C'est un outil d'aide à la décision pour les collectivités.

Les thématiques abordées peuvent être les suivantes :

- les déplacements de personnes ;
- l'usage du bâti ;

- le changement d'occupation des sols ;
- la production locale d'énergie et le développement des énergies renouvelables ;
- le transport de marchandises.

Ces différentes thématiques sont alimentées par les informations issues du diagnostic de la commune dont la richesse et la précision permettent d'apprécier l'impact des choix d'aménagement sur les émissions de GES.

L'outil GES PLU est disponible sur le site du CEREMA:
<https://www.cerema.fr/fr/actualites/ges-urbanisme-3-outils-reduire-emissions-ges-scot-plu>

L'outil FACETE, élaboré par AUXILIA et TRANSITION et d'utilisation libre, **permet de calculer le coût total de l'énergie consommée** et importée par l'ensemble des acteurs d'un territoire, dont le secteur résidentiel, ainsi que la valeur générée par la production locale d'énergies renouvelables. La facture énergétique du territoire ainsi calculée permet d'identifier les secteurs consommateurs en énergie et de mettre en place des mesures destinées à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments, notamment, en inscrivant des prescriptions en matière de performances énergétiques dans le règlement du PLU. Cet outil, utilisé régulièrement permet d'identifier l'évolution des consommations d'énergie et de la production d'énergies renouvelables sur un territoire.

L'outil FACETE est disponible à l'adresse suivante : <https://www.outil-facete.fr/>

Afin d'engager la transition énergétique du territoire, il conviendra d'évaluer l'impact du scénario d'aménagement retenu en termes d'émissions de gaz à effet de serre.

Enjeu : Lutter contre le changement climatique et s'y adapter

L'engagement de l'État en faveur de la transition énergétique était fortement inscrit dans la loi de transition énergétique pour la croissance verte de 2015.

Cette loi prévoit en particulier **l'implication des collectivités en charge de l'élaboration des documents d'urbanisme** pour qu'elles contribuent, à leur échelle, à l'atteinte des objectifs fixés à l'échelle nationale en matière notamment de diminution de la consommation énergétique du territoire ou encore de baisse des émissions de gaz à effet de serre.

Certains de ces objectifs étant fixés à court terme, il conviendra que le PLU s'inscrive pleinement dans ce contexte.

Le SRADDET intègre en partie la déclinaison régionale de ces objectifs et il en ressort certaines règles, directement applicables au PLU dans un rapport de compatibilité.

Pour cela, le PLU devra intégrer les enjeux de la thématique climat-air-énergie notamment dans un volet énergétique dans lequel il s'agira de :

- . **Identifier le potentiel de développement des énergies renouvelables ou les zones d'exclusions**, sur le territoire par la définition de zones propices ou non à ce développement, tout en respectant les préconisations par filière du SRADDET. Ce travail est a réalisé dans le cadre de l'élaboration de la cartographie des zones d'accélération des EnR de la Meuse, réalisée dans le cadre de la loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables. Ces éléments devront être intégrée au PLU.
- . **Maîtriser la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers et lutter contre l'artificialisation des sols** pour ne pas engendrer un déstockage immédiat de la part de carbone qui y est stockée.
- . **Favoriser la mixité fonctionnelle et la lutte contre l'étalement urbain** afin de limiter les déplacements motorisés
- . **Mesurer les impacts des différents scenarii d'aménagement retenus sur la consommation énergétique et les émissions de gaz à effet de serre du territoire.**
- . **Questionner les enjeux et impacts croisés « climat-air-énergie » des différents choix d'aménagement et réinterroger les priorités du projet à l'aune de ces enjeux et impacts.**
- . **Privilégier les solutions les plus efficaces en matière de transition énergétique** dans une logique de priorité : sobriété, efficacité, énergies renouvelables et de récupération.

SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

L'article L. 151-43 du code de l'urbanisme énonce que les PLU doivent comporter en annexe les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol.

Lors de l'établissement du PLU, il convient de connaître les servitudes en vigueur sur le territoire de la commune afin que ce dernier ne fixe pas de dispositions contradictoires avec les restrictions desdites servitudes.

La mise à jour du PLU est réalisée par arrêté du maire, à chaque fois qu'il est nécessaire de modifier le contenu des annexes (servitudes et autres), conformément à l'article R. 153-18 du CU.

L'ensemble des servitudes applicables sur le territoire de la commune est rassemblé dans la liste des servitudes et le document graphique joints en annexe qui doivent figurer en annexe de votre PLU (article R. 151-51 du CU), ces deux éléments étant complémentaires et indissociables.

ASSOCIATION

Les services et sociétés suivants m'ont fait part de leur souhait de participer aux réunions de travail au cours desquelles les questions relatives à leur domaine de compétence seraient débattues :

- RTE souhaite être associé à l'élaboration du document d'urbanisme et rendra un avis sur celui-ci à l'arrêt du projet.
Les contacts sont :
HORNBERGER Simon – 03.83.92.28.14 et MICHEL Cyril – 03.83.92.21.95
rte-cdi-ncy-urbanisme@rte-france.com

Il conviendra après arrêt du PLU de saisir :

- **La CDPENAF** afin qu'elle donne son avis sur le dossier conformément aux dispositions de l'article L. 153-16 du code de l'urbanisme :
Commission départementale de préservation des espaces naturels agricoles et forestiers
Direction départementale des territoires – Service économie agricole
14, Rue Antoine DURENNE – CS 10 501
55 012 BAR LE DUC Cedex
- **L'autorité environnementale** afin qu'elle rende un avis sur l'évaluation environnementale. Ses coordonnées sont : mrae-saisine.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Dans ce cas le dossier numérique devra comprendre une lettre de saisine. L'envoi de dossiers volumineux peut se faire via l'application Melanissimo du Ministère. Même en cas de consultation électronique, il est préférable de doubler votre envoi avec un envoi papier des cartes uniquement.

ou

Président de la MRAe
DREAL Grand Est – Service évaluation environnementale
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 81 005/F
67 070 STRASBOURG Cedex

L'envoi comprendra un dossier papier et un dossier numérique (CD-rom ou clé USB).

ANNEXES

1. SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

- Plan à l'échelle 1/10 000 e et liste des SUP.

2. ANNEXES FOURNIES AU FORMAT PAPIER ET PDF

A) ANNEXES FOURNIES AU FORMAT PAPIER ET PDF

- pagny_carte_ecologie_ens_pr
- pagny_carte_ecologie_natura
- pagny_carte_ecologie_znieff
- pagny_carte_ecologie_zones_humides
- pagny_carte_protection_captages
- pagny_carte_secteur_voltac_eolien
- pagny_carte_sols_argileux

B) ANNEXES FOURNIES UNIQUEMENT AU FORMAT PDF

- conseil_departemental_caue_ens (dossier)
- arr_pref_AS1_dup_pagny_la_blanche_cote_gibeaumeix_24122004
- arr_pref_ppri_meuse_vaucouleurs_28012005
- arr_sgar_246_archeologie_20030704

LEXIQUE

ALUR	Accès au logement et un urbanisme rénové
ANAH	Agence nationale d'amélioration de l'habitat
ANC	Assainissement non collectif
ANFR	Agence nationale des fréquences
ARS	Agence régionale de santé
AOM	Autorité organisatrice de la mobilité
BRGM	Bureau de recherches géologiques et minières
CDNPS	Commission départementale de la nature, des paysages et des sites
CDPENAF	Commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers
CE	Code de l'environnement
CEREMA	Centre d'études et d'expertises sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement
CGCT	Code général des collectivités territoriales
CNIG	Conseil national de l'information géographique
CU	Code de l'urbanisme
DDETSPP	Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations
DDRM	Dossier départemental des risques majeurs
DDT	Direction départementale des territoires
DPF	Domaine public fluvial
DRAAF	Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
DRAC	Direction régionale des affaires culturelles
DREAL	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
ELAN	Loi portant Evolution du logement, de l'aménagement et du numérique
ENE	Loi portant Engagement national pour l'environnement
ENS	Espace naturel sensible
EPCI	Établissement Public de Coopération Intercommunale
GES	Gaz à effet de serre
ICPE	Installation classée pour la protection de l'environnement
IGH	Immeuble de grande hauteur
IGN	Institut national de l'information géographique et forestière

LAAAF	Loi d’avenir pour l’agriculture, l’alimentation et la forêt
NOTRe	Loi portant nouvelle organisation territoriale de la République
OAP	Orientation d’aménagement et de programmation
OPAH	Opération programmée d’amélioration de l’habitat
ORT	Opération de revitalisation du territoire
PAC	Porter à connaissance
PADD	Projet d’aménagement et de développement durable
PAVE	Plan d’accessibilité de la voirie et des espaces communaux
PCAET	Plan climat air énergie territorial
PCET	Plan climat énergie territorial
PDU	Plan de déplacement urbain
PGRI	Plan de gestion du risque d’inondation
PLH	Programme local de l’habitat
PLU	Plan local d’urbanisme
PLUi	Plan local d’urbanisme intercommunal
PPA	Personne publique associée
PPBE	Plan de prévention du bruit dans l’environnement
PPR	Plan de prévention des risques
PPRi	Plan de prévention des risques d’inondation
PPRt	Plan de prévention des risques technologiques
PRAD	Plan régional d’agriculture durable
PREH	Plan de rénovation énergétique de l’habitat
RDDECI	Règlement départemental de défense extérieure contre l’incendie
RLP	Règlement local de publicité
RNU	Règlement national d’urbanisme
SAGE	Schéma d’aménagement et de gestion des eaux
SCoT	Schéma de cohérence territoriale
SDAGE	Schéma directeur d’aménagement et de gestion des eaux
SDC	Schéma départemental des carrières
SDIS	Service départemental d’incendie et de secours
SDTAN	Schéma directeur territorial d’aménagement numérique
SNBC	Stratégie nationale bas carbone
SRADDET	Schéma régional d’aménagement, de développement durable et d’égalité des territoires
SRC	Schéma régional des carrières
SRCAE	Schéma régional climat, air et énergie
SRCE	Schéma régional de cohérence écologique

SRE	Schéma régional éolien
SRU	Loi portant Solidarité et renouvellement urbain
SUP	Servitudes d'utilité publique
TECV	Loi de transition énergétique pour la croissance verte
TEPCV	Territoire à énergie positive pour la croissance verte
TMD	Transport de matières dangereuses
TRI	Territoire à risque important d'inondation
TVB	Trame verte et bleue
UDAP	Unité départementale de l'architecture et du patrimoine